



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion :

<https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-03

Type : Ordinaire

Date : 12 février 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : 11.1 Délégation, Conservation de la Nation Sud, Zones de glissement de terrain potentiel

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Procès-verbaux des sessions à huis clos tenues le 29 janvier 2024

5.1.1 Affaires découlant des procès-verbaux des réunions précédentes

5.2 Chantal Lauzon, Gérante des ressources humaines

5.2.1 Rapport RH-01-2024 – Changement à une politique d’employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l’une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 29 janvier 2024

6.2 Procès-verbal de la réunion publique de zonage tenue le 15 janvier 2024

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l’administration

8.1 Mario Villeneuve, Chef pompier

8.1.1 Rapport NFD-01-2024, Application à la subvention Firehouse Subs pour un ensemble de désincarcération

8.2 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.2.1 Rapport TP-06-2024, Changement de concessionnaire pour l’achat de cinq camionnettes

8.3 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.3.1 Rapport RE-05-2024 Application à une subvention d’immobilisation auprès de la Fondation Trillium Ontario

8.3.2 Rapport RE-06-2024 Application pour un permis d’alcool permanent pour la salle GFL

8.4 Nadia Knebel, Trésorière

8.4.1 Rapport F-04-2024, rémunération du Conseil pour 2023

8.4.2 Rapport F-05-2024, autres déboursés 2023

8.4.3 Assurance CSPAAT pour les pompiers

8.5 Aimée Roy, Greffière adjointe

8.5.1 CL-01-2024, Changements proposés au règlement régissant les séances du Conseil

8.5.2 CL-02-2024, Dons aux clubs optimistes et aux clubs d’âge d’or

8.6 Eric Leroux, Surintendant du drainage

8.6.1 Rapport de drainage #2024-0104 pour le mois de janvier 2024

8.6.2 Avis de décision au sujet du réalignement du Drain municipal Donat Laflèche selon la section 78(5) de la Loi sur le drainage

8.7 Josée Brizard, DG-Greffière

8.7.1 Rapport CL-03-2024 Commission des services policiers, nomination d'un représentant

9. Avis de motion proposées

9.1 Prince Edward County - motion demandant du soutien de la province pour l'allongement de la durée de vie des appareils d'incendie

9.2 Résolution concernant la demande d'aide à l'administration et à la gestion des transferts et des abandons de cimetières

9.2.1 Canton de Wainfleet

9.2.2 Ville de Gore Bay

10. Affaires découlant des réunions précédentes

10.1 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

10.1.1 Rapport PLA-1-2024-2

Notre de service au sujet du règlement #4-2024 pour établir des dispositions de contrôle provisoires pour l'ensemble de la Corporation de la municipalité de La Nation afin d'interdire l'établissement de nouvelles installations d'énergie renouvelable à grande échelle pour une période de douze mois afin de permettre l'achèvement approprié de recherches et de consultations supplémentaires

Rapport à suivre

11. Délégations

11.1 Conservation Nation Sud, Zones de glissement de terrain potentiel (16h30)

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement # 4-2024 – Établir des dispositions de contrôle provisoires pour l'ensemble de la Corporation de la municipalité de La Nation afin d'interdire l'établissement de nouvelles installations d'énergie renouvelable à grande échelle pour une période de douze mois afin de permettre l'achèvement approprié de recherches et de consultations supplémentaires

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don, Sentier récréatif de Prescott-Russell
Activités pour l'année

14.2 Demande de don, 2804 Royal Canadian Army Cadet Corps Casselman
Activités pour l'année

14.3 Demande de don, Journée familiale Boboul

14.4 Demande de don, Association du Hockey Mineur de St-Isidore
Activités pour l'année

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO – Flambées en cours

15.2 Rapport annuel 2022-2023 du Commissaire à l'intégrité

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Maison Interlude, Invitation à une conférence de Kim Thúy, Journée internationale de la femme

16.3 Conseil de l'innovation circulaire, Brochure des membres

16.4 Conservation de la Nation Sud, Mémoire, Journée des arbres gratuits pour la communauté

16.5 Un toit pour tous, Prévention de l'itinérance de Prescott-Russell, février 2024

16.6 Rapport statistique, Refuge Halte-Chaleur Hawkesbury

16.7 Ville de South Bruce Peninsula, Correspondance au sujet du soutien pour une révision comprehensive de la prospérité sociale et économique

17. Événements à venir

17.1 – 16 et 17 février 2024 – Fest hiver de Limoges

17.2 – 19 février 2024, Activités pour la Journée de la famille, en partenariat avec Kawabunga

De 9h00 à 17h00 au Centre récréatif de St-Isidore

De 10h00 à 18h00 au Complexe Sportif de La Nation, à Limoges

17.3 – 26 février 2024 – Réunion de Conseil ordinaire

17.4 – 11 mars 2024 – Réunion de Conseil ordinaire

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2024-02

Type : Ordinaire

Date : 29 janvier 2024

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de ville, 958 Route 500 West, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Aimée Roy, Greffière adjointe

Vidéo : L'enregistrement de la réunion est disponible pour visionner sur notre chaîne [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis-clos

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, Maire, oui
Conseiller quartier 1, Tim Stewart, participation par téléphone
Conseiller quartier 2, Alain Mainville, oui
Conseiller quartier 3, Danik Forgues, oui
Conseiller quartier 4, Raymond Lalande, oui
Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui
Conseillère quartier 6, Marjorie Drolet, absence motivée

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière
Aimée Roy, Greffière adjointe

Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing
Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme
Marc Legault, Directeur des travaux publics
Marc-Olivier Gratton, Ingénieur civil
Nadia Knebel, Trésorière
Nathalie Legault, Technicienne à la paie et ressources humaines
Mario Villeneuve, Chef pompier
Carol Ann Scott, Directrice des loisirs
Justin Lafrance, Directeur adjoint des loisirs

Présence d'invités

Aucun

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 33-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Additions :

- 5.5 Francis Brière, Maire

5.5.1 Rapport verbal – Relation de travail

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

- 8.3.2 Rapport RE-04-2024 Tarifs du Camp Kawabunga pour les journées spéciales

- 14.8 Demande de modification à la Politique de dons municipaux

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 34-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Aucune

5. Session Huis clos

Fermeture pour huis clos

Résolution : 35-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h32** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Adoptée

Réouverture après huis clos

Résolution : 36-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h43**

Adoptée

5.1 Procès-verbal de la session à huis clos tenue le 15 janvier 2024

5.1.1 Affaires découlant des procès-verbaux des réunions précédentes

5.2 Chantal Lauzon, Gérante des ressources humaines

5.2.1 Rapport RH-01-2024 – Changement à une politique d'employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Résolution : 37-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle qu'amendée à huis clos à la réunion du 29 janvier 2024 par la Gérante des ressources humaines dans son rapport RH-01-2024.

Adoptée

5.3 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

5.3.1 Rapport PLA-2-2024 – Négociations avec une personne – Parc Innovation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

5.4 Nadia Knebel, Trésorière

5.4.1 Rapport F-03-2024 – Négociation avec une corporation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

Résolution : 38-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée à huis clos à la réunion du 29 janvier 2024 par la Trésorière dans son rapport F-03-2024.

Adoptée

5.5 Francis Brière, Maire

5.5.1 Rapport verbal, relations de travail

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 15 janvier 2024

Résolution : 39-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que les procès-verbaux des assemblées suivantes soient adoptés tels que présentés :

- Réunion de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 15 janvier 2024

Adoptée

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.1.1 Rapport TP-02-2024 – Achat de camionnettes

Résolution : 40-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil accepte le rapport TP-02-2024 présenté par le Directeur des travaux publics et que la soumission de Surgenor Chevrolet Buick GMC Cadillac soit acceptée pour l'achat de cinq nouvelles camionnettes 2024 Silverado, modèle 1500 pour la somme totale de 266 605.00 \$ plus taxes suivant les spécifications à l'appel d'offres ROAD-01-2024.

Adoptée

8.1.2 Rapport TP-03-2024 – Achat d'un broyeur à bois

Résolution : 41-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil accepte la recommandation présentée par le Directeur des travaux publics dans son rapport TP-03-2024 et que la soumission Road-02-2024, soit accordée à Terapro Construction pour un broyeur forestier FAE 125 RL3-EX au coût de 49 128\$ plus taxe incluant l'échange selon les spécifications demandées.

Adoptée

8.1.3 Rapport TP-04-2024 – Parc Innovation phase II, Études géotechnique et hydrogéologique

Résolution : 42-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport TP-04-2024 présenté par le Directeur des travaux publics et l'Ingénieur civil et approuve de procéder avec Morey Associates pour l'étude géotechnique au coût estimé de 25 750,00 \$ avant TVH et Lascelles Engineering pour l'étude hydrogéologique au montant de 22 500,00 \$ avant TVH.

Adoptée

8.1.4 Rapport TP-05-2024 – Pont Wilson

Résolution : 43-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation dans le rapport TP-05-2024 pour que la firme d'ingénieurs EGIS CANADA LTD soit nommé à compléter une évaluation structurelle et à fournir un croquis détaillé des travaux pour la réparation du pont Wilson (SP010) au coût de 18 702,98 \$ avant taxe et que cette dépense soit payée dans le budget opérationnel 2024 provenant du compte «Engineers» N-4000-5900- 5206.

Qu'il soit également résolu que le Conseil approuve d'engager des fonds de 150 000 \$ au budget 2025 pour ce projet.

Qu'il soit également résolu que le Conseil autorise le Directeur des travaux publics à signer l'entente de services professionnels.

Adoptée

8.2 Mario Villeneuve, Chef pompier

8.2.1 Rapport NFD-02-2024 – Rapport Annuel 2023 pour le Conseil

Résolution : 44-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le Rapport Annuel 2023 pour le Service d'incendies #NFD-02-2024, tel que présenté par le Chef pompier à la réunion du 29 janvier 2024.

Adoptée

8.3 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

8.3.1 Rapport RE-03-2024 Politiques pour le Centre récréatif de St-Isidore

Résolution : 45-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve les politiques ci-dessous, pour le Centre récréatif de St-Isidore, telles que présentées dans le rapport RE-03-2024 à la réunion du 29 janvier 2024 :

- La Politique sur le patinage public
- La Politique sur les casques approuvés par la CSA
- La Politique de prévention et de gestion des commotions cérébrales

Adoptée

8.3.2 Rapport RE-04-2024 Tarifs du Camp Kawabunga pour les journées spéciales

Résolution : 46-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le tarif journalier de 120,07 \$ (taxes incluses) pour la location du Camp Kawabunga pour des journées spéciales telles que la semaine de relâche et les journées pédagogiques dans les installations de La Nation pour 2024.

Adoptée

8.4 Amélie Deschamps, Coordinatrice de la communication et du marketing

8.4.1 Rapport COM-01-2024 – Rapport des communications

Résolution : 47-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le Rapport sur les communications #COM-01-2024, tel que présenté par la Coordinatrice de la communication et du marketing à la réunion du 29 janvier 2024.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement # 4-2024 – Établir des dispositions de contrôle provisoires pour l'ensemble de la Corporation de la municipalité de La Nation afin d'interdire l'établissement de nouvelles installations d'énergie renouvelable à grande échelle pour une période de douze mois afin de permettre l'achèvement approprié de recherches et de consultations supplémentaires

Sujet tablé

12.2 Règlement # 8-2024 – Frais d'entretien d'égouts

12.3 Règlement # 9-2024 – Frais d'entretien d'eau pour Limoges

12.4 Règlement # 10-2024 - Frais d'entretien d'eau pour St-Isidore

12.5 Règlement #12-2024 – Impôts fonciers intérimaires

12.6 Règlement #13-2024 – Charges communes d'eau et égouts

Résolution : 48-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que les règlements ci-dessous, tels que décrits à l'ordre du jour le 29 janvier 2024 soient lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture :

- **Règlement # 8-2024** – Frais d'entretien d'égouts
- **Règlement # 9-2024** – Frais d'entretien d'eau pour Limoges
- **Règlement # 10-2024**- Frais d'entretien d'eau pour St-Isidore
- **Règlement #12-2024** – Impôts fonciers intérimaires
- **Règlement #13-2024** Charges communes d'eau et égouts

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 49-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 31 janvier 2024.

Pièce justificative 2 : **832 279,93 \$**

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don – Le bac à dons Paniers de Noël

Résolution : 50-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 000,00 \$ à Le Bac à Dons, 500,00 \$ provenant du compte de don du Maire et 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 2.

Adoptée

14.2 Demande de don – Union Culturelle des Franco Ontariennes – St-Isidore Activités pour l'année

Résolution : 51-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500,00 \$ à l'Union Culturelle des Franco Ontariennes de St-Isidore, 250,00 \$ provenant du compte de don du quartier 1 et 250,00 \$ provenant du compte de don du quartier 2.

Adoptée

14.3 Demande de don – Riceville Agricultural Society Activités pour l'année

Résolution : 52-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 2 000,00 \$ à Riceville Agricultural Society, 1 000,00 \$ provenant du compte de don du Maire, 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 1 et 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 2.

Adoptée

14.4 Demande de don – TMJ Construction Levée de fonds pour les cadeaux de Noël pour CHEO

Résolution : 53-2024

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 1 000,00 \$ à TMJ Construction pour leur levée de fonds pour les cadeaux de Noël pour CHEO, 150,00 \$ provenant du compte de don du quartier 1, 150,00\$ provenant du compte de don du quartier 2, 150,00 \$ provenant du compte de don du quartier 3, 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 4 et 50,00 \$ provenant du compte de don du quartier 5.

Adoptée

14.5 Demande de don – Comité de la Guignolée de Limoges
Paniers de Noël

Résolution : 54-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 2 000,00 \$ au Comité de la Guignolée de Limoges, 250,00 \$ provenant du compte de don du quartier 4, 750,00 \$ provenant du compte de don du quartier 5 et 1 000,00 \$ provenant du compte de don du quartier 6.

Adoptée

14.6 Demande de don – Union Culturelle des Franco Ontariennes– St-Albert
Activités pour l'année

Résolution : 55-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500,00 \$ à l'Union Culturelle des Franco Ontariennes – St-Albert, provenant du compte de don du quartier 3.

Adoptée

14.7 Demande de don – Comité des loisirs de Limoges
Activités pour l'année

Résolution : 56-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 2,500,00 \$ au Comité des loisirs de Limoges, 750,00 \$ provenant du compte de don des Comtés

Unis de Prescott-Russell, 1 000,00 \$ provenant du compte de don du quartier 5 et 750,00 \$ provenant du compte de don du quartier 6.

Adoptée

14.8 Demande de modification à la Politique de dons municipaux

15. Rapports mensuels divers

15.1 BSEO – Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Prince Edward County - motion demandant du soutien de la province pour l'allongement de la durée de vie des appareils d'incendie

16.3 Résolution concernant la demande d'aide à l'administration et à la gestion des transferts et des abandons de cimetières

16.3.1 Canton de Wainfleet

16.3.2 Ville de Gore Bay

16.4 Ville de Mississauga - Résolution concernant la décision de la Commission de la location immobilière de supprimer tous les services en personne

16.5 Municipalité de Tweed - Résolution demandant le rétablissement du système de renouvellement des plaques d'immatriculation

16.6 Halte-Chaleur Hawkesbury – Refuge temporaire – feuillet d'information

Résolution : 57-2024

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l'ordre du jour du 29 janvier 2024 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

17.1 – 3 février 2024 – Lancement du 150^e anniversaire de St-Albert

17.2 – 12 février 2024 – Réunion de Conseil ordinaire

17.3 – 16 et 17 février 2024 – Fest hiver de Limoges

17.4 – 26 février 2024 – Réunion de Conseil ordinaire

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 58-2024

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le règlement no. 14-2024, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 29 janvier 2024, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 59-2024

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **19h37**

Adoptée



Corporation de la Municipalité de La Nation

Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion: 2024-01

Type: Zonage

Date: 15 janvier 2024

Heure: 5:30 p.m.

Lieu: Town hall, 958 Route 500 West, Casselman

Président: Francis Brière, Mayor

Préparé par: Julie Langlois-Caisse, Administrative Assistant

Vidéo: <https://youtu.be/c6GSURcEPzg?t=3521>

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, oui

Conseiller quartier 1 Tim Stewart, participation par téléphone

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Raymond Lalande, oui

Conseiller quartier 5 Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6 Marjorie Drolet, oui

Présence d'employés municipaux

Josée Brizard, DG-Greffière

Aimée Roy, Greffière adjointe

Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Inscription du publique:

Participants en personne:

- Aucun

Participants virtuels:

- Hugh Lecuyer
- Mena Guirguis, Managing Director, Proparms Ltd.
- Benjamin Vachet, Journaliste à la Francophonie et aux langues officielles, Radio-Canada

Sujets

1. Ouverture de la réunion publique de zonage

Résolution: 8-2024

Proposé par: Alain Mainville

Appuyé par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ouverte à **5:30 p.m.**

Adoptée

2. Présentation des modifications proposées

- 2.1 2133 rue Calypso, Limoges
ZBL-12-2023 (règlement 2-2024)
- 2.2 7951 chemin de Comté 10, Vankleek Hill (Ferme Wilson)
ZBL-13-2023 (règlement 3-2024)

3. Commentaires

- 3.1 2133 rue Calypso, Limoges
ZBL-12-2023 (règlement 2-2024)

Aucun commentaire reçu du public

- 3.2 7951 chemin de Comté 10, Vankleek Hill (Ferme Wilson)
ZBL-13-2023 (règlement 3-2024)

Commentaires soumis par écrit à l'avance par Chris Zerter, [REDACTED]

- Voir l'annexe A pour les commentaires écrits soumis par Chris Zerter

4. Ajournement

Résolution: 8-2024

Proposé par: Alain Mainville

Appuyé par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée publique convoquée selon l'article 34 de la Loi sur l'aménagement du territoire (1990) soit ajournée à **17h45**.

Adoptée

Annexe A

Procès-verbal de la réunion publique de zonage tenue le 15 janvier 2024

From: [REDACTED] >
Sent: Friday, December 29, 2023 5:34 PM
To: Guylain Lafleche <GLafleche@nationmun.ca>
Subject: Re: Property 7951 Soy bean transformation plant

I am at [REDACTED] and have been advised that there is a proposal to change the zoning at 7951 to allow a Soy Plant. I would like more information as to the size of the plant Mr Wilson is proposing. How much additional transport traffic, noise, lighting, etc. how the neighborhood will be compensated for the affects this would bring. These plants are commercial operations and affect the surroundings property values and quality of life. The letter we received provided no information.
Sent from my iPhone



Rapport au Conseil

Numéro de rapport: NFD-01-2024

Sujet: Application pour une subvention auprès de Firehouse Subs

Préparé par: Mario Villeneuve, Fire Chief

Révisé par: Josée Brizard, DG, Greffière

Date de la réunion: 12 février, 2024

Contexte

Le but de ce rapport est d'obtenir le soutien du Conseil municipal afin de soumettre une demande de subvention à Firehouse Subs Canada pour l'acquisition d'équipement de désincarcération.

Rapport

Dans le cadre d'un service d'incendie efficace, nous cherchons toujours des moyens de bénéficier d'autres sources de revenus et de subventions. Firehouse Subs est un partenaire reconnu et généreux des services d'incendie de la province et a récemment accordé une subvention de 19 000 \$ pour l'achat de divers équipements à nos voisins du service d'incendie de Russell. [Firehouse Subs - Subs, Sub Sandwiches, Salads, Catering - Firehouse Subs](#)

En tant qu'organisme de bienfaisance enregistré au Canada, Firehouse Subs a pour mission d'influencer les capacités de sauvetage et les vies des héros locaux et de leurs communautés.

Firehouse Subs Public Safety Foundation of Canada attribue des fonds dans quatre domaines distincts:

- Équipements de sauvetage au profit des organisations de services d'urgence et de la sécurité publique
- Outils d'éducation à la prévention pour la sécurité publique et la préparation aux catastrophes naturelles
- Bourses d'études et formation continue pour les agents de la sécurité publique
- Soutien aux catastrophes naturelles

Nous avons jusqu'au 14 mars pour soumettre notre proposition de financement. Notre intention est de demander 35 000 \$ pour un ensemble d'outils de désincarcération fonctionnant sur batterie (mâchoires de vie) afin de commencer à remplacer l'équipement obsolète de nos stations.

Comme indiqué ci-dessous dans notre recommandation au Conseil, nous demandons également la permission de déroger à la politique d'achat et d'autoriser le chef des pompiers à acheter un ensemble d'outils e-drauliques de Hurst Jaws of Life ; un écarteur, un coupeur et un bélier. Hurst est un fournisseur reconnu et réputé d'outils de désincarcération, et deux de nos trois ensembles d'outils existants sont des Hurst Jaws of Life. [Built to Extend Lives | HURST Jaws of Life](#) Les systèmes e-draulics Hurst sont largement utilisés dans les services d'incendie, ils sont fiables et le service après-vente est rapide et efficace.

Considérations financières

Il n'y aura pas d'impact sur le budget actuel étant donné que nous avons déjà prévu un montant de \$56,375.00 pour l'achat de pinces de désincarcération au budget capital de 2024. Si nous recevons l'octroi de Firehouse Subs, la différence entre le montant budgété et l'octroi sera gardé dans la réserve du service des incendies.

Recommandation

Il est respectueusement recommandé que:

Le Conseil autorise le Chef pompier à faire une demande de subvention auprès de Firehouse Subs pour un montant de 35 000 \$ pour un ensemble d'outils de désincarcération ;

Que le conseil autorise le Chef pompier à déroger à la politique d'achat et à acheter l'ensemble d'outils de désincarcération à piles de Hurst Jaws of Life si le service d'incendie de La Nation reçoit la subvention de Firehouse subs.

Attachements



(800) 387-2286 [REDACTED]

Quote

Quote # QT1782699
Date 01/29/2024
Expires 03/30/2024
Sales Rep Defosse, Jason
Shipping Method Shipping
Customer NATION FIRE DEPT (ON)
Customer # C259426

Bill To

The Nation Municipality
 Nation Fire Department
 958 ROUTE 500 WEST
 CASSELMAN ON K0A 1M0

Ship To

Nation Fire Department (ON)
 958 Route 500 West
 Casselman ON K0A 1M0

Item	Alt. Item #	Units	Description	QTY	Unit Price	Amount
272489000-1			S 789 E3 Cutter - TOOL ONLY-(E3F)	1	C\$19,995.00	C\$19,995.00
271455000-1			SP 555 E3 Spreader - TOOL ONLY-(E3F)	1	C\$20,495.00	C\$20,495.00
274487000-1			CR 522 E3 (Tool Only)-(E3F)	1	C\$14,995.00	C\$14,995.00
90-53-15			EWXT 9 Ah battery	6	C\$0.00	C\$0.00
90-53-37			EWXT/E3 Charger 110-240V	3	C\$0.00	C\$0.00

MES List Price 59,985.00	Subtotal	C\$55,485.00
Nation Discount -\$4,500.00	Shipping Cost	C\$0.00
This is our most popular set of tools. Each tool comes with 2 x 9amp batteries plus 1 x Smart Charger.	GST/HST 761284108	C\$7,213.05
	Total	C\$62,698.05

This Quotation is subject to any applicable sales tax and shipping and handling charges that may apply. Tax and shipping charges are considered estimated and will be recalculated at the time of shipment to ensure they take into account the most current information.

All returns must be processed within 30 days of receipt and require a return authorization number and are subject to a restocking fee.

Custom orders are not returnable. Effective tax rate will be applicable at the time of invoice.



QT1782699



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: TP-06-2024 (en référence avec TP-02-2024)

Sujet : Changement de concessionnaire pour l'achat de 5 camionnettes

Préparé par : Joanne Bougie, assistante au directeur

Révisé par : Marc Legault, directeur des Travaux publics

Révisé par : Hugo Pouliot, directeur adjoint des Travaux publics

Révisé par : Josée Brizard, directrice générale/greffière

Révisé par : Nadia Knebel, trésorière

Date de la réunion : le 12 février 2024

Contexte


Changement de concessionnaire pour l'achat de 5 camionnettes.

Rapport

À la suite de l'approbation du Conseil le 29 janvier 2024, nous avons envoyé les résultats de l'appel d'offres Road-01-2024 aux concessionnaires et le gagnant Surgenor Chevrolet Buick GMC Cadillac nous a informés qu'il ne pouvait plus nous livrer dans les 90 jours les 5 camionnettes comme stipulé dans sa soumission.

Donc, nous recommandons de donner le contrat au plus bas soumissionnaire, Laplante Chevrolet Buick GMC de Casselman pour la somme de 263 390,60 \$ plus taxes, soit 5 camionnettes 2024. La voirie procédera à la vente de la camionnette usagée 2018 Silverado par ses propres moyens. Pour le département d'incendie, il y a une camionnette disponible immédiatement dans la cour dudit concessionnaire à 799,78 \$ de plus (soit 53 379,50\$) que dans l'offre soumise, mais le prix est encore plus bas que le prix du deuxième concessionnaire, Surgenor. Le chef pompier recommande d'accepter le nouveau prix.

Considérations financières

Description	(5) camionnettes
Prix 5 camionnettes (révisé)	\$264 190.38
Taxe 13% TVH	<u>\$34 344.75</u>
Coût total avec 13% TVH	\$298 535,13
	
Prix de 5 camionnettes, 13% HST enlevée	\$264,190.38
Portion TVH non remboursable	\$4 649.75
Coût total à la municipalité	<u>\$268,840.13</u>
Somme au Budget 2024	\$335,375.00
Solde restant après l'achat de 5 camionnettes	<u>(\$66 534,87)</u>

L'analyse détaillée par département est l'annexe A – page 2

Les comptes au grand livre :

Voirie : N-4000-8054-7500

Environnement : N-5800-8054-7500

Règlementation : N-3210-8054-7500

Incendie : N-3000-8054-7500

Recommandation

« Il est résolu que la résolution #40-2024 soit abrogée concernant le rapport TP-02-024.»

« Qu'il soit résolu que le Conseil accepte la recommandation présentée par le directeur des Travaux publics dans son rapport TP-06-2024 et que l'achat des 5 camionnettes de l'appel d'offres Route-01-2024 soit donné à Laplante Chevrolet Buick GMC Ltée de Casselman étant le plus bas soumissionnaire pour la somme totale de 264 190,38 \$ plus taxes selon les spécifications demandées. »

Politique d'achat – F-2016-03

Selon l'article 6.5.2 – Appel d'offres

Le chef de département ou son représentant ne peut acheter des biens ou des services dont la valeur dépasse 50 000 \$ sans demander et obtenir des soumissions scellées, sauf si une résolution du Conseil l'y autorise expressément. Dans la mesure du possible, au moins trois (3) soumissions doivent être obtenues.

Pièce jointe

Annexe A – résultat des soumissions et analyse détaillée par département

Tender closing date: January 26, 2024, at 11:00							PAGE 1 OF 2
Description: Five New 2023 or 2024 Full Size Pick-up Trucks							
Tender: Road-01-2024							
ANNEXE - A							
Dealers - Bids received	First pick-up	Second Pick-up	Trade-in - 2018 Silverado	Third Pick-up	Fourth Pick-up	Fifth Pick-up	
						Fire	Fire
						pick-up truck instead of a SUV .	pick-up on site
	<i>Price</i>	<i>Price</i>	<i>Price</i>	<i>Price</i>	<i>Price</i>	<i>Price</i>	
Laplante Chevrolet Buick GMC - CASS	\$ 52,702.72	\$ 52,702.72	\$ 4,500.00	\$ 52,702.22	\$ 52,702.72	\$ 52,579.72	\$ 53,379.50
Model	2024 SILVERADO	2024 SILVERADO		2024 SILVERADO	2024 SILVERADO	2024 SILVERADO	Sierra 1500
Embrun Ford	\$ 62,224.00	\$ 62,224.00	\$ 2,500.00	\$ 62,224.00	\$ 62,224.00	\$ 62,224.00	
Model	F-150	F-150		F-150	F-150	F-150	
Rockland Ford Sales Ltd.	rejected	rejected		rejected	rejected	rejected	
Model	They did meet our requirements for V8.						
Laplante, Chrysler Dodge RAM Jeep-Emb	\$ 59,096.75	\$ 67,805.45	\$ 11,000.00	\$ 65,338.45	n/a	n/a	
Model	2024 RAM 1500	2024 RAM 1500		2024 RAM 1500			
Bélanger, Chrysler,Dodge Jeep Inc. -Rock	\$ 59,031.00	\$ 59,031.00	\$ 7,000.00	\$ 59,031.00	\$ 56,031.00	n/a	
Model	2024 RAM 1500	2024 RAM 1500		2024 RAM 1500	2024 RAM 1500		
Blue Mountain Chrysler Ltd.	\$ 66,385.00	\$ 66,385.00	\$ 1,500.00	\$ 66,385.00	\$ 66,385.00	\$ 61,557.00	
Model	2024 RAM 1500	2024 RAM 1500		2024 RAM 1500	2024 RAM 1500	2024 RAM 1500	

Tender closing date: January 26, 2024, at 11:00							PAGE 2 OF 2
Description: Five New 2023 or 2024 Full Size Pick-up Trucks							
Tender: Road-01-2024							
Dealers - Bids received	First Pick-up	Second Pick-up	Trade-in - 2018 Silverado	Third Pick-up	Fourth Pick-up	Fifth Pick-up	
	Price	Price	Price	Price	Price	Price	
Surgenor Chev Buick GMC Cadillac	\$ 53,265.00	\$ 53,265.00	N/A	\$ 53,265.00	\$ 53,265.00	\$ 53,545.00	
	Model 2024 SILVERAD	2024 SILVERADO		2024 SILVERADC	2024 SILVERADC	2024 SILVERADO	
2445612 Ontario Inc.							
	Model \$ 57,215.00	\$ 57,660.00	N/A	\$ 58,265.00	\$ 57,404.00	N/A	
	2024 RAM 1500	2024 RAM 1500		2024 RAM 1500	2024 RAM 1500		
Financier Considerations							
TP-06-2024	Bidder	Laplante Chev Buick GMC Ltd.			BE AWARDED		
Pick-ups	Road -1 ID6025 PICK-UP	Road - 1 ID 6052 PICK-UP	TRADE-IN 2018 Silverado	Environment -1 ID6050 PICK-UP	By-Law - 1 ID6059 PICK-UP	Fire -1 PICK-UP	Total
Price of Pick-ups	\$ 52,702.72	\$ 52,702.72	\$ 4,500.00	\$ 52,702.72	\$ 52,702.72	\$ 53,379.50	\$ 264,190.38
Price of pick-ups, 13% HST	\$ 6,851.35	\$ 6,851.35	\$ 585.00	\$ 6,851.35	\$ 6,851.35	\$ 6,939.34	\$ 34,344.75
Total	\$ 59,554.07	\$ 59,554.07	\$ 5,085.00	\$ 59,554.07	\$ 59,554.07	\$ 60,318.84	\$ 298,535.13
Price, pre-tax	\$ 52,702.72	\$ 52,702.72	\$ 4,500.00	\$ 52,702.72	\$ 52,702.72	\$ 53,379.50	\$ 264,190.38
Non-refundable portion of HST	\$ 927.57	\$ 927.57	\$ 79.20	\$ 927.57	\$ 927.57	\$ 939.48	\$ 4,649.75
Total price of truck to municipality	\$ 53,630.29	\$ 53,630.29	\$ 4,579.20	\$ 53,630.29	\$ 53,630.29	\$ 54,318.98	\$ 268,840.13
Budget 2024	\$ 59,000.00	\$ 59,000.00		\$ 60,000.00	\$ 60,000.00	\$ 97,375.00	\$ 335,375.00
Remaining amount available:	\$ (5,369.71)	\$ (5,369.71)		\$ (6,369.71)	\$ (6,369.71)	\$ (43,056.02)	\$ (66,534.87)
G/L ACCOUNT: N- xxxx-8054-7500	N-4000	N-4000	not accepted	N-5800	N-3210	N-3000	
revised January 30-2024.							



Rapport au Conseil

Numéro de rapport : RE-05-2024

Objet : Demande de subvention d'immobilisations de la Fondation Trillium de l'Ontario

Préparé par : Carol Ann Scott, directrice des loisirs

Révisé par : Josée Brizard, CAO-Greffière

Date de la réunion : 12 février 2024

Contexte

Approbation de l'équipe de rédaction de la demande de subvention à la Fondation Trillium de l'Ontario pour une subvention d'immobilisations pour l'aréna du centre récréatif de St-Isidore pour l'achat de nouvelles bandes de patinoire et de verre acrylique.

Rapport

Les municipalités peuvent demander jusqu'à 200 000 \$ pour des projets qui favorisent l'activité physique. La prolongation de la durée de vie d'une installation ou d'un espace, l'achat d'équipement, la réparation, la rénovation ou la modernisation sont des objectifs de projet qui sont identifiés dans les lignes directrices de la subvention. L'achat de nouvelles bandes de patinoire et de verre s'inscrit parfaitement dans le cadre de cette subvention et le coût approximatif est de 264 000 \$. La date limite de demande de subvention d'immobilisations de la Fondation Trillium de l'Ontario est le 6 mars 2024, et si le financement est approuvé, le projet devra être achevé en 2025, ce qui coïncide bien avec l'échéancier de notre projet de remplacement du plancher de l'aréna. Les plans de remplacement du plancher de l'aréna sont terminés et comprennent le remplacement des tubes de saumure, du plancher de ciment, des bandes de la patinoire, de la vitre et d'un nouveau tableau d'affichage électronique, et tout est prêt à faire l'objet d'un appel d'offres.

Pertinence par rapport aux priorités

Les évaluations de l'état des installations ont permis de déterminer qu'il était nécessaire de changer en priorité les bandes et les vitres de l'aréna afin d'assurer la sécurité de nos utilisateurs. Le remplacement du plancher de l'aréna a également été identifié comme une priorité et il est plus rentable de changer tous les composants en même temps.

Contrepartie financière

La municipalité ministère a investi des fonds dans les réserves en prévision du projet, et il y a 481 290 \$ dans les réserves pour le projet de remplacement du plancher de l'aréna. Une campagne de financement est également lancée.

Politique d'achat

Le coût prévu pour les bandes de patinoire et le verre acrylique est de plus de 50 000 \$, de sorte qu'un appel d'offres serait lancé pour l'achat si la subvention est reçue.

Recommandation

Qu'une demande de financement soit présentée à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les nouvelles bandes de patinoire et le verre acrylique



Rapport au Conseil

Numéro de rapport : RE-06-2024

Objet : Demande de permis d'alcool permanent salle GFL

Préparé par : Carol Ann Scott, directrice des loisirs

Révisé par : Josée Brizard, CAO-Greffière

Date de la réunion : 12 février 2024

Contexte

Approbation de la demande d'un permis d'alcool permanent avec un avenant de traiteur pour la salle GFL du Complexe sportif de La Nation.

Rapport

Présentement, pour servir de l'alcool dans la salle GFL, nous devons aviser la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) au moins 10 jours avant l'événement et utiliser l'option d'avenant de traiteur du centre récréatif de St-Isidore ou u centre communautaire Caledonia. L'événement doit être organisé par un client ou une organisation et l'alcool doit également être acheté, puis transféré des centres à la salle GFL. Un permis d'alcool permanent éliminera ce processus de paperasse et permettra l'entreposage permanent de l'alcool sur place.

Pertinence aux priorités

Nous avons de nombreuses réservations pour la salle et la plupart d'entre elles demandent que la municipalité offre un service de bar. Nous constatons maintenant plus de demandes pour un service de bar lors de petites fêtes privées, car de moins en moins de personnes sont intéressées à être responsables de l'obtention d'un permis d'alcool interdit à la vente à leur nom. La vente d'alcool apporte également des revenus supplémentaires à l'immeuble.

Considération financière

Le coût initial de la demande de permis d'alcool est de 1355 \$ pour une durée de 4 ans et sera déduit du budget de d'opération.

Politique d'achat

N/A

Recommandation

Que le conseil approuve qu'une demande de permis d'alcool permanent avec un avenant de service de traiteur pour la salle GFL du Complexe sportif de la Nation soit soumis au CAJO.



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: F-04-2024

Sujet : Rémunération et indemnités versés en 2023

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion : 12 février 2024

Contexte

En vertu de l'article 284(1) de la Loi de 2001 sur les municipalités, L.O. 2001, chap. 25, et ses amendements, au plus tard le 31 mars de chaque année, le trésorier d'une municipalité remet au conseil de celle-ci un état détaillé de la rémunération et des indemnités versées l'année précédente.

- (a) Chaque membre du conseil municipal, à l'égard des services offerts en sa qualité de membre du conseil ou d'un autre organisme, y compris un conseil local, auquel il a été nommé par le conseil municipal ou auprès duquel il occupe une charge du fait qu'il est membre du conseil municipal;

Rapport

Les états des rémunérations et des frais versés l'année précédente aux membres du conseil et aux membres d'un conseil local sont présentés en pièces jointes.

Les rapports seront affichés sur le site Web de la municipalité.

Liens aux priorités

n/a

Considérations financières

n/a

Politique d'achat

n/a

Recommandation

Il est recommandé que le conseil accepte et approuve l'état des rémunérations et des frais versés l'année précédente aux membres du conseil et aux membres d'un conseil local.

Pièces jointes

Annexe A – Rémunération et indemnités versées aux membres du Conseil

Annexe B – Rémunération et indemnités versées au membre d'un conseil local

ANNEXE A / SCHEDULE A

Au rapport / To report F-04-2024

SALAIRES ET ALLOCATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL POUR 2023

2023 MEMBERS OF COUNCIL SALARIES AND ALLOWANCES

NOM / NAME	SALAIRE DE BASE / BASE SALARY BY-LAW 14-2020	ALLOCATION COMMUNICATION ALLOWANCE	DÉPLACEMENT / MILEAGE	INSCRIPTION CONVENTION REGISTRATION	DÉPENSES CONVENTIONS EXPENSES	TOTAL
FRANCIS BRIERE	53,988.22		873.93	-		54,862.15
ALAIN MAINVILLE	29,909.62		127.86	839.52	1,195.01	32,072.01
DANIK FORGUES	29,909.62			839.52	1,032.45	31,781.59
DANIEL BOISVENUE	29,909.62			1,363.59	1,633.30	32,906.51
MARJORIE DROLET	29,909.62			1,363.59	1,633.30	32,906.51
RAYMOND LALANDE	29,909.62		140.92	839.52	1,287.78	32,177.84
TIMOTHY STEWART	29,909.62			839.52	678.07	31,427.21
Total	233,445.94	-	1,142.71	6,085.25	7,459.91	248,133.81

ANNEXE B / SCHEDULE B

Au rapport / To report F-04-2024

RÉMUNÉRATION ET DES INDEMNITÉS DES MEMBRES D'UN CONSEIL LOCAL POUR 2023

2023 MEMBERS OF A LOCAL BOARD REMUNERATION AND EXPENSES

MEMBRE	DÉPLACEMENT / MILEAGE
PIERRETTE LAVERGNE	210.00
NATHALIE GENDRON	180.00
FRANCE LAMOUREUX	180.00
CHANTAL NORMAND	120.00
SUZANNE LEBLANC	180.00
YVON QUESNEL	210.00
Total	1,080.00



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: F-05-2024

Sujet : Autres déboursés en 2023

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion : 12 février 2024

Contexte

Pendant l'année, certains paiements sont tirés à même le compte de banque par retraits préautorisés. La majorité de ces paiements sont pour la paie, des prêts, ou des frais tels des locations d'équipements. Le détail de ces autres déboursés pour l'année 2023 se retrouve à l'annexe A. Tous les autres paiements faits par la municipalité ont été passés pendant l'année dans les « voucher » des payables.

Rapport

n/a

Liens aux priorités

n/a

Considérations financières

n/a

Politique d'achat

n/a

Recommandation

Il est recommandé que le conseil approuve la liste des autres déboursés de 2023.

Pièces jointes

Annexe A – Autres déboursés 2023

ANNEXE A / SCHEDULE A
Au rapport / To report F-05-2024
Autres déboursés 2023 Other disbursements

DATE	DESCRIPTION	MONTANT / AMOUNT	TOTAL	COMMENTAIRES / COMMENTS
PAIE - 2023 -PAYROLL				
01/12/23	Payroll Run 703: 12/24/2022 - 01/06/2023	139,660.68		
01/26/23	Payroll Run 706: 01/07/2023 - 01/20/2023	130,174.84		
02/09/23	Payroll Run 709: 01/21/2023 - 02/03/2023	135,778.42		
02/23/23	Payroll Run 712: 02/04/2023 - 02/17/2023	136,968.99		
03/06/23	Payroll Run 717: 01/01/2023 - 02/17/2023	7,153.40		
03/09/23	Payroll Run 719: 02/18/2023 - 03/03/2023	136,529.90		
03/23/23	Payroll Run 720: 03/04/2023 - 03/17/2023	134,510.20		
04/06/23	Payroll Run 722: 03/18/2023 - 03/31/2023	136,173.58		
04/20/23	Payroll Run 725: 04/01/2023 - 04/14/2023	136,158.88		
05/04/23	Payroll Run 727: 04/15/2023 - 04/28/2023	138,731.95		
05/18/23	Payroll Run 729: 04/29/2023 - 05/12/2023	135,451.90		
06/01/23	Payroll Run 731: 05/13/2023 - 05/26/2023	136,258.35		
06/15/23	Payroll Run 732: 05/27/2023 - 06/09/2023	135,262.66		
06/29/23	Payroll Run 733: 06/10/2023 - 06/23/2023	141,648.53		
07/13/23	Payroll Run 735: 06/24/2023 - 07/07/2023	144,008.62		
07/27/23	Payroll Run 739: 07/08/2023 - 07/21/2023	143,545.36		
08/10/23	Payroll Run 741: 07/22/2023 - 08/04/2023	141,225.49		
08/24/23	Payroll Run 743: 08/05/2023 - 08/18/2023	143,598.66		
09/07/23	Payroll Run 745: 2023-08-19 - 2023-09-01	146,709.63		
09/21/23	Payroll Run 747: 09/02/2023 - 09/15/2023	147,256.20		
10/05/23	Payroll Run 749: 09/16/2023 - 09/29/2023	147,638.96		
10/19/23	Payroll Run 750: 09/30/2023 - 10/13/2023	145,521.97		
11/02/23	Payroll Run 751: 10/14/2023 - 10/27/2023	148,698.85		
11/16/23	Payroll Run 753: 10/28/2023 - 11/10/2023	144,295.92		
11/30/23	Payroll Run 756: 11/11/2023 - 11/24/2023	156,965.43		
12/14/23	Payroll Run 759: 11/25/2023 - 12/08/2023	149,556.70		
12/15/23	Payroll Run 765: 12/01/2022 - 11/30/2023	274,915.13		
12/28/23	Payroll Run 772: 12/09/2023 - 12/22/2023	206,261.34		
12/22/23	Payroll Run 767: 12/09/2023 - 12/22/2023	5,967.37	4,026,627.91	27 périodes de paie + paie des pompiers + paie rétro 27 pay periods + firemen pay + retro pay
FRAIS - INTERAC - FEES				
03/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	64.39		
02/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	120.03		
01/02/23	MONTHLY INTERAC FEES	79.50		
04/03/23	MONTHLY INTERAC FEES	127.89		
05/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	258.94		
06/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	197.50		
07/03/23	MONTHLY INTERAC FEES	137.86		
08/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	197.39		
09/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	227.49		
10/02/23	MONTHLY INTERAC FEES	155.52		
11/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	195.47		
12/01/23	MONTHLY INTERAC FEES	147.89	1,909.87	
VISUAL TOUCH POS				
02/06/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
03/06/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
01/05/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
04/05/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
05/05/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
06/05/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
07/05/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
08/07/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
09/07/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
10/05/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
11/06/23	VISUAL TOUCH POS	282.50		
12/06/23	VISUAL TOUCH POS	282.50	3,390.00	
LOCATION MACHINE INTERAC / INTERAC MACHINE LEASING				
07/04/23	APRIL, MAY & JUNE -INTERAC FEES	1,076.33		
04/03/23	JAN. FEB. & MARCH - NTERAC FEES	1,076.33		
10/03/23	JULY, AUGUST & SEPTEMBER -INTERAC FEES	1,076.33		
12/31/23	OCT, NOV, DEC - INTERAC FEES	1,076.33	4,305.32	

ANNEXE A / SCHEDULE A

Au rapport / To report F-05-2024

Autres déboursés 2023 Other disbursements

DATE	DESCRIPTION	MONTANT / AMOUNT	TOTAL	COMMENTAIRES / COMMENTS
PAIEMENT DE PRET DOME DE SEL / SALT DOME LOAN PAYMENT				
01/03/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
02/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
03/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
04/03/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
06/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
05/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
07/04/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
10/03/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
09/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
08/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
11/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71		
12/01/23	LOAN PAYMENT-SALT DOME	2,145.71	25,748.52	
CASE WHEEL LOADER 2022				
02/02/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
03/01/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
01/03/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
05/01/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
07/04/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
04/03/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
10/03/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
09/01/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
08/02/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
06/02/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
11/02/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70		
12/01/23	CNH CAPITAL CDA-CASE WHEEL LOADER 721G-2022	4,390.70	52,688.40	
2020 JOHN DEER MOTOR GRADER				
01/03/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
02/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
03/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
04/03/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
06/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
05/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
07/04/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
10/03/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
09/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
08/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
11/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59		
12/01/23	BRANDT FINANCE - 2020 JOHN DEER MOTOR GRADER	6,539.59	78,475.08	
PAIEMENT DE PRET - COMPLEXE LIMOGES - LOAN PAYMENT				
01/03/23	INFRASTRUCTURE ONTARIO - COMPLEXE LIMOGES	37,505.96		
02/01/23	INFRASTRUCTURE ONTARIO - COMPLEXE LIMOGES	43,231.48		
03/01/23	INFRASTRUCTURE ONTARIO - COMPLEXE LIMOGES	43,698.38		
04/03/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	49,470.89		
05/01/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	48,054.14		
06/01/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	49,570.03		
07/04/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	48,258.82		
08/01/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	51,927.00		
09/01/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	51,756.06		intérêts sur emprunt temporaire (construction loan)
10/03/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	47,638.30		compter de décembre
11/01/23	Infrastructure Ontario - Complexe Limoges	49,388.96	520,500.02	
PAIEMENT DE PRET - FLEET 2014 - LOAN PAYMENT				
01/03/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
02/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
03/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
04/03/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
06/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
05/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
07/04/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
10/03/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
09/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
08/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
11/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94		
12/01/23	LOAN PAYMENT-FLEET 2014	3,432.94	41,195.28	

ANNEXE A / SCHEDULE A

Au rapport / To report F-05-2024

Autres déboursés 2023 Other disbursements

DATE	DESCRIPTION	MONTANT / AMOUNT	TOTAL	COMMENTAIRES / COMMENTS
PAIEMENT PRET - INNOVATION GARAGE & SALT DOME - LOAN PAYMENT				
01/03/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
02/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
03/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
04/03/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
06/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
05/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
07/04/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
10/03/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
09/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
08/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
11/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60		
12/01/23	LOAN PAYMENT-INNOVATION GARAGE & SALT DOME	15,665.60	187,987.20	
PAIEMENT DE PRET - ARENA EXPANSION - LOAN PAYMENT				
06/15/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	20,196.00		
12/15/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	20,196.00	40,392.00	
PAIEMENT DE PRET - EAU / WATER LIMOGES - LOAN PAYMENT				
02/28/23	PR1-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
01/30/23	PR1-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
02/28/23	PR2-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
01/30/23	PR2-SHORT TERM LIABILITY	34,136.04		
02/28/23	PR3-SHORT TERM LIABILITY	44,928.45		intérêts sur emprunt temporaire (construction loan)
01/30/23	PR3-SHORT TERM LIABILITY	44,928.45	226,401.06	compter de décembre
PAIEMENT DE PRET - VEHICLES FLEET 2013 - LOAN PAYMENT				
06/16/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	39,607.16		
12/18/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	39,607.17	79,214.33	
PAIEMENT DE PRET - 2013 LIMOGES FIRE HALL - LOAN PAYMENT				
06/15/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	43,893.76		
12/15/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	43,893.76	87,787.52	
PAIEMENT DE PRET - CALYPSO EAU & EGOUTS / LOAN PAYMENT CALYPSO WATER & SEWER				
04/17/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	45,491.22		
10/16/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	45,491.22		
04/17/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	119,250.76		
10/16/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	119,250.76	329,483.96	
PAIEMENT DE PRET - FOREST PARK - LOAN PAYMENT				
04/17/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	61,029.39		
10/16/23	LOAN PAYMENT ONTARIO INFRASTRUCTURE	61,029.39	122,058.78	
PAIEMENT DE PRET - 2022 HYUNDAI EXCAVATOR - LOAN PAYMENT				
07/04/23	CWB NATIONAL FINANCE - 2022 HYUNDAI EXCAVATOR	3,157.73		
08/01/23	CWB NATIONAL FINANCE - 2022 HYUNDAI EXCAVATOR	3,157.73		
09/01/23	CWB NATIONAL FINANCE - 2022 HYUNDAI EXCAVATOR	3,157.73		
10/03/23	CWB NATIONAL FINANCE - 2022 HYUNDAI EXCAVATOR	3,157.73		
11/01/23	CWB NATIONAL FINANCE - 2022 HYUNDAI EXCAVATOR	3,157.73		
12/01/23	CWB NATIONAL FINANCE - 2022 HYUNDAI EXCAVATOR	3,157.73	18,946.38	
PAIEMENT DE PRET - WHEEL LOADER 2023 RENTAL - LOAN PAYMENT				
10/10/23	WELLS FARGO EQUIPMENT - WHEEL LOADER 2023 RENTAL	3,249.51		
11/01/23	WELLS FARGO EQUIPMENT - WHEEL LOADER 2023 RENTAL	3,249.51		
12/01/23	WELLS FARGO EQUIPMENT - WHEEL LOADER 2023 RENTAL	3,249.51	9,748.53	
GRAND TOTAL			5,856,860.16	



Rapport au Conseil

Numéro de rapport: CL-01-2024

Sujet: Changement proposes au Règlement régissant les séances du Conseil

Préparé par: Aimée Roy, Greffière adjointe

Révisé par: Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion: 12 février 2024

Contexte

Le bureau de la Greffe procède actuellement à l'examen annuel du Règlement régissant les séances du Conseil de la municipalité de La Nation. Le rapport suivant proposera des changements pour rationaliser le processus de gestion des réunions.

L'AMCTO (*Association of Municipal Clerks and Treasurers of Ontario*) organise une conférence annuelle pour ses membres; cette année, la conférence se tiendra du 9 au 12 juin 2024.

Rapport

Fréquence des réunions

Actuellement, le Règlement régissant les séances du Conseil de la municipalité de La Nation (n° 2-2023) stipule qu'il y aura deux réunions régulières par mois, avec la possibilité d'ajouter une réunion spéciale sur convocation du Maire, à la suite d'une pétition des membres du conseil ou pour des raisons d'urgence. Le bureau de la Greffe a récemment examiné notre calendrier de réunions, analysé ses statistiques et nous a comparés aux municipalités voisines :

- Pour 2022 et 2023, la durée moyenne des réunions du conseil est de 2 heures et 23 minutes (voir annexe A).
- Le mois de juillet est généralement la période la plus calme de l'année

À l'exception du canton de Russell qui a un horaire semblable au nôtre, les municipalités des Comtés unis de Prescott-Russell tiennent une réunion par mois (voir l'annexe B). Des réunions spéciales ou d'urgence peuvent être tenues si elles sont jugées nécessaires. De plus, plusieurs municipalités voisines ajustent le nombre de réunions durant les mois plus calmes de l'année (voir l'annexe B). En résumé:

- Le canton de Russell ne tient pas de réunion en juillet et réduit ses réunions à une par mois en janvier, août et décembre.
- Le canton de Champlain ne tient pas de réunions en juillet et en décembre.
- Le canton d'Alfred-Plantagenet réduit le nombre de réunions à une réunion ordinaire du conseil en juillet et en août (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de réunion du comité plénier).

Items par consentement et résolutions

La municipalité de la Nation n'a actuellement pas de section "Items par consentement" dans l'ordre du jour de ses réunions de conseil. Une telle section permet aux membres du conseil d'approuver toutes les actions de cette section en une seule motion (résolution) sans discussion. Les municipalités peuvent

choisir d'ajouter une section "Items par consentement" à l'ordre du jour de leurs réunions du conseil afin de simplifier le processus de prise de décision et de favoriser une gestion efficace des réunions en minimisant les discussions sur les actions de routine ou les points déjà approuvés dans le budget. En traitant rapidement ces points de routine, les membres du conseil ont plus de temps à consacrer aux discussions et à la planification stratégique.

Il est important de noter qu'avant l'adoption de la motion sur les items par consentement, les membres du Conseil peuvent décider de retirer un item de la liste des items de consentement afin de permettre la discussion et le vote sur ce point séparément.

Actuellement, le canton d'Alfred-Plantagenet, la Cité de Clarence Rockland, le canton de Russell, le canton de Champlain et les CUPR incluent une section "Items par consentement" dans leurs ordres du jour (Annexe C).

Projet pilote « soumettre une question en ligne »

Au début de l'année 2023, le greffe a recommandé un projet pilote visant à permettre aux membres du public de soumettre en ligne des questions relatives à l'ordre du jour des réunions du conseil (voir le rapport numéro CL-01-2023). Les questions soumises seraient lues et recevraient une réponse lors de la réunion du Conseil concernée. Le projet pilote "soumettre une question en ligne" a été ratifié par le règlement 2-2023 le 13 février 2023.

Depuis la mise en œuvre du projet pilote de soumission d'une question en ligne en février 2023, nous avons reçu une question via le formulaire en ligne (pour la réunion du 13 février 2023).

Changements proposés

L'objectif de la greffe pour 2024 est de moderniser et d'améliorer les réunions de Conseil. Outre la mise en œuvre d'eScribe cette année, les options suivantes sont proposées :

1. Introduire une section "Items par consentement" dans l'ordre du jour pour traiter les sujets de routine et les points approuvés dans le budget. Cela réduira la durée de la réunion et laissera plus de temps pour la planification stratégique et les plans d'action (voir la section surlignée en jaune).
2. Nombre de réunions, soit une seule ou une combinaison de :
 - Option 1: Réduire le nombre de réunions de deux à une par mois. La tenue d'une réunion par mois, avec la possibilité de convoquer une réunion spéciale si le besoin s'en fait sentir, permettra d'alléger la pression sur les emplois du temps et de condenser les sujets en une seule réunion (voir la section surlignée en rose).

Option 2: Qu'il n'y ait pas de réunion régulière au mois de juillet (voir la section surlignée en rose).

Option 3: Maintenir deux réunions par mois et ne pas tenir de réunion au mois de juillet.

Option 4: Maintenir deux réunions par mois et n'avoir qu'une seule réunion par mois en juillet.

Note: le bureau de la Greffe recommande de maintenir la fonction de soumission de questions sur notre site web et dans notre règlement régissant les séances du Conseil. Nous travaillerons avec le département de la communication pour promouvoir cette fonction afin de favoriser la transparence et l'engagement du public.

Règlement 2-2023	Changements proposés
<p>3. SÉANCES ORDINAIRES</p> <p>3.1 La séance suivante du Conseil et chaque séance ultérieure du Conseil auront lieu les 2e et 4e lundis de chaque mois, à la date et au lieu indiqués dans l'ordre du jour.</p> <p>3.2 Lorsqu'une séance ordinaire du Conseil tombe sur un jour férié ou lors d'une conférence à laquelle le conseil veut participer, le Conseil, à moins qu'il n'en décide autrement, se réunit le lundi suivant, à la même heure et au même lieu.</p> <p>3.3 Le Conseil peut, par résolution, modifier la date ou l'heure d'une séance ordinaire à condition qu'un préavis adéquat de cette modification soit affiché et publié.</p>	<p>3. SÉANCES ORDINAIRES</p> <p>3.1 La séance suivante du Conseil et chaque séance ultérieure du Conseil auront lieu les 4^e lundis de chaque mois, à l'heure et au lieu indiqués dans l'ordre du jour.</p> <p>3.2 Aucune réunion ordinaire n'est prévue au mois de juillet de chaque année.</p> <p>3.3 Lorsqu'une séance ordinaire du Conseil tombe sur un jour férié ou lors d'une conférence à laquelle le conseil veut participer, le Conseil, à moins qu'il n'en décide autrement, se réunit le lundi suivant, à la même heure et au même lieu.</p> <p>3.4 Le Conseil peut, par résolution, modifier la date ou l'heure d'une séance ordinaire à condition qu'un préavis adéquat de cette modification soit affiché et publié.</p>
<p>5. QUESTIONS DU PUBLIC</p> <p>5.1 Suivant la publication de l'ordre du jour d'une réunion publique, les membres du public peuvent soumettre une question via un formulaire de soumission en ligne (disponible sur le site Web de la municipalité) ou par écrit au greffier (par courriel ou par la poste).</p> <p>5.2 Les questions reçues doivent respecter les directives suivantes :</p> <p>i. Toutes les questions doivent être</p>	<p>No changes proposed.</p>

Règlement 2-2023	Changements proposés
<p>liées à un point de l'ordre du jour.</p> <p>ii. Les questions doivent être formulées dans un langage approprié et respectueux (le langage grossier et dérogatoire ne sera pas toléré).</p> <p>5.3 Les questions seront lues à haute voix et les réponses seront données au point auquel la question se rapporte pendant la réunion du conseil.</p> <p>5.4 Dans le cas où un point est ajouté à l'ordre du jour le jour de la réunion, les questions relatives à ce point seront autorisées lors de la réunion suivante.</p> <p>5.5 Les questions seront conservées conformément à notre règlement sur la gestion et la conservation des documents.</p>	
<p>Aucun dans le règlement actuel</p>	<p>16.9 Items par consentement</p> <p>16.9.1 Tous les points énumérés dans la section des points de consentement de l'ordre du jour font l'objet d'une seule motion et cette motion n'est ni discutable ni amendable ; toutefois, tout membre du Conseil peut demander qu'un ou plusieurs points inclus dans la motion de consentement soient séparés de cette motion, auquel cas la motion de consentement sans le ou les points séparés est mise aux voix, et le ou les points séparés sont tous examinés immédiatement après.</p> <p>16.9.2 Les points de consentement comprennent, mais ne sont pas nécessairement limités aux types de sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Procès-verbaux du Conseil, Comités et Commissions b) Pièce justificative des comptes payable c) Proclamations d) les résolutions relatives aux achats approuvés dans le budget e) Rapports présentés à titre d'information

Règlement 2-2023	Changements proposés
	<p>f) Sujets de routine g) Correspondance</p> <p>16.9.3 La note suivante est ajoutée aux points de l'ordre du jour relevant du consentement mutuel : Tous les points énumérés sous les « items par consentement » seront adoptés par une seule motion. Un vote unanime est requis pour les points de consentement. Ces points ne feront pas l'objet d'une discussion séparée, à moins qu'il ne soit demandé, avant que le Conseil ne vote sur la motion, qu'un point du consentement soit séparé de la motion. Le(s) point(s) séparé(s) sera(ont) examiné(s) immédiatement après.</p>
<p>ANNEXE “B” AU RÈGLEMENT NO. 2-2023</p> <p>ORDRE DU JOUR</p> <p><u>ORDRE DU JOUR</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Ouverture de l'assemblée 2) Modifications, ajouts et suppressions à l'ordre du jour. 3) Adoption de l'ordre du jour. 4) Déclaration de conflits d'intérêts. 5) Session Huis clos 6) Adoption des procès-verbaux des séances précédentes. 7) Adoption des recommandations des comités du conseil municipal 8) Réception des rapports mensuels des membres de l'administration 9) Avis des motions proposées. 10) Affaires en suspens découlant des séances précédentes. 	<p>SCHEDULE “B” TO BY-LAW NO. X-2024</p> <p>ORDRE DU JOUR</p> <p><u>AGENDA</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Ouverture de l'assemblée 2) Modifications, ajouts et suppressions à l'ordre du jour. 3) Adoption de l'ordre du jour 4) Déclaration de conflits d'intérêts. 5) Session à huis clos 6) Items par consentement <ul style="list-style-type: none"> - Procès-verbaux des réunions précédentes - Comités du Conseil municipal <ul style="list-style-type: none"> o Procès-verbaux o Recommandations - Rapports <ul style="list-style-type: none"> o Employés municipaux o Tierce parties - Pièce justificative des comptes payables

Règlement 2-2023	Changements proposés
11) Délégations.	- Correspondance
12) Règlements municipaux.	- Événements à venir
13) Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs	7) Réception des rapports mensuels des membres de l'administration
14) Autres.	8) Avis des motions proposées.
15) Rapports mensuels divers.	9) Affaires en suspens découlant des séances précédentes.
16) Correspondance.	10) Délégations
17) Événements à venir.	11) Règlements municipaux
18) Confirmation du règlement.	12) Autres
19) Ajournement.	13) Confirmation du règlement.
	14) Ajournement

Pertinence par rapport aux priorités

Non applicable

Considérations financières

Non applicable

Politique d'achat

Non applicable

Recommandation

Que le bureau de la Greffe retourne devant le Conseil avec un ébauche de règlement régissant les séances du conseil pour mettre en place les changements suivants

- Ajout d'une section "items par consentement » à l'ordre du jour;
- Conserver la fonction "soumettre une question"; et
- Réduire les réunions à une par mois. Donner des instructions au personnel concernant le mois de juillet.

Attachements

Annexe A – Statistiques de réunions de Conseil

Annexe B – Fréquence des réunions des municipalités des CUPR

Annexe C – Section «items par consentement »

Annexe A - Statistiques de réunions de Conseil

<u>Date de réunion</u>	<u>Type</u>	<u>Durée de la réunion</u> <i>Provenant des statistiques Youtube</i>	<u>Vues</u>
10 janvier 2022	Ordinaire	1 heure et 37 minutes	79
24 janvier 2022	Ordinaire	1 heure et 55 minutes	42
7 février 2022	Ordinaire	1 heure 25 et minutes	28
28 février 2022	Ordinaire	3 heures et 14 minutes	75
14 mars 2022	Ordinaire	3 heures et 4 minutes	34
28 mars 2022	Ordinaire	2 heures et 38 minutes	42
4 avril 2022	Ordinaire	2 heures et 3 minutes	35
7 avril 2022	Extraordinaire	9 minutes	26
25 avril 2022	Ordinaire	3 heures et 15 minutes	69
9 mai 2022	Ordinaire	47 minutes	34
10 mai 2022	Extraordinaire	1 heure et 6 minutes	47
30 mai 2022	Ordinaire	2 heures et 31 minutes	32
6 juin 2022	Extraordinaire	1 heure et 55 minutes	35
13 juin 2022	Ordinaire	1 heure et 47 minutes	68
27 juin 2022	Ordinaire	2 heures et 34 minutes	49
11 juillet 2022	Ordinaire	2 heures et 34 minutes	151
25 juillet 2022	Ordinaire	2 heures et 16 minutes	65
8 août 2022	Ordinaire	55 minutes	254
29 août 2022	Ordinaire	3 heures et 9 minutes	100
12 septembre 2022	Ordinaire	2 heures et 4 minutes	162
19 septembre 2022	Extraordinaire	12 minutes	60
26 septembre 2022	Ordinaire	1 heure et 45 minutes	50
3 octobre 2022	Ordinaire	2 heures et 35 minutes	58
17 octobre 2022	Ordinaire	48 minutes	35
1 novembre 2022	Extraordinaire	27 minutes	119
9 novembre 2022	Extraordinaire	5 heures et 54 minutes	29
21 novembre 2022	Ordinaire	34 minutes	92
28 novembre 2022	Ordinaire	2 heures et 36 minutes	30
5 décembre 2022	Ordinaire	1 heure et 56 minutes	72
6 décembre 2022	Extraordinaire	3 heures et 29 minutes	23
12 décembre 2022	Ordinaire	3 heures et 40 minutes	84
16 janvier 2023	Ordinaire	3 heures et 49 minutes	80
17 janvier 2023	Extraordinaire	6 heures et 27 minutes	66
30 janvier 2023	Ordinaire	1 heure et 48 minutes	60
13 février 2023	Ordinaire	1 heure 11 et minutes	49
27 février 2023	Ordinaire	1 heure et 30 minutes	37
7 mars 2023	Extraordinaire	53 minutes	18
27 mars 2023	Ordinaire	3 heures et 3 minutes	43
3 avril 2023	Ordinaire	2 heures et 20 minutes	51
24 avril 2023	Ordinaire	3 heures et 36 minutes	37
8 mai 2023	Ordinaire	2 heures et 22 minutes	32
29 mai 2023	Ordinaire	3 heures et 24 minutes	89
12 juin 2023	Ordinaire	1 heure et 24 minutes	35
26 juin 2023	Ordinaire	2 heures et 12 minutes	65
10 juillet 2023	Ordinaire	1 heure et 4 minutes	33

20 juillet 2023	Extraordinaire	1 heure et 13 minutes	19
24 juillet 2023	Ordinaire	1 heure et 26 minutes	31
14 août 2023	Ordinaire	3 heures et 48 minutes	55
28 août 2023	Ordinaire	42 minutes	58
11 septembre 2023	Ordinaire	2 heures et 35 minutes	38
25 septembre 2023	Ordinaire	51 minutes	28
4 octobre 2023	Extraordinaire	3 heures et 7 minutes	20
16 octobre 2023	Ordinaire	5 heures et 55 minutes	64
17 octobre 2023	Extraordinaire	6 heures et 2 minutes	57
26 octobre 2023	Extraordinaire	3 heures et 23 minutes	32
30 octobre 2023	Ordinaire	3 heures et 57 minutes	157
13 novembre 2023	Ordinaire	1 heure et 40 minutes	32
27 novembre 2023	Ordinaire	3 heures et 30 minutes	45
11 décembre 2023	Ordinaire	3 heures et 10 minutes	24

Annexe B – Fréquence des réunions des municipalités des CUPR

Municipalité	Fréquence des réunions
Alfred-Plantagenet	1 réunion ordinaire par mois 1 réunion du comité plénier par mois Exception: <ul style="list-style-type: none"> • Les mois de juillet et d'août n'ont qu'une seule réunion ordinaire
Casselman	1 réunion ordinaire chaque 3 semaines Exceptions: <ul style="list-style-type: none"> • Aucune réunion durant la semaine de relâche • Une seule réunion en juillet, août et décembre
Champlain	1 réunion ordinaire par mois 1 réunion du comité plénier par mois, au besoin Exceptions: <ul style="list-style-type: none"> • Aucune réunion ordinaire ou réunion du comité plénier pendant les mois de juillet et décembre
Clarence-Rockland	1 réunion ordinaire par mois
Hawkesbury	1 réunion ordinaire par mois (qui include le comité plénier)
East Hawkesbury	1 réunion ordinaire par mois
Russell	2 réunions ordinaires par mois Exceptions: <ul style="list-style-type: none"> • 1 seule réunion par mois pour les mois de janvier, août et décembre • Aucune réunion en Juillet

Annexe C – Section “items par consentement »

Municipalité	Inclus une section “items par consentement » à l’ordre du jour
Alfred-Plantagenet	Oui
Casselman	No
Champlain	Oui
Clarence-Rockland	Oui
Hawkesbury	No
East Hawkesbury	No
Russell	Oui
United Counties of Prescott and Russell	Oui



Rapport au Conseil

Numéro de rapport: CL-02-2024

Sujet: Dons aux clubs optimistes et aux clubs d'âge d'or

Préparé par: Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Révisé par: Aimée Roy, Greffière adjointe

Révisé par: Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion: 12 février 2024

Contexte

La politique numéro AD-2018-01 sur les dons municipaux stipule que les groupes à but non lucratif figurant sur la liste préapprouvée (c.-à-d. les clubs Optimistes et les clubs de l'âge d'or) recevront un don annuel du Conseil de la Nation, qui sera prélevé sur le compte de dons des Comtés unis de Prescott-Russell. Ces groupes préapprouvés sont les suivants:

Clubs d'âge d'or

- Club le Bonheur, Limoges
- Club le Réveil, Fournier
- Nation Area Seniors, Riceville / Pendleton
- Club Renaissance, St-Isidore
- Comité consultatif de St-Bernardin (anciennement « le groupe d'âge d'or »)

Clubs Optimistes

- Club Optimiste de Limoges
- Club Optimiste de St-Albert
- Club Optimiste de St-Isidore
- Club Optimiste de Forest Park

En outre, la politique stipule que le club optimiste et le club d'âge d'or de Casselman doivent recevoir la moitié du montant approuvé pour les clubs dans La Nation.

En outre, la politique stipule que les groupes inactifs au moment de la résolution ne recevront aucun don.

Rapport

En 2023, les membres du Conseil ont approuvé un don de 500,00 \$ aux Clubs Optimistes et de 300,00 \$ aux Clubs d'âge d'or. De plus, le Conseil avait aussi approuvé un don de 250,00 \$ au Club Optimiste de Casselman et un don de 150,00 \$ au Club 60 (Club des aînés de Casselman).

Au cours des mois de décembre 2023 et janvier 2024, l'administration a contacté les groupes énumérés à l'annexe A de la Politique de dons municipaux et a reçu de leur part la confirmation qu'ils sont actifs, à l'exception des suivants :

Club Optimiste de Limoges

La personne en charge nous a informés qu'elle est actuellement le seul membre et qu'elle espère réactiver leurs activités dans un avenir proche.

Comité Consultatif de St-Bernardin

L'administration n'a pas été en mesure de joindre le comité, malgré ses tentatives. Cependant, le département des loisirs nous a confirmé que le groupe est toujours actif

et qu'il a fait ses réservations mensuelles pour 2024 au Centre communautaire de Saint-Bernardin pour ses soupers mensuels.

Recommandation

Il est recommandé que le Conseil approuve de:

1. Remettre un don de _____\$ aux clubs optimistes suivants :

- Club Optimiste de St-Albert
- Club Optimiste de St-Isidore
- Club Optimiste de Forest Park

1.1 Remettre un don de 50% du montant ci-dessus au Club Optimiste de Casselman

2. Remettre un don de _____\$ aux clubs d'âge d'or suivants:

- Club le Bonheur, Limoges
- Club le Réveil, Fournier
- Nation Area Seniors, Fournier
- Club Renaissance, St-Isidore
- *Comité consultatif de St-Bernardin*

2.1 Remettre un don de 50% du montant ci-dessous au Club d'âge d'or de Casselman (Club 60)

Que tous les dons soient prélevés du compte de don des Comtés Unis de Prescott-Russell

Attachements

Politique de dons municipaux #AD-01-2018



CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION

POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX NUMÉRO AD -2018-01

Le 29 janvier 2018

DATE EN VIGUEUR: 29 janvier 2018 - Résolution : 66-2018

Modification fait à la politique le 19 mars 2018 – Résolution 137-2018

Modification fait à la politique le : 15 janvier 2024 - Résolution # 25-2024

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Préambule

La municipalité de La Nation vise à promouvoir les activités qui améliorent l'aspect culturel, social et économique de la communauté. De ce fait, le Conseil de la municipalité de La Nation s'engage à recevoir et traiter toute demande d'aide financière de façon consistante et équitable.

Objectif

L'objectif de cette politique est d'établir les lignes directrices concernant l'approbation et l'émission des dons municipaux aux groupes, associations et organisations à but non lucratif.

Lignes directrices

Admissibilité

Les dons municipaux sont disponibles aux groupes, associations et organisations à but non lucratif.

La préférence sera donnée aux groupes, associations ou organisations à but non lucratif dans la municipalité de La Nation et aux événements qui auront lieu à l'intérieur de ses frontières. Le Conseil peut considérer et d'émettre des dons aux groupes ou activités hors des frontières de la municipalité selon leur discrétion.

Les requérants peuvent soumettre qu'UNE demande par année (soit pour un événement ou pour les événements pour l'année).

Inéligibilité

Un don municipal ne sera pas remis à :

- Un individu;
- Une organisation ou une activité de nature politique;
- Une activité bénéficiant seulement aux membres du conseil d'administration;
- Une activité qui est jugée discriminatoire, contraire aux politiques et aux valeurs municipales, ou illégale;
- Des bourses scolaires;
- Écoles
- Groupes religieux

Le Conseil se réserve le droit d'envisager des exceptions si l'initiative proposée présente des avantages significatifs pour la communauté, en donnant la priorité au bien-être de la communauté plutôt qu'aux intérêts exclusifs d'un groupe.

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Fonds

Les dons municipaux remis ne devraient pas être la seule source financière pour le groupe, l'association ou l'organisation, ni l'événement en question.

Processus de demande

Les requérants doivent remplir le formulaire (voir l'annexe « B » ci-jointe) correctement et lisiblement.

Les requérants doivent reconnaître la municipalité de La Nation (par exemple, en ayant une bannière ou affiche avec le logo de La Nation sur les lieux de l'événement) en reconnaissance du don.

Si la somme demandée et remise à l'organisme est plus de 500 \$, l'administration se réserve le droit de demander un rapport décrivant comment les fonds ont été dépensés.

À la discrétion du Conseil, un don automatique sera remis aux groupes communautaires à but non-lucratif (tel qu'inscrit à l'annexe « A » ci-joint) annuellement au début de chaque année. Le montant remis aux groupes sera déterminé par le Conseil au début de l'année par résolution.

Dons additionnels

Les membres du Conseil réservent le droit d'accorder des dons additionnels aux groupes ci-dessus s'il juge que le projet peut bénéficier la communauté.

Les requérants peuvent soumettre leurs demandes en choisissant l'une des façons suivantes :

1. En ligne

Les requérants peuvent remplir le formulaire intégré dans le site internet de La Nation, au www.nationmun.ca

2. Courriel

Les requérants peuvent soumettre le formulaire en annexe « B » par courriel à la greffière, à l'adresse courriel : admin@nationmun.ca

3. Poste

Les requérants peuvent envoyer le formulaire en annexe « B » par la poste à :
Municipalité de La Nation, Greffe
958 Route 500 Ouest
Casselman ON K0A 1M0

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

4. En personne

Les requérants peuvent soumettre leur demande directement à l'un de nos deux bureaux municipaux

Bureau principal

958, route 500 ouest
Casselman ON K0A 1M0
Lundi à vendredi : 8h30 à 12h et 12h30 à 16h00

Bureau satellite

3248, chemin du comté 9
Fournier ON K0B 1G0
Lundi à vendredi : 8h30 à 12h et 12h30 à 16h00

Date limite pour soumettre les demandes

Pour aider avec le processus d'allocation de fonds, nous demandons que toutes les demandes soient soumises par le 30 janvier de l'année courante. Une deuxième série de demandes sera traitée si les demandes sont reçues au plus tard le 30 juin de l'année courante.

D'autres demandes peuvent être considérées par le Conseil au courant de l'année à leur discrétion.

Les réunions du Conseil sont affichées sur le calendrier des événements communautaire sur le site internet : [Municipalité de La Nation - Calendrier des événements communautaires](#)

Processus d'approbation

Toutes demandes remplies correctement et lisiblement seront présentées au Conseil durant une réunion. Afin d'être approuvée, une résolution doit être adoptée par le Conseil, indiquant le montant à être remis.

Les approbations et montants remis sont à la discrétion seule des membres du Conseil.

Les requérants seront avisés du résultat, approuvés ou non, et ce à l'intérieur de sept jours après la réunion. La lettre officielle, avec le don (cas échéant), sera envoyée à l'intérieur de quatre semaines.

Annulation

Si l'événement du requérant est annulé ou si le groupe, l'association ou l'organisation se dissout, et que les fonds ont été remis, un remboursement au complet doit être fait, payable à la municipalité de La Nation, dans les 30 jours suivant l'avis d'annulation ou de dissolution.

**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Annexe A

Section A

Les groupes à but non lucratif localisé dans la municipalité de La Nation suivante recevront un don annuellement, provenant du compte de don des Comtés-Unis de Prescott-Russell. Le montant sera décidé par les membres du Conseil au début de chaque année par résolution.

Groupes d'âge d'or

- Club le Bonheur, Limoges
- Club le Réveil, Fournier
- Nation Area Seniors, Fournier
- Club Renaissance, St-Isidore
- Comité Consultatif de St-Bernardin

Clubs Optimistes

- Club optimiste de St-Albert
- Club optimiste de St-Isidore
- Club optimiste de Limoges
- Club optimiste de Forest Park

Section B

Les groupes suivants, localisés à l'extérieur de la municipalité de La Nation, recevront la moitié du montant remis aux groupes indiqués dans la section A :

- Club optimiste de Casselman
- Club d'âge d'or de Casselman (Club 60)

Groupes inactifs

Les groupes qui sont inactifs au moment de la résolution ne recevront aucun don.

Dons additionnels

Les membres du Conseil réservent le droit d'accorder des dons additionnels aux groupes ci-dessus s'il juge que le projet peut bénéficier la communauté.



**CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018**

Annexe B

Section A – Information de l'organisation

Nom de l'organisation : Click here to enter text.

Adresse postale : Click here to enter text.

Numéro de téléphone: Click here to enter text. Fax ou courriel: Click here to enter text.

Nom de la personne ressource : Click here to enter text.

Numéro tél. de la personne ressource : Click here to enter text. Courriel : Click here to enter text.

Section B – Sommaire de la demande

Votre demande est pour: Une activité / événement; Activités pour l'année;

À noter qu'un seul don sera remis par organisation par année.

Montant demandé : Click here to enter text. \$

Si le montant est plus que l'année précédente, veuillez justifier : Click here to enter text.

Nom de l'activité ou liste des activités : Click here to enter text.

Description de l'activité ou liste des activités : Click here to enter text.

Date de début / fin de l'activité ou dates des activités : Click here to enter text.

Endroit(s) de l'activité / des activités : Click here to enter text.

Est-ce que vous chargez un frais d'admission? Oui / Non, le frais est Click here to enter text. \$.

Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue : Click here to enter text.

Si la somme demandée et remise à l'organisme est plus de 500 \$, l'administration se réserve le droit de demander un rapport décrivant comment les fonds ont été dépensés.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation : Oui / Non

Signature du requérant

Date

N'oubliez pas de soumettre votre activité à communication@nationmun.ca afin qu'elle puisse être ajoutée à notre calendrier des événements communautaire!

Leroux Consultant

Eric Leroux

655, Rue Albert Plantagenet, Ontario K0B 1L0

Cell: (613) 223-9824

January 31st, 2024

File Reference 2024-0104

The Nation Municipality

3248 county Road 9

Fournier, Ontario

K0A 1G0

Attention : Ms. Joanne Bougie-Normand

RE : Drainage Superintendent Duties

Dear Ms. Bougie-Normand

Please find enclosed a brief description of work performed for the period between from January 1st to January 31st, 2024.

General Drainage concerns

- 1) I had to reach out to TPON to reset access again this year. The system now requires getting a safety code number sent to us that adds another layers to verify our identity. We prepared final supporting documents to be able to finalise the “report back” portion of the Cost of employing A Drainage Superintendent grant application for the 2023 year. This includes the log sheets, the work list of completed projects, and the signed grant application. The last document was reviewed by the municipalities Treasurer as he as to also sign off on this document to make sure we both have the same balance sheet years end. The deadline for the report back is January 31st of each year.
- 2) I filed the Allocation for the Cost of employing a Drainage Superintendent for the 2024 year. This process is to request an estimated cost for the time and expenses for work provided by the Drainage Superintendent. The Province grants half the cost of time and expenses of an appointed certified Drainage Superintendent. The deadline for the report back is January 31st of each year.
- 3) We are presently reviewing the Drainage watershed and Drainage areas to assist the clerk with preparing the assessment schedules for work completed in 2023. This process is being prepared after the years end for cost shares to assess to lands and roads upstream from the work providing drainage maintenance to an existing drain. The assessment schedules are prepared using each individual engineer’s report for each municipal drain where work was completed.

- 4) I attended the ESRI current state assessment online meeting organised by the United-Counties of Prescott & Russell. This meeting was to give us a report of the initial meetings with multiple municipal, county staff and other consultants working closely with the GIS mapping system being under review for an upgraded system for the future years. This GIS upgrade would eventually replace the À la carte website that most use for planning, maintenance and information to better visualise, measure and design future work, or answer landowners without always go onsite. This tool is used by the public with limited access, but remains a great way to give information to owners without spending time for general input that landowners can see without assistance.
- 5) We attended a D.S.AO. meeting where our Chapter (chapter 6) reunited to attend the all chapters AGM. We had many discussions in regards to different situations member's encounters. These gatherings are very good to both get support and share experiences for older and newer Drainage Superintendent's or contractors and Conservation Authorities to discuss changes to multiple aspects of our work, from planning to maintenance and construction through the legal aspects.
- 6) Maintenance begun at the 8th Concession municipal drain before the end of 2023. The ditch bottom clean out was finalised in early January. We will have to monitor the drain in spring as it was showing many slumping section that we were able to remove to see if it will get more stable when it dries off.
- 7) I sent an email to the clerk and Public Works, and also to the U-C's Public Works Director, road Manager and Superintendent to make everyone aware of a hazardous situation happening at the Dignard municipal drain since we performed a ditch bottom clean out of the drain. Some sections of the drain slope along the roadside as slumped in the drain to cause retention. I was concerned that the slopes would keep slumping and the material would be washed away, and slopes could be hazardous if someone would park or drive along the shoulders. I had discussions with the U-C's staff to have an agreement to repair the worst short sections with sorted stones over geotextile. During the maintenance we did, we also saw many culverts need to replacement soon. The municipality would have to appoint an engineer under section 78(1) to revise the culvert schedule as we are not able to replace the culverts under the existing report as they would not meet new standard installations requiring setting end slopes of two horizontal to one vertical instead of straight end walls. A new schedule for culverts needs an update. The structure along the road show also be investigated to make sure it is stabilised, ad this might require a revision of the assessment schedule during the same appointment. I met with a drainage engineer onsite to show the drain, and to get some insight of the options possible to consider moving forward.
- 8) We completed to clean out the Donat Lafleche municipal drain up to county road 3 / route 600 Est where we stopped because of restriction caused by the road culvert. We flagged the culvert to the U-C's Road Superintendent, which told us it would plan for replacement this year. We will complete the rest of this drain clean out after they will have changed the culvert. We received a 78(5) request from the landowner in December 2023, being concerned for a structure failure along the drain, and wanted to have the municipal drain moved away in case the structure would collapse and fill the drain blocking the water course causing flooding upstream. We planned this maintenance to be able to lower the water levels to better plan and design the new short section realignment.

The engineer's already came onsite to take elevations, and prepare a draft design to present to the landowner to get his insight for the redirection proposed. I contacted the planning department to ask if there was a minimum distance from the structure taken into consideration to make sure the design was conform to laws. I ordered culverts to replace in this drain because some were in bad condition when we were able to see the bottom after the drain clean out. A short section will have to be stabilised with blasted rock over geotextile. We saw the slopes were slumping where the type of soil was silty with not much resistance, causing a heavy accumulation in the drain being problematic to the upstream land to outlet water. We installed the first culvert with good working conditions during low-level water and mild for this time of year.

- 9) I sent a maintenance notification for the Stanley Blaney municipal drain before we performed a ditch bottom clean out of the East Branch. This work request came in late last fall. Maintenance completion in early January.
- 10) We prepared a section 65(2) land severance agreement to present to a landowner to update the engineer report schedule of assessment of the Leo Major municipal drain.
- 11) We were notified that the landowner that requested a drain realignment on a section of the 4th Concession drain was planned to be done in the last weeks of January. We went to offer support and direction to the contractor to make sure the drain construction was as per design. This work was at the cost of the landowner who benefited from the change. We asked to have a section of the drain clean out during the process to be able to lower the water levels to be able to stand in the drain and survey the bottom for proper construction elevation.
- 12) I ordered a culvert to replace a very hazardous culvert in the Rosaire Racine municipal drain. The landowner is very concerned of the safety of the existing culvert for spring's access to one field. This work is planned in February or early March weather permitting.

Hoping the above is to your satisfaction, I remain.

Yours truly,



Eric Leroux
Leroux Consultant

February 2, 2024

Attention Council of the Nation Municipality
c/o The Nation Municipality
958 Route 500 West
Casselman, ON
K0A 1M0

Re. Realignment of Part of the Donat Laflèche Municipal Drain under Section 78(5) of the Drainage Act

Please accept this letter to satisfy the requirement under Section 8, subclause (3) (a) (i) Ontario Regulation 500/21 (<https://www.ontario.ca/laws/regulation/r21500>) which specifies that the engineer shall provide notice of the decision to the applicant and the council of the municipality if he/she is of the opinion that the activity does meet the requirements of a 'minor improvement'.

A site visit was conducted by the undersigned on January 23, 2024 to review the site conditions and collect field data for the requested realignment. At the site visit Shade Group staff (the engineer) met with the Township's Drainage Superintendent, who has been acting as the administrator between the engineer and the landowner. The Township's Drainage Superintendent, on behalf of the landowner, provided information pertaining to what is desired for the realignment.

As per Section 7 of Ontario Regulation 500/21 which outlines the approval process for a minor improvement under Section 78 (5) of the Drainage Act, to undertake a minor improvement, the project must meet the following conditions:

1) The activity takes place on an individual property.

All works are to take place on a single landowner's property: Part of Lot 5 and part of Lot 6, Concession 7, Geographic Township of Cambridge (civic address 445 Route 600E, Casselman).

2) The costs and fees associated with the activity, including the fees and expenditures of the engineer and the construction, contingency, incremental future maintenance, and eligible municipal administrative costs, are the responsibility, whether the activity proceeds or not, of,

- i. the person initiating the activity,**
- ii. the Municipality in which the activity is taking place, or**
- iii. both the person initiating the activity and the Municipality in which the activity is taking place.**

The initiating owner will be paying for all costs associated with the Section 78(5) realignment, including construction and engineering related fees.

3) The activity,

- i. does not require construction access from neighbouring properties,**
- ii. does require construction access from neighbouring properties and the person initiating the activity has,**
 - A. obtained the consent for the construction access from all applicable owners of the neighbouring properties prior to beginning the activity, and**
 - B. provided such proof of consent to the municipality as part of the application to carry out the activity.**

The activity does not require construction access from neighboring properties. All works are accessible via the initiating landowner's property by way of an existing municipal access off of Route 600E.

4. The activity will not result in any changes to the way in which future repair and maintenance costs are allocated to other property owners in the watershed.

The proposed alignment will be slightly shorter than the existing alignment however the overall change is considered generally to be negligible. With that, there are not anticipated to be any measurable changes to future maintenance costs; and as such, maintenance costs would be assessed in the same apportionment as those adopted in the Donat Laflèche Municipal Drain Engineer's Report (1983).

5. The activity does not change existing drainage capacity or erosion capacity.

As part of the design process, the capacity of the existing cross-section will be compared to that of the proposed realignment. Where necessary, adjustments will be made to the proposed cross-section (e.g. increased bottom width; reduced side slopes, etc.) to ensure that the realigned portion continues to offer the same capacity as that of the current alignment.

The existing alignment includes a single 90-degree bend. In watercourses, sharp bends such as these are more prone to erosion when compared to straight stretches or even meanders. Under the proposed realignment, the 90-degree bend will be removed and two <90 degree turns will be introduced. It is proposed that a sediment trap will be constructed at the upstream end of re-alignment, and the two bends will be lined with rock protection. Both measures offer permanent erosion and sediment control. This reduction in sharp turns and addition of permanent erosion and sediment control measures would be expected to have a positive impact on the drain, reducing the anticipated level of on-going future maintenance.

Overall, the proposed activity would not be expected to have a measurable impact on erosion nor drainage capacity.

6. The activity does not result in the existing drainage works being enclosed.

The proposed realignment would remain as an open ditch. No enclosures are proposed.

7. The activity does not take place within any wetlands.

The proposed project does not take place within any wetlands.

Based on the above noted reasonings, it is my professional opinion that the proposed activity generally complies with the requirements of Section 7 (1) Ontario Regulation 500/21.

Should Council or the initiating landowner have any questions or concerns with the conclusions made herein, please contact the undersigned at your earliest to discuss.

Sincerely,

Monica Shade, P. Eng.

Drainage Engineer

Shade Group Inc.

E: monica@shadegroup.ca

Cc. Eric Leroux, Township Drainage Superintendent (Via Email)



Rapport au Conseil

Numéro de rapport: CL-03-2024

Sujet: Commission des services policiers, nomination d'un représentant

Préparé par: Aimée Roy, Greffière adjointe

Révisé par: Josée Brizard, DG-Greffière

Date de la réunion: 12 février 2024

Contexte

Le conseil de la municipalité de La Nation a adopté la résolution numéro 285-2021 le 10 mai 2021 afin d'approuver la composition de la Commission des services policiers du comté de Russell. La composition approuvée est la suivante : quatre membres du conseil (un pour chaque municipalité membre), trois membres de la communauté, deux membres nommés par la province, et comprendrait la municipalité de Russell, la municipalité de Casselman, la municipalité de La Nation et la Cité de Clarence-Rockland.

Une résolution similaire a été adoptée (numéro 284-2021) pour le Comté de Prescott, qui a approuvé la composition suivante : cinq membres du conseil (un pour chaque municipalité membre), deux membres nommés par la province, trois membres de la communauté.

Rapport

La nouvelle Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers entrera en vigueur le 1er avril 2024. Toutes les commissions des services policiers doivent se conformer à cette loi avant sa date d'entrée en vigueur. Cela signifie que notre Commission des services policiers actuelle sera dissous.

Nous sommes maintenant prêts à procéder à la nouvelle composition de la Commission des services policiers du Comté de Russell et à la nomination de ses membres. Les membres nommés devront notamment suivre une formation.

Pertinence par rapport aux priorités

N/A

Considérations financières

Les coûts liés à la Commission des services policiers seront partagés avec les municipalités participantes.

Politique d'achat

N/A

Recommandation

Que les membres du conseil nomment un membre du conseil pour agir à titre de représentant à la Commission des services policiers de Russell.

Attachements

Résolutions 284-2021 et 285-2021

Type: Ordinaire / Regular

Date: 10 mai / May 10, 2021

Résolution No.:

2021-0021

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

COMMISSION DES SERVICES POLICIERS
STATION DE HAWKESBURY

Attendu que l'Ontario a adopté la Loi de 2019 sur refonte complète des services policiers de l'Ontario (projet de loi 68) et a établi la Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP) qui, une fois en vigueur, abrogera la Loi de 1990 sur les services policiers (LSP) ;

Attendu que l'article 67 de l'ACPS exige qu'il y ait une commission de détachement de la Police provinciale de l'Ontario (OPP), ou plus d'une commission de détachement de la Police provinciale de l'Ontario, pour chaque détachement de la Police provinciale de l'Ontario qui assure le maintien de l'ordre dans une municipalité ;

Attendu que les municipalités qui reçoivent des services directs et / ou supplémentaires d'un détachement de la Police provinciale de l'Ontario sont invitées à soumettre une proposition (par détachement) indiquant la composition de leur commission et, au besoin, une justification pour plusieurs commissions et la composition de chaque commission supplémentaire, et ;

Attendu que les municipalités au sein du détachement

<u>Recorded Vote/Vote Enregistré</u>	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Marie-Noëlle Lanthier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Brière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
François St-Amour	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

POLICE SERVICE BOARD
HAWKESBURY DETACHMENT

Whereas Ontario passed the Comprehensive Ontario Police Services Act, 2019 (Bill 68) and established the Community Safety and Policing Act, 2019 (CSPA) which, once in force, will repeal the Police Services Act, 1990 (PSA);

Whereas Section 67 of the CSPA requires there be an Ontario Provincial Police (OPP) detachment board, or more than one OPP detachment board, for each detachment of the OPP that provides policing in a municipality;

Whereas municipalities receiving direct and/or supplemental services from an OPP detachment are being asked to submit one proposal (per detachment) indicating the composition of their board and, if needed, a rationale for multiple boards and the composition of each additional board, and ;

Cette résolution est:

This resolution is:

Adoptée/Carried:

Rejetée/Defeated:

Modifiée/Amended:

[Handwritten signature]

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

[Handwritten signature]
Greffière
Clerk

Type: Ordinaire / Regular

Date: 10 mai / May 10, 2021

Résolution No.: _____

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

OPP pour le comté de Prescott comprennent les municipalités d'Alfred-Plantagenet, de Champlain, de Hawkesbury, de Hawkesbury-Est, et d'une partie de la municipalité de la Nation, et ;

Whereas municipalities for the County of Prescott OPP detachment board includes Alfred-Plantagenet, Champlain, Hawkesbury, East Hawkesbury and part of The Nation, and ;

Attendu que les municipalités au sein d'un détachement sont invitées à travailler ensemble pour déterminer la composition de leur (s) commission (s) ainsi que la manière dont elles soumettront leur proposition au ministère.

Whereas municipalities within a detachment are asked to work together to determine the composition of their board(s) as well as the manner in which they will submit their proposal to the ministry.

Qu'il soit résolu que le conseil adopte la composition de la Commission des services policiers pour le détachement OPP pour le comté de Prescott qui serait composée de cinq (5) membres du conseil, de deux (2) membres nommés par la province et de trois (3) membres de la communauté qui représenteraient les municipalités complémentaires à celles des membres nommés par la province.

Be it resolved that Council approves the composition of the Police Services Board for the County of Prescott OPP detachment which would be composed of five (5) members of council, two (2) members appointed by the Province and three (3) community members from municipalities chosen from municipalities not represented by members appointed by the Province.

Recorded Vote/Vote Enregistré

	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Marie-Noëlle Lanthier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Francis Brière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
François St-Amour	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Cette résolution est:

This resolution is:

Adoptée/Carried

Rejetée/Defeated:

Modifiée/Amended:

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____, _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière
Clerk

Type: Ordinaire / Regular

Date: 10 mai / May 10, 2021

Résolution No.: 205-2021

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

COMMISSION DES SERVICES POLICIERS
STATION DE RUSSELL

Attendu que l'Ontario a adopté la Loi de 2019 sur refonte complète des services policiers de l'Ontario (projet de loi 68) et a établi la Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers (LSCSP) qui, une fois en vigueur, abrogera la Loi de 1990 sur les services policiers (LSP) ; et,

Attendu que l'article 67 de l'ACPS exige qu'il y ait une commission de détachement de la Police provinciale de l'Ontario (OPP), ou plus d'une commission de détachement de la Police provinciale de l'Ontario, pour chaque détachement de la Police provinciale de l'Ontario qui assure le maintien de l'ordre dans une municipalité; et

Attendu que les municipalités qui reçoivent des services directs et / ou supplémentaires d'un détachement de la Police provinciale de l'Ontario sont invitées à soumettre une proposition (par détachement) indiquant la composition de leur commission et, au besoin, une justification pour plusieurs commissions et la composition de chaque

<u>Recorded Vote/Vote Enregistré</u>	<u>Yea</u>	<u>Nay</u>
Marie-Noëlle Lanthier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Alain Mainville	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Danik Forgues	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Francis Brière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
François St-Amour	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

POLICE SERVICE BOARD
RUSSELL DETACHMENT

Whereas Ontario passed the Comprehensive Ontario Police Services Act, 2019 (Bill 68) and established the Community Safety and Policing Act, 2019 (CSPA) which, once in force, will repeal the Police Services Act, 1990 (PSA); and

Whereas Section 67 of the CSPA requires there be an Ontario Provincial Police (OPP) detachment board, or more than one OPP detachment board, for each detachment of the OPP that provides policing in a municipality; and

Whereas municipalities receiving direct and/or supplemental services from an OPP detachment are being asked to submit one proposal (per detachment) indicating the composition of their board and, if needed, a rationale for multiple boards and the composition of each additional board; and

Cette résolution est:
This resolution is:
Adoptée/Carried
Rejetée/Defeated:
Modifiée/Amended:

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière
Clerk

Type: Ordinaire / Regular

Date: 10 mai / May 10, 2021

Résolution No.: _____

Proposée par/Moved by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

Appuyée par/Seconded by: Marie-Noëlle Lanthier Alain Mainville Danik Forgues Francis Brière

commission supplémentaire ; et

Attendu que les municipalités au sein d'un détachement sont invitées à travailler ensemble pour déterminer la composition de leur (s) commission (s) ainsi que la manière dont elles soumettront leur proposition au ministère ; qu'il soit résolu

Que le conseil adopte la composition de la Commission des services policiers pour le détachement OPP du comté de Russell, qui serait composée de quatre (4) membres du conseil, de trois (3) membres de la communauté et de deux (2) membres nommés par la province et comprendrait les municipalités de Russell, La Nation, Casselman et Clarence Rockland.

Whereas municipalities within a detachment are asked to work together to determine the composition of their board(s) as well as the manner in which they will submit their proposal to the ministry; therefore, be it

Resolved that Council approves the composition of the Police Services Board for the County of Russell OPP detachment which would be composed of four (4) members of council, three (3) community members and two (2) members appointed by the Province and would include the Russell, The Nation, Casselman and Clarence Rockland municipalities.

Recorded Vote/Vote Enregistré

Marie-Noëlle Lanthier

Alain Mainville

Danik Forgues

Francis Brière

François St-Amour

Yea Nay

☑

☑

☑

☑

☑

☑

☑

☑

☑

☑

Cette résolution est:

This resolution is:

Adoptée/Carried ☑

Rejetée/Defeated: ☑

Modifiée/Amended: ☑

DÉCLARATION D'INTÉRÊT / DISCLOSURE OF INTEREST

Nom / Name: _____, _____ a (ont) déclaré ses (leur) intérêts, laissé son (leur) siège(s) et quitté la salle du Conseil./Disclosed his (her, their) interest, vacated his (her, their) seat(s) and left Council chambers.

Greffière
Clerk



CONTEXTE

- Le gouvernement de l'Ontario a adopté la *Loi de 2019 sur la refonte complète des services de police de l'Ontario* (projet de loi 68). Il a aussi créé la *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers* qui, une fois entrée en vigueur, remplacera la *Loi de 1990 sur les services policiers*.
- L'article 67 de la *Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers* stipule que « chaque détachement de la Police provinciale de l'Ontario qui offre des services policiers dans une municipalité ou dans une réserve de Première Nation » doit être doté « **d'un ou de plusieurs conseils de détachement de la Police provinciale** ».
- Le Ministère doit mettre au point un règlement concernant la composition de chaque conseil. À cette fin, il s'est muni d'un cadre pour instaurer un système de conseils de détachement de la Police provinciale.



CADRE

- Le nouveau **cadre établissant le système des conseils de détachement de la Police provinciale** offrira la possibilité à 326 municipalités et à 43 Premières Nations d'avoir une gouvernance civile, y compris celles qui :
 - reçoivent directement des services de la Police provinciale;
 - emploient leurs propres agents des Premières Nations, mais reçoivent un soutien administratif de la part de la Police provinciale;
 - reçoivent des services dédiés de la Police provinciale (Première Nation du lac Caribou Nord et Première Nation de Wapekeka, entre autres)
- Représentant une amélioration de la gouvernance civile dans le respect de la *Loi sur la sécurité communautaire et les services policiers*, le **système des conseils de détachement de la Police provinciale** :
 - vient garantir que chaque municipalité et chaque Première Nation bénéficiant de services et de soutien de la Police provinciale a la possibilité de faire valoir son point de vue, ses besoins et ses priorités;
 - donne la possibilité aux municipalités et aux Premières Nations de collaborer afin d'améliorer la sécurité communautaire



CALENDRIER



PROCESSUS

- Pour s'assurer que les objectifs du **cadre du système des conseils de détachement de la Police provinciale** sont bien atteints, le Ministère offre une certaine latitude aux municipalités et aux Premières Nations, qui peuvent ainsi définir la composition de leur conseil de détachement de police sous la forme d'une proposition qu'elles soumettent au Ministère par l'entremise d'un formulaire numérique.
 - Lien vers le [formulaire numérique de proposition de conseils de détachement de la Police provinciale](#)
- Les municipalités et les Premières Nations rattachées à un même détachement de police doivent collaborer pour soumettre **une seule et unique proposition** indiquant la composition du ou des conseils qu'elles veulent voir établir. La proposition doit respecter les exigences minimales fixées par le Ministère (**voir page 2 et document FAQ**).
- Les municipalités et les Premières Nations ne sont pas obligées d'indiquer les noms des personnes qui siégeront au conseil, mais on leur demande d'indiquer le nombre de sièges alloués à chaque municipalité et Première Nation ainsi que le nombre de représentants communautaires et provinciaux.
- Le Ministère collaborera avec chaque municipalité et chaque Première Nation pour obtenir les propositions ou renseignements manquants et faire en sorte que chaque détachement de police soumette une proposition dûment remplie. Toutefois, si les exigences minimales ne sont pas respectées, si la proposition n'a pas été soumise ou si le détachement de police n'arrive pas à obtenir un consensus, c'est le ministère qui désignera les membres du conseil de détachement.
- Le Ministère offre des séances d'information virtuelles sur demande des municipalités et des collectivités des Premières Nations pour répondre aux questions en suspens et pour dissiper toute confusion concernant les exigences et le processus de proposition.

✓ EXIGENCES CONCERNANT LA COMPOSITION DES CONSEILS DE DÉTACHEMENT DE LA POLICE PROVINCIALE

EXIGENCES MINIMALES

Nombre minimum de membres	5 membres
Nombre maximal de membres	Aucune
Représentants communautaires	20 % de représentants communautaires <ul style="list-style-type: none">La province désignera des représentants communautaires si le conseil municipal ou le conseil de bande ne parviennent pas à prendre de décision commune par voie de résolution.
Représentants provinciaux	20 % de représentants provinciaux

 PERSONNES-RESSOURCES

Renseignements généraux et processus de proposition de conseils de détachement de la Police provinciale	Direction des politiques relatives à la sécurité communautaire et aux affaires intergouvernementales Joanna Reading (Joanna.Reading@ontario.ca)
Possibilités de gouvernance civile pour les Premières Nations	Unité de la participation des Autochtones Ashley O'Connell (Ashley.OConnell@ontario.ca)

January 22, 2024

Please be advised that during the regular Council meeting of January 16, 2024 the following motion regarding support for the Province to expand the life span of fire apparatus, specifically pertaining to the replacement of fire trucks due to insurance requirements was carried:

RESOLUTION NO. 2024-46

DATE: January 16, 2024

MOVED BY: Councillor Nieman

SECONDED BY: Councillor Branderhorst

WHEREAS By-Law 3256-2013, being a By-Law to Establish, Maintain, and Operate a Fire Department established service level standards for the Corporation of the County of Prince Edward Fire Department;

AND WHEREAS apparatus and equipment are directly tied to the delivery of fire protection services authorized by Council in By-Law 3256-2013, and a safe, reliable and diverse fleet is required to serve operational needs;

AND WHEREAS fire Apparatus is governed by industry best practices, the application of law and recognized industry partners, including the Ontario Fire Service Section 21 Guidance Notes, National Fire Protection Association Standards, The Occupational Health and Safety Act, and Fire Underwriters Survey (FUS);

AND WHEREAS Fire Underwriters Survey (FUS) is a provider of data, underwriting, risk management and legal/regulatory services focusing on community fire-protection and fire prevention systems in Canada, establishing apparatus replacement schedules based on safety and risk mitigation practices;

AND WHEREAS on November 16, 2023, Council, received report FD-06-2023 regarding asset Management - Fire Apparatus Fleet Report and noted the budgetary pressures of meeting FUS replacement schedules;

AND WHEREAS no provincial funding is available for new fire trucks, yet, small and rural municipalities must meet the same standards set by FUS as larger municipalities for fire equipment, including additional pressure to move fire trucks out when they reach a specific age, even though they can still meet the safety regulations;

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of Prince Edward County direct the Mayor to draft a letter to MPP Minister Todd Smith requesting a meeting to discuss the life span of fire apparatus, specifically pertaining to the replacement of fire trucks due to insurance requirements; and

THAT the Mayor draft a letter to FUS requesting the creation of a new community fire-protection and fire prevention insurance system that does not put all municipalities under the same umbrella, with distinct categories for rural and urban municipalities;

THAT this resolution be sent to Premier Doug Ford, the Honourable David Piccini, Minister of Labour, Immigration, Training and Skills Development, Paul Calandra, Minister of Municipal Affairs and Housing requesting a response on this matter within 30 days of receipt; and

THAT this resolution be shared with all 444 municipalities in Ontario, The Federation of Canadian Municipalities (FCM), The Association of Municipalities Ontario (AMO), and The Eastern Ontario Wardens' Caucus (EOWC).

CARRIED

Yours truly,



Catalina Blumenberg, **CLERK**

cc: Mayor Steve Ferguson, Councillor Nieman, Councillor Branderhorst, Marcia Wallace, CAO and Fire Chief Chad Brown



January 10, 2024

Hon. Todd McCarthy
Ministry of Public and Business Service Delivery
777 Bay Street, 5th Floor
Toronto ON M5B 2H7

SENT ELECTRONICALLY

Todd.McCarthy@pc.ola.org

Re: Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support Request

Please be advised that at its meeting of January 9, 2024, the Council of the Corporation of the Township of Wainfleet passed the following motion:

“**THAT** the Township of Wainfleet receive C-2023-430 from the Township of Clearview and C -2023-442 from the Township of Tay regarding cemeteries and that we send a resolution of support for their correspondences to all appropriate parties.”

Should you have any questions, please contact me at achrastina@wainfleet.ca or 905-899-3463 ext. 224.

Regards,



Amber Chrastina
Deputy Clerk

Cc: Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar
MPP Niagara West, Sam Oosterhoff
Ontario Municipalities



Staff Report

To: Mayor and Council

From: Sasha Helmkey, Clerk/Director of Legislative Services

Date: December 11, 2023

Subject: Report # LS-032-2023 – Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support

Recommendation

Be It Resolved that Council of the Township of Clearview hereby receives Report LS-032-2023 (Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support) dated December 11, 2023; and,

Whereas under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed;

And Whereas over the last decade, there has been an increase in the number of churches and local cemetery boards initiating processes to transfer ownership or abandon their owned and operated cemeteries to the local municipality due to such issues as high maintenance costs, inaccuracy of records, lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery, increased regulatory processes regarding training, selling of interment rights, financial operation of the care and maintenance fund, etc.;

And Whereas municipalities experience the same issues and pressures that churches and local boards experience with the operation and maintenance of cemeteries within its jurisdiction, and additional transfers of cemetery lands only compound the burden on municipal taxpayers;

And Whereas cemeteries are important infrastructure where the reasonable costs for interment rights, burials, monument foundations, corner stones and administration charges do not sufficiently support the general operation of cemeteries;

And Whereas the interest earned from the care and maintenance fund(s) of a cemetery do not provide adequate funding to maintain the cemetery with the rising costs of lawn and turf maintenance contracts and monument restoration;

Now Therefore Be It Resolved that Council of the Township of Clearview requests that the Province through the Ministry of Public and Business Service Delivery and the Bereavement Authority of Ontario (BAO) consider the following to assist municipalities in this growing concern of cemetery transfers:

- Amend the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;
- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries;
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost.

And that this resolution be circulated to the Hon. Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Brian Saunderson and all Ontario municipalities.

Background

Under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed.

Over the last decade there appears to be a trend where cemeteries in Ontario are being transferred, whether through abandonment or a mutually agreed upon transfer, to the care and control of municipalities. This is often seen when there is a breakdown in existing cemetery boards and/or when churches cease operations. For many existing private cemetery boards their board members and volunteers are aging and are unable to assist with the operations and maintenance of the cemetery any longer. Finding new members proves to be difficult for these boards to continue. In addition to aging board members, there are other issues that are contributing to the increase in cemetery transfers:

- high maintenance costs
- inaccuracy of records
- lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery

- increased regulatory processes that require ongoing training for selling of interment rights, and the financial operation of the care and maintenance fund, etc.

Township Owned Cemeteries

The Township of Clearview currently owns and operates nine (9) cemeteries within its geographic boundaries. Out of these nine cemeteries, four (4) are considered active meaning that there are still interment rights to be sold, or burials to take place. Below is a chart outlining these cemeteries and their status:

Cemetery Name	Address	Status
Batteau Hill Cemetery	2670 County Road 124, Duntroon	Inactive
Bethel Union Cemetery	2249 Creemore Avenue, New Lowell	Inactive
Dunedin Union Cemetery	9 Turkeyroost Lane, Dunedin	Active
Duntroon Pioneer Cemetery	2870 County Road 124, Duntroon	Inactive
Lavender Cemetery	827103 Mulmur/Nottawasaga Townline, Creemore	Active
Old Zion Presbyterian Church Cemetery	6130 Highway 26, Sunnidale Corners	Inactive
Second Line Nottawasaga Cemetery	2279 County Road 42, Stayner	Active
Stayner Union Cemetery	7661 Highway 26, Stayner	Active
Zion Presbyterian Church Cemetery	12358 County Road 10, Sunnidale Corners	Inactive

For the Dunedin and Stayner Union Cemetery, the Township looks after the maintenance and burials through a third-party contractor. The maintenance and burials for the Lavender Cemetery are conducted through the Board. For the Second Line Nottawasaga Cemetery all the interment rights have been sold, but there remains one burial to be completed. The cost to maintain an active cemetery is expensive. Although burial costs and the installation of markers, etc. are cost recovery through the purchaser, grounds maintenance is not.

Inactive cemeteries still require consistent grounds maintenance, which includes any monument restoration for health and safety, and record searches for the public register.

Comments and Analysis

When analyzing the number of cemeteries that Clearview Township currently owns and operates, maintenance and administration is a large undertaking. To add any additional cemeteries by way of transfer or abandonment will only compound the issues the Township is already facing. In the past year, the Township has been approached by two separate entities regarding possible cemetery transfers. When a board or cemetery transfers ownership to the municipality, the issues are transferred with it. Municipalities are not immune to the same concerns. It becomes a strain on municipal resources, financially, administratively, and operationally.

Administrative Impact

From an administrative perspective the management of four active cemeteries is both time consuming and complex. No interment is the same, and providing good customer service takes time especially for those making arrangements while also dealing with grief. Administrative tasks include but are not limited to: interment right sales and mapping, burial contracts and scheduling, monument placement, historical record searches, plot and monument staking, fees and charges review, family transfers of interment rights and annual reporting to the Bereavement Authority of Ontario (BAO).

- **Incomplete records**

Often the records accepted by the Township from a dissolved cemetery board or church are incomplete and disorganized. This is no fault of the previous board members, as they are also often operating with limited resources. However, it does make it difficult to manage the cemetery post-transfer when records are sparse. Understanding which plots are occupied and by who is critical to the sound management of a cemetery. Unfortunately, this is not made possible in all cases because of incomplete records. In addition, records received during a transfer usually are maintained under different records management standards and are often organized and named inconsistently. Adaptation to Township records keeping practices takes time.

- **Lack of human resources**

Cemetery management is a highly regulated professional field, with the responsibility of which is often placed on public sector employees who may have limited knowledge of cemeteries in general. With reduced resources within municipalities especially rural ones, the management of cemeteries often becomes a secondary responsibility to another position. There is also a lack of affordable training available for municipal employees who are required to abide by regulations set out by the FBCSA and the BAO.

- **Increased regulatory processes**

Annual reporting requirements of the BAO can be extensive and complex. This includes monitoring the number of interments, the transfers to the Care and Maintenance Fund (C&M), and how the C&M fund can be used. There are also regulations pertaining to maintaining a public register, how sales are to be conducted and strict guidelines on Cemetery By-law approvals, and expansions including the erection of columbaria structures.

- **Inconsistent cemetery regulations**

Cemeteries can have many different regulations related to plot size, number of burials allowed in a given plot, monument size, what types of flowers/shrubs are allowed to be installed near a headstone etc. The transfer of different cemeteries having inconsistent regulations can make it difficult to adapt management practices in order to maintain original cemetery operational standards.

Operational Impact

Similarly, from an operational perspective the grounds maintenance of cemeteries, whether active or inactive, is both time consuming and complex. A key issue when analyzing the maintenance component of cemetery management is the lack of financial resources to support the operation. Cemetery maintenance includes, but is not limited to: grass cutting (whipper snipping around monuments), tree and shrub maintenance, monument and corner stone maintenance, water pipe and washroom monitoring, and general upkeep of cemetery grounds (removal of debris, etc.).

- **High maintenance costs**

As with many services, there are rising costs to contend with. Municipalities have adopted different models to address the maintenance of such, with third party contractors being commonly used or it becomes the responsibility of an internal department such as Parks & Recreation. Regardless the model, the costs have increased significantly over the last decade with equipment purchases/upgrades, insurance requirements for third-party contractors, and the time it takes to cut the grass and whipper snip around monuments. To put it into perspective, the Stayner Union Cemetery with the expansion is 25 acres with monuments to manoeuvre around during ground care. Other considerations for maintenance includes monument restoration and ensuring that they are not deteriorated to the point where they are unsafe. This is important for older cemeteries where restoration hasn't been provided in the past and there are many deteriorating monuments.

- **Cost of cemetery management software**

Cemetery Management Software can help municipalities manage cemetery records, including plot sale contracts, interment rights certificates, and regulatory reporting.

However, these software solutions are often expensive and require a large amount of staff time to implement especially with incomplete data and records. These software solutions range in price from \$5,000 to \$100,000 with annual maintenance costs. This investment in software can be a large budget request and one that would need to be supported from taxation with the limited funds in cemetery general accounts.

- **Inadequate Care and Maintenance funds**

When the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA) was enacted, it stipulated that a care and maintenance fund for a cemetery shall be established. A cemetery operator is required to make contributions to the fund from the sale of in-ground graves, crypts, tombs, niches, scattering rights and monument installation. The contribution is prescribed under the FBCSA and differs dependant on the interment type. The idea is that the fund (income earned from the fund - interest) pays for maintenance costs after a cemetery has stopped making sales. In reality, this concept does not produce enough funds to maintain a cemetery. Looking at the Stayner Union Cemetery as an example, for the very basics (grass cutting and whipper snipping) the interest from the care and maintenance fund does not provide enough monies to maintain the cemetery for the 7 months it's required. In addition, the care and maintenance fund is also to be utilized for the stabilization, maintenance and security of markers. Cemeteries are not self funding, and maintenance of such is becoming a larger budget concern.

Support Request

Cemetery transfers and abandonments have been an ongoing concern for Clearview Township for many years. When you look at the large geography of the Township there are many cemeteries within the boundaries that have the potential to be transferred. To gauge the concern of other municipalities on this issue, staff addressed it at a Simcoe County Clerks group discussion. Many neighbouring municipalities expressed that they were dealing with the same issues and have also been approached by different external entities on possible transfers.

As result of the discussion, it was agreed that to assist with the real concerns with transfers and abandonments of cemeteries, it's vital that the Province provide assistance to adequately support this infrastructure. Support can be provided in many different forms, with staff making the following recommendations for the Ministry of Public and Business Service Delivery and the BAO:

- Amend the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;

- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries;
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost.

There is not one solution to solve all the issues, but at the very least it's important to identify the concerns and have open and real discussions at the provincial level on what support can be provided.

Clearview's Strategic Plan

The above initiative supports the following strategic pillars:

- Governance

Financial Implications

It is difficult to identify an exact dollar amount that can be attributed to a cemetery transfer/abandonment to the municipality. Every transfer is different and depends on a multitude of factors beginning with the cemetery status (active/inactive), acreage, care and maintenance fund (if any), maintenance of records, etc. What is being recommended by staff by way of support from the province is not meant to erase the costs entirely, but rather, to alleviate the financial burden in some capacity.

Report Appendices

Not applicable.

Approvals

Submitted by:	Sasha Helmkey, B.A., Dipl. M.A., AOMC, Clerk/Director of Legislative Services
Reviewed by:	Krista Pascoe, Deputy Clerk
Financial Implications Reviewed by:	Kelly McDonald, Treasurer
Approved by:	John Ferguson, CAO



CLEARVIEW
TOWNSHIP

Clerk's Department
Township of Clearview
Box 200, 217 Gideon Street
Stayner, Ontario L0M 1S0
clerks@clearview.ca | www.clearview.ca
Phone: 705-428-6230

December 12, 2023

File: C00.2023

Hon. Todd McCarthy
Ministry of Public and Business Service Delivery
777 Bay Street, 5th Floor
Toronto ON M5B 2H7

Sent by Email

RE: Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support

Please be advised that Council of the Township of Clearview, at its meeting held on December 11, 2023, passed a resolution regarding Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support as follows:

Moved by Councillor Walker, Seconded by Councillor Broderick, Whereas under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed;

And Whereas over the last decade, there has been an increase in the number of churches and local cemetery boards initiating processes to transfer ownership or abandon their owned and operated cemeteries to the local municipality due to such issues as high maintenance costs, inaccuracy of records, lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery, increased regulatory processes regarding training, selling of interment rights, financial operation of the care and maintenance fund, etc.;

And Whereas municipalities experience the same issues and pressures that churches and local boards experience with the operation and maintenance of cemeteries within its jurisdiction, and additional transfers of cemetery lands only compound the burden on municipal taxpayers;

And Whereas cemeteries are important infrastructure where the reasonable costs for interment rights, burials, monument foundations, corner stones and administration charges do not sufficiently support the general operation of cemeteries;

And Whereas the interest earned from the care and maintenance fund(s) of a cemetery do not provide adequate funding to maintain the cemetery with the rising costs of lawn and turf maintenance contracts and monument restoration;

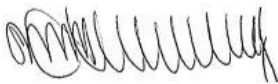
Now Therefore Be It Resolved that Council of the Township of Clearview requests that the Province through the Ministry of Public and Business Service Delivery and the Bereavement Authority of Ontario (BAO) consider the following to assist municipalities in this growing concern of cemetery transfers:

- Amend the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;
- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries; Page 6 of 7
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost.

And that this resolution be circulated to the Hon. Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Brian Saunderson and all Ontario municipalities. Motion Carried.

For reference, please find attached the Staff Report LS-032-2023 that provides background for the above resolution. If you have any questions, please do not hesitate to contact the undersigned.

Regards,



Sasha HelmKay-Playter, B.A., Dipl. M.A., AOMC
Clerk/Director of Legislative Services

cc: Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar
MPP Simcoe Grey, Brian Saunderson
Ontario Municipalities

TAY TOWNSHIP

450 Park Street
PO Box 100
Victoria Harbour, Ontario
L0K 2A0



Received December 21, 2023
C-2023-442

December 21, 2023

Hon. Todd McCarthy
Minister of Public and Business Service Delivery
5th Floor
777 Bay St.
Toronto, ON M7A 2J3

sent via email Todd.McCarthy@pc.ola.org

Dear Hon. Todd McCarthy,

Re: Provincial Cemetery Management Support Request – Tay Township

Tay Township Council passed the following resolution during the December 20, 2023 Council Meeting regarding the Provincial Cemetery Management Support Request:

Whereas under the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), when a cemetery is declared abandoned by a judge of the Superior Court Justice, the local municipality within whose geographic boundaries the land of the cemetery is located, becomes the owner of the cemetery with all the rights and obligations in respect of the cemetery and the assets, trust funds and trust accounts related to it that the previous owner or operator possessed;

And Whereas over the last decade, there has been an increase in the number of churches and local cemetery boards initiating processes to transfer ownership or abandon their owned and operated cemeteries to the local municipality due to such issues as high maintenance costs, inaccuracy of records, lack of financial and human resources to effectively operate and maintain the cemetery, increased regulatory processes regarding training, selling of interment rights, financial operation of the care and maintenance fund, etc.;

And Whereas municipalities experience the same issues and pressures that churches and local boards experience with the operation and maintenance of cemeteries within its jurisdiction, and additional transfers of cemetery lands only compound the burden on municipal taxpayers;

And Whereas cemeteries are important infrastructure where the reasonable costs for interment rights, burials, monument foundations, corner stones and administration charges do not sufficiently support the general operation of cemeteries;

TAY TOWNSHIP

450 Park Street
PO Box 100
Victoria Harbour, Ontario
L0K 2A0



And Whereas the interest earned from the care and maintenance fund(s) of a cemetery do not provide adequate funding to maintain the cemetery with the rising costs of lawn and turf maintenance contracts and monument restoration;

Now Therefore Be It Resolved that Council of the Township of Tay requests that the Province through the Ministry of Public and Business Service Delivery and the Bereavement Authority of Ontario (BAO) consider the following to assist municipalities in this growing concern of cemetery transfers:

- Amending the Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002 (FBCSA), to have the Province, through the BAO, identified as the default owner and operator of a cemetery when it is abandoned;
- Provide annual funding (based on the number of cemeteries a municipality owns and operates) to municipalities to assist with the maintenance of inactive and active cemeteries;
- Provide free training opportunities for municipalities regarding cemetery administration; and,
- Investigate and support the design of universal cemetery software for use by municipal cemetery operators that can be offered at an affordable cost;

And that this resolution be circulated to the Hon. Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Jill Dunlop and all Ontario municipalities.

Sent on behalf of Tay Township Council.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Katelyn Johns'.

Katelyn Johns, MPPA
Municipal Clerk

Cc: Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, Hon. Jill Dunlop, Minister of Colleges and Universities/MPP, and all Ontario municipalities.

From: Stasia Carr <scarr@gorebay.ca>
Sent: Friday, January 19, 2024 3:53 PM
Subject: Externe-External: Cemetery Transfer/Abandonment Administration & Management Support

Please see the resolutions below passed by Gore Bay Council on January 8th, 2024.

15692

Moved by Dan Osborne

Seconded by Aaron Wright

WHEREAS, our municipality does not currently exclusively operate a cemetery, but does so in partnership with our neighboring municipality Gordon Barrie Island; AND WHEREAS, a letter has been received containing recommendations for support by Ontario municipalities; AND WHEREAS Gore Bay Council acknowledges the operation of a cemetery poses additional burdens; THEREFORE BE IT RESOLVED THAT Gore Bay supports the recommendations outlined in the received letter from Clearview Township pertaining to the operation of a cemetery in a municipality's jurisdiction and this resolution be circulated to Todd McCarthy, Ministry of Public and Business Service Delivery, Jim Cassimatis, BAO Interim CEO/Registrar, MPP Mike Mantha and all Ontario municipalities.

Carried

Stasia Carr

Clerk

Town of Gore Bay

15 Water Street

Gore Bay, Ontario

POP 1H0

(705)282-2420 x.2

NOTICE: This e-mail message (including all attachments) and any printed, copied, saved or other renditions of it or of any part of its contents is confidential and is intended only for the use of the recipient(s) named above, and may be legally privileged. If the reader of this message is not the intended recipient, you are hereby notified that any review, printing, dissemination, distribution, disclosure, or copying of this communication, or any of its contents, is strictly prohibited. If you have received this communication in error please 'Reply to Sender' immediately and erase and delete this entire e-mail.



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

COUNCIL PRESENTATION TO THE NATION MUNICIPALITY

*Potential Retrogressive
Landslide Areas*

February 12, 2024





SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

PRÉSENTATION AU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION

*Secteurs de glissements de terrain
rétrogressifs potentiels*

12 février 2024



Our Local Environment; We're in it Together.



- One of Ontario's 36 Conservation Authorities
- Community-based watershed management
- 16 member municipalities including City of Ottawa
- 4,441 km² jurisdiction in Eastern Ontario



Notre environnement local ; protégeons-le ensemble.



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD



- L'un des 36 offices de protection de la nature de l'Ontario
- Gestion communautaire du bassin versant
- 16 municipalités membres dont la ville d'Ottawa
- Territoire de 4 441 km² dans l'Est de l'Ontario





ROMA Delegation: Potential Retrogressive Landslide Areas

Rural Ontario Municipal Association Conference – ROMA 2024

Delegation with Minister Graydon Smith, Ministry of Natural Resources and Forestry





Délégation ROMA : Secteurs de glissements de terrain rétrogressifs potentiels

Conférence de l'Association des municipalités rurales de l'Ontario - ROMA 2024

Délégation avec le ministre Graydon Smith, ministère des Richesses naturelles et des Forêts

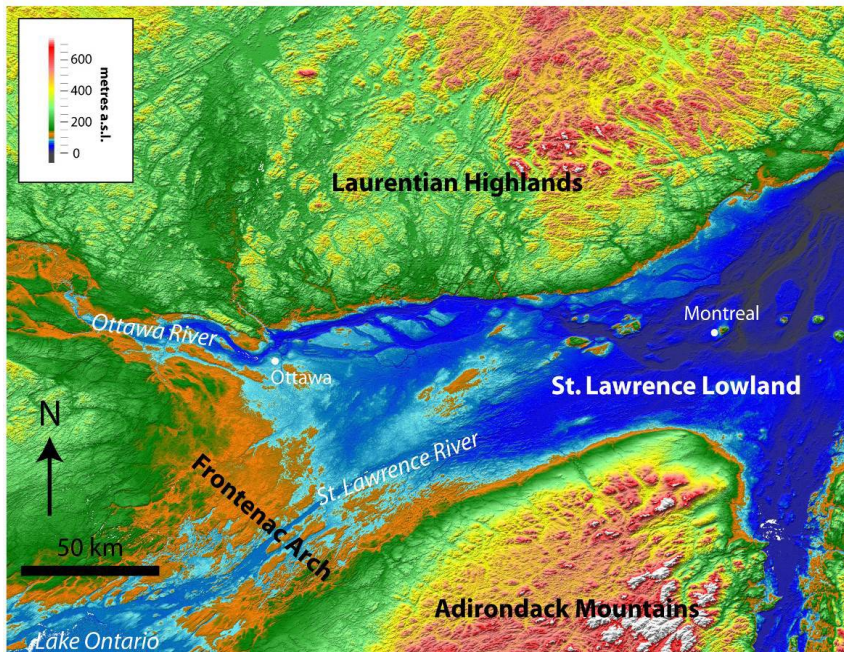


Prescott
Russell

La | The
Nation
MUNICIPALITÉ | MUNICIPALITY

Unique Geology – Former Champlain Sea and Leda Clay

- The Champlain Sea was created during the last glacial period (10,000 – 13,000 years ago).
- Leda clay (also known as quick clay) was formed from sediment deposited at the bottom of the sea. When freshwater infiltrates the clay and washes away salt, the clay becomes unstable and is prone to liquefying.



Champlain Sea Basin in Eastern Ontario and Western Quebec (Geological Survey of Canada, 2011).

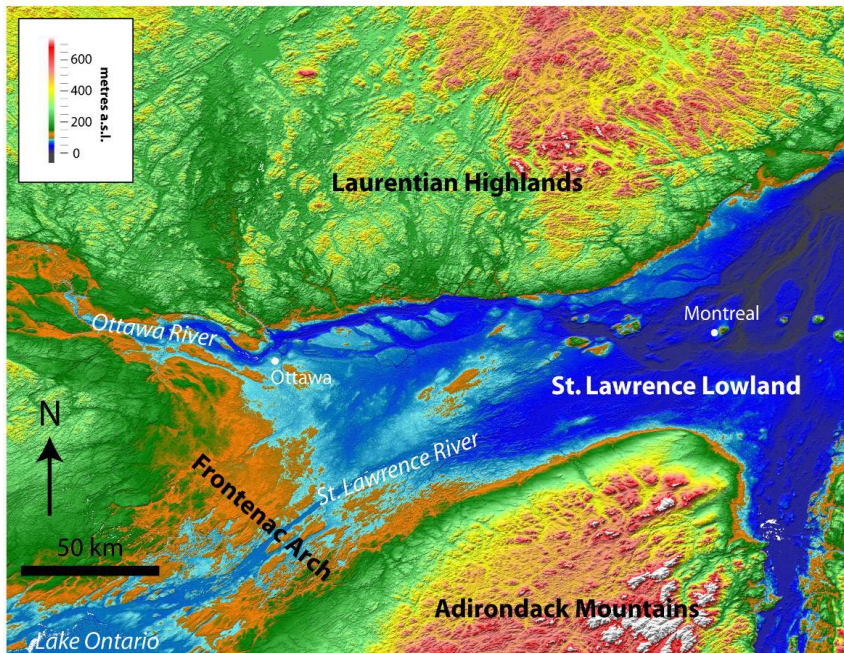


Approximate extent of Champlain Sea sediments in Eastern Ontario and Western Quebec (Soil Dynamics and Earthquake Engineering, 2020).



Géologie unique - Ancienne mer de Champlain et argile de Leda

- La mer de Champlain a été créée au cours de la dernière période glaciaire (il y a 10 000 à 13 000 ans).
- L'argile de Leda (également connue sous le nom d'argile rapide) s'est formée à partir de sédiments déposés au fond de la mer. Lorsque l'eau douce s'infiltré dans l'argile et élimine le sel, l'argile devient instable et a tendance à se liquéfier.

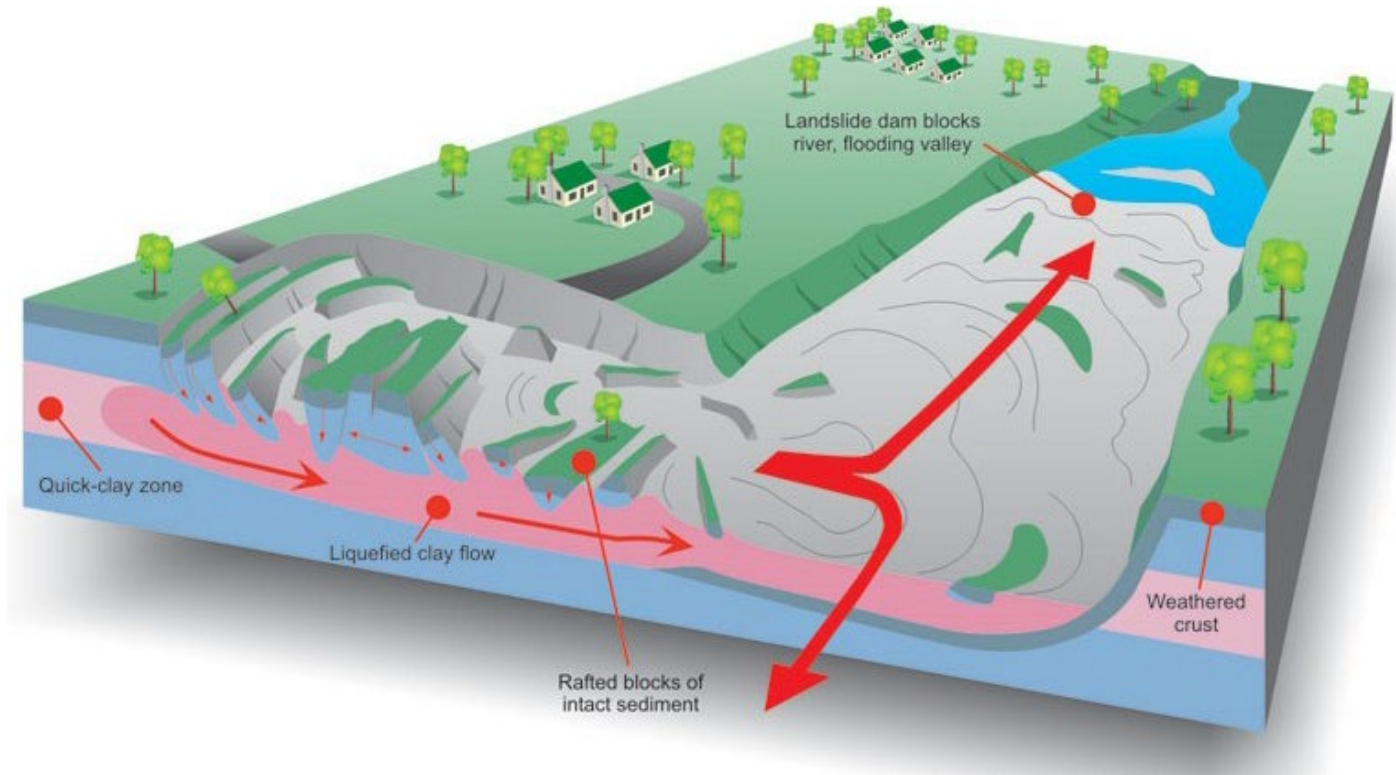


Bassin de la mer de Champlain dans l'Est de l'Ontario et l'Ouest du Québec (Commission géologique du Canada, 2011).



Étendue approximative des sédiments de la mer de Champlain dans l'Est de l'Ontario et l'Ouest du Québec (Soil Dynamics and Earthquake Engineering, 2020).

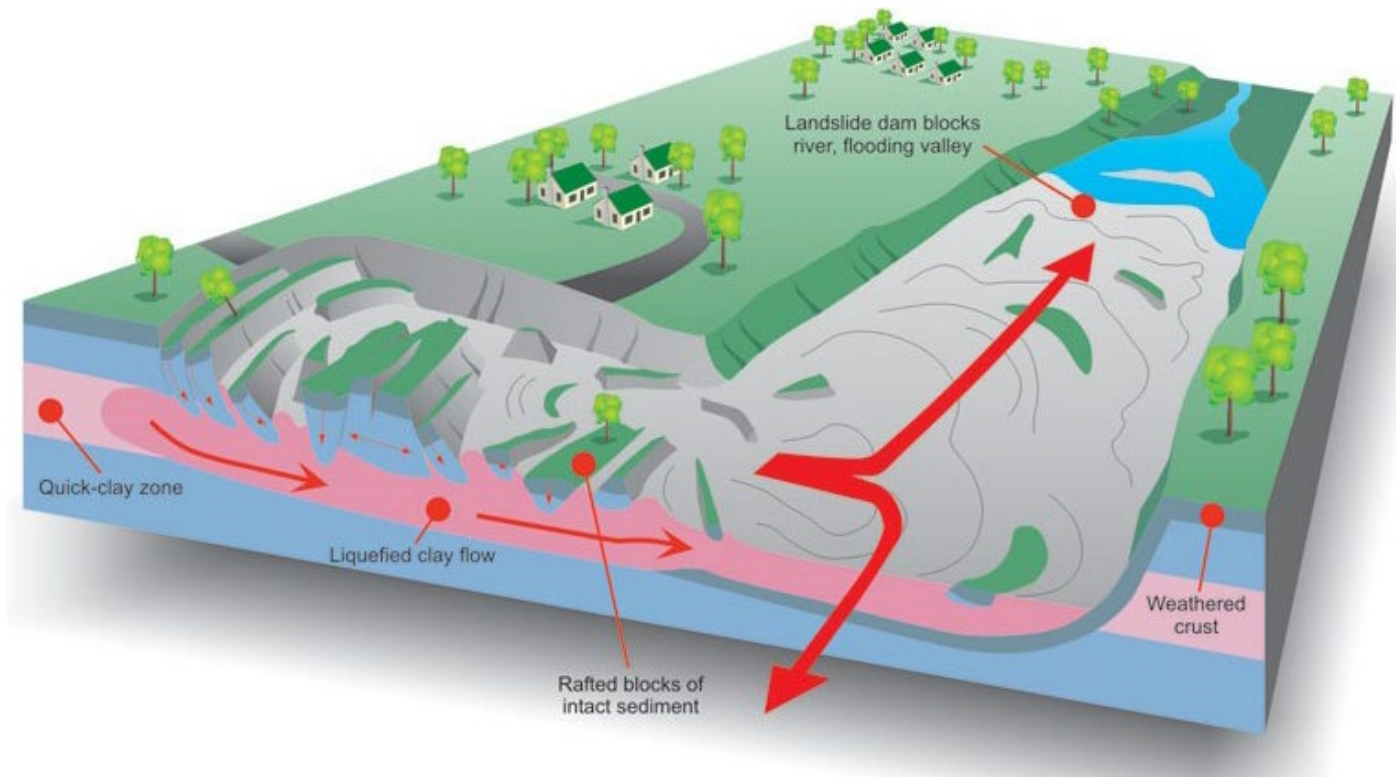
Retrogressive Landslides



Triggers of retrogressive landslides in Leda clay include:

- Soil saturation, sudden drawdown of water surfaces, excessive slope loading, stream erosion at the bottom of a slope, excavation and construction activities, earthquakes, or human-induced vibration.

Glissements de terrain rétrogressifs



Les éléments déclencheurs des glissements de terrain rétrogressifs dans l'argile de Leda sont les suivants :

- Saturation du sol, abaissement soudain de la surface de l'eau, charge excessive des pentes, érosion des cours d'eau en bas de pente, activités d'excavation et de construction, tremblements de terre ou vibrations provoquées par les humains.



Example Video: Retrogressive Landslide



Alta Landslide, Norway, June 2020

<https://youtu.be/DopB8CtSn3E?si=q7h55y5EWu07mE9N>

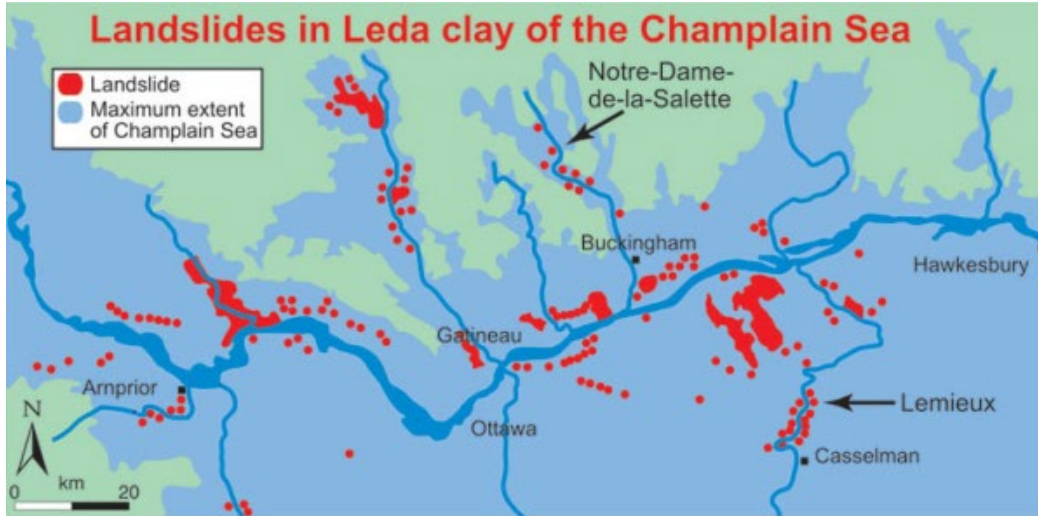
Vidéo montrant un exemple de glissement de terrain rétrogressif



Glissement de terrain d'Alta, Norvège, juin 2020
<https://youtu.be/DopB8CtSn3E?si=q7h55y5EWu07mE9N>



Landslide Potential – Eastern Ontario and Western Quebec



Historical Landslides in Leda Clay of the Champlain Sea (Natural Resources Canada).

- Over 50 landslides in sensitive clay documented in E. Ontario and W. Quebec
 - over 100 people have died
 - over 40,000 ha of land destroyed
- Casselman to Lemieux Area remains the largest documented potential retrogressive landslide area in Ontario



Risques de glissements de terrain - Est de l'Ontario et Ouest du Québec



Glissements de terrain historiques dans l'argile de Leda de la mer de Champlain (Ressources naturelles Canada).

- Plus de 50 glissements de terrain d'argile sensible documentés dans l'Est de l'Ontario et l'Ouest du Québec
 - plus de 100 personnes sont mortes
 - plus de 40 000 ha de terres détruites
- Le secteur de Casselman à Lemieux reste le plus grand secteur de glissements de terrain rétrogressifs potentiels documenté en Ontario.



1971 Lemieux Landslide



South Nation River Landslide, 1971.

- Since 1850, five large landslides have been documented between Casselman and Lemieux.
- Development restrictions and mitigation measures were explored following extensive geotechnical investigations (1982-1999).



Le glissement de terrain de Lemieux de 1971

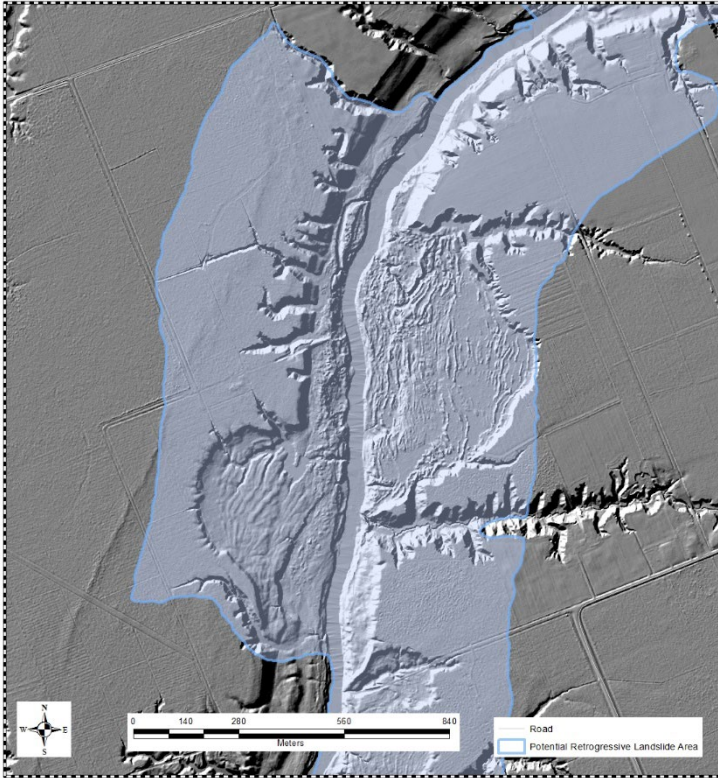


- Depuis 1850, cinq grands glissements de terrain ont été documentés entre Casselman et Lemieux.
- Des restrictions d'aménagement et des mesures d'atténuation ont été étudiées à la suite d'études géotechniques approfondies (1982-1999).

Glissement de terrain de la Nation Sud, 1971.



1971 Lemieux Landslide

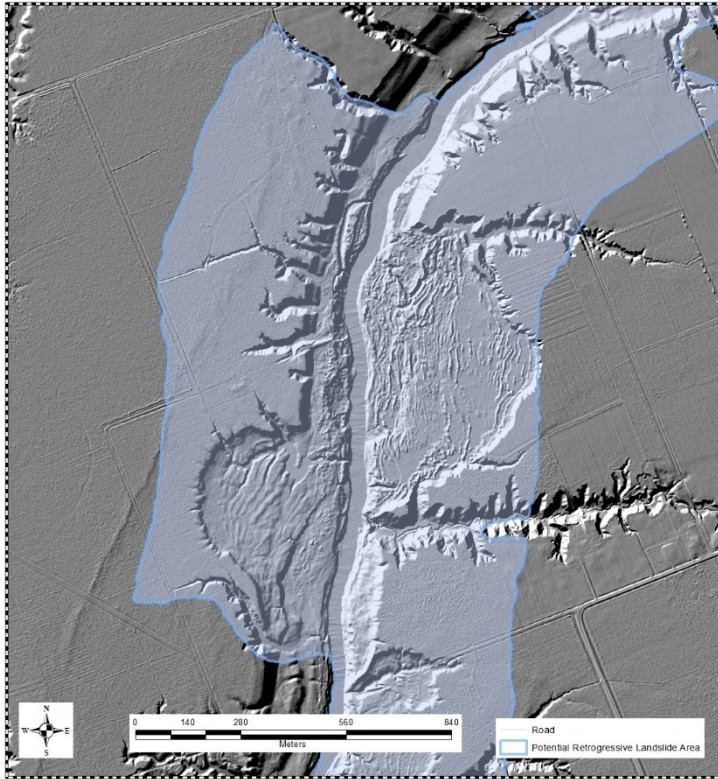


Topographical mapping (LiDAR images),
1971 Landslide scar.

- Since 1850, five large landslides have been documented between Casselman and Lemieux.
- Development restrictions and mitigation measures were explored following extensive geotechnical investigations (1982-1999).
- **No development is permitted within the Casselman to Lemieux Potential Retrogressive Landslide Area.**
- **No development within 30 m of Landslide Area without a geotechnical study.**



Le glissement de terrain de Lemieux de 1971

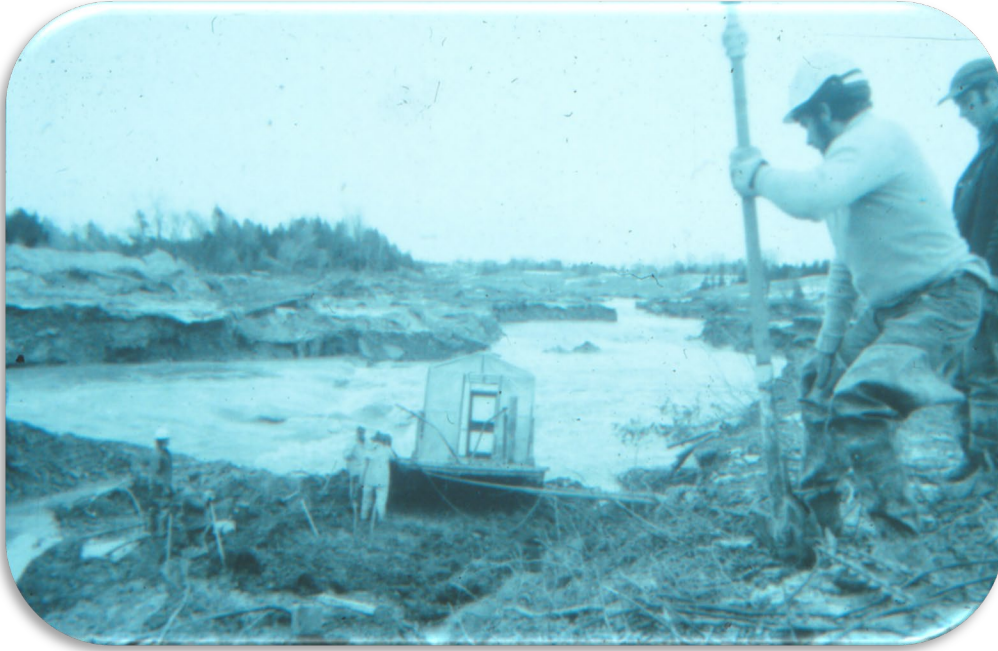


Cartographie topographique (images LiDAR),
Niche d'arrachement du glissement de terrain
de 1971.

- Depuis 1850, cinq grands glissements de terrain ont été documentés entre Casselman et Lemieux.
- Des restrictions d'aménagement et des mesures d'atténuation ont été étudiées à la suite d'études géotechniques approfondies (1982-1999).
- **Aucun aménagement n'est autorisé dans le secteur de glissements de terrain rétrogressifs potentiels de Casselman à Lemieux.**
- **Pas d'aménagement à moins de 30 m d'un secteur de glissements de terrain sans étude géotechnique.**



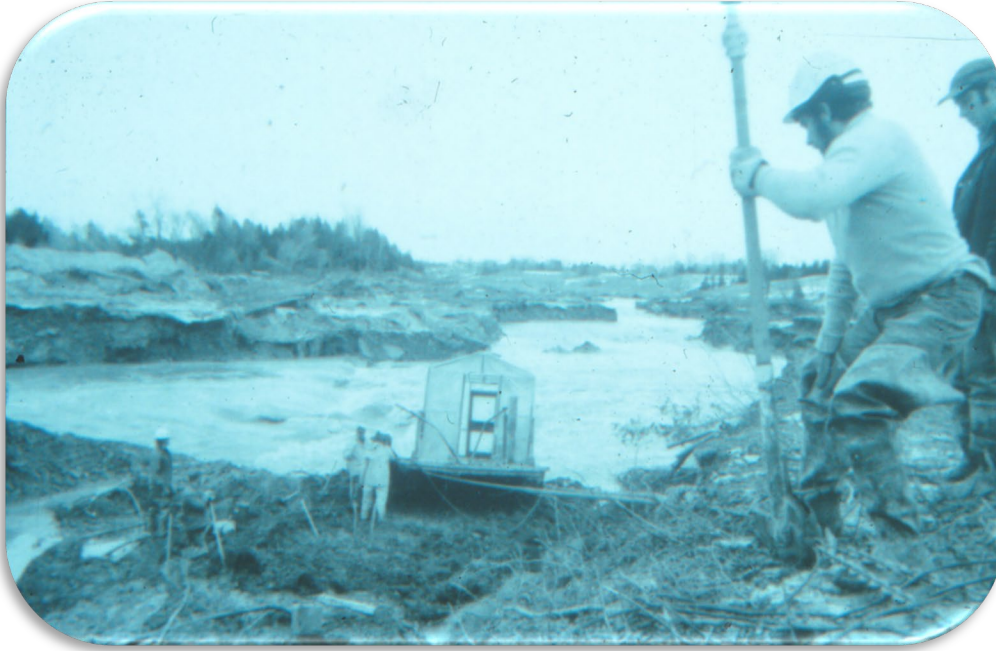
Casselman to Lemieux Potential Retrogressive Landslide Area



Clearing Channel of Leda Clay Deposits after 1971 Landslide.

- Retrogressive landslides cause significant property damage.
- Debris creates dams and blockages in the river which cause extensive flooding and environmental damage over hundreds of acres.
- Multi-year and multi-million dollars worth of remediation efforts required.

De Casselman à Lemieux - Secteur de glissements de terrain rétrogressifs potentiels

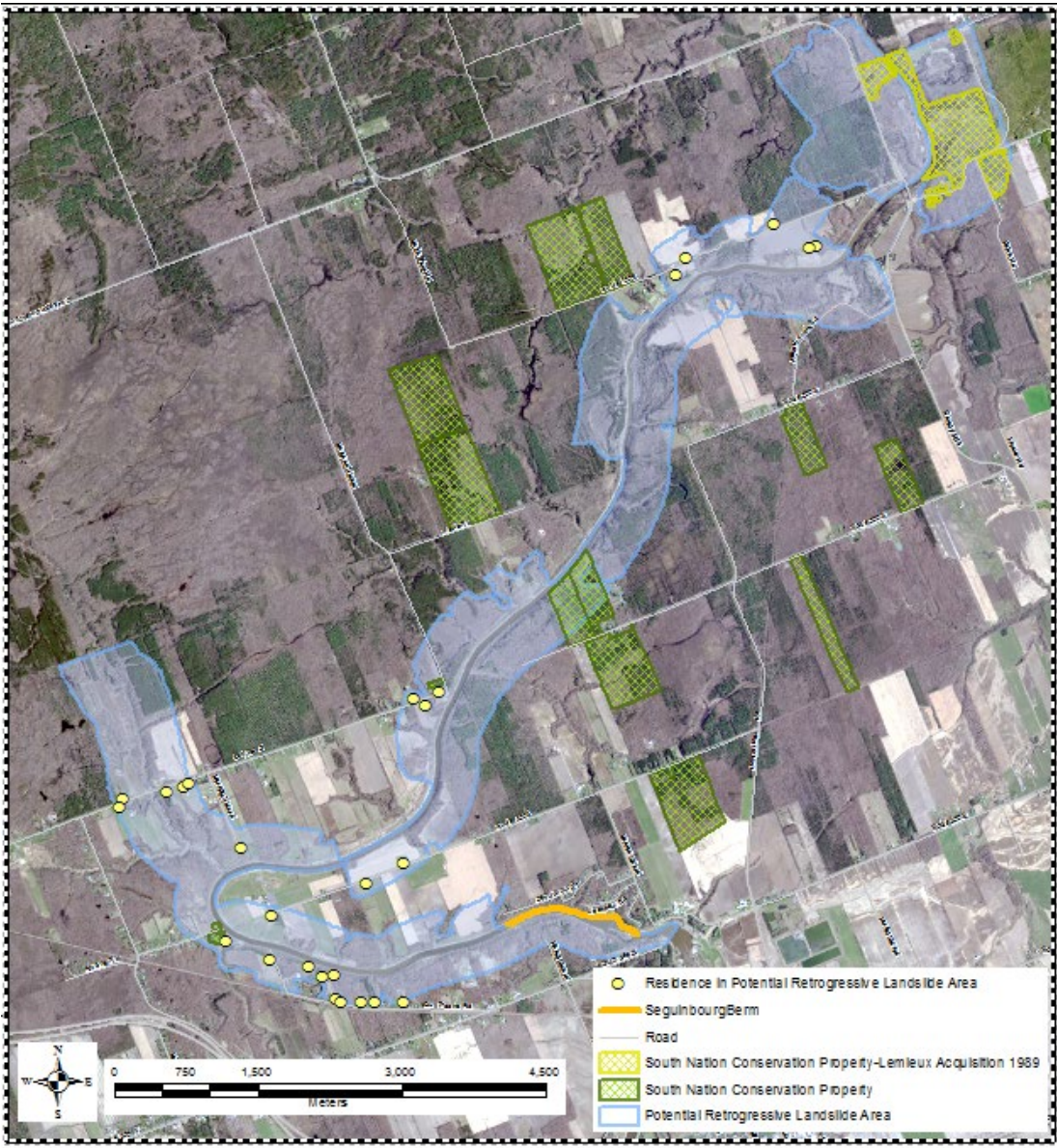


Canal de déblaiement des dépôts d'argile de Leda après le glissement de terrain de 1971.

- Les glissements de terrain rétrogressifs provoquent des dégâts matériels importants.
- Les débris créent des barrages et des blocages dans la rivière qui provoquent des inondations et des dommages environnementaux importants sur des centaines d'hectares.
- Des efforts d'assainissement de plusieurs années et de plusieurs millions de dollars sont nécessaires.



Casselman to Lemieux Potential Retrogressive Landslide Area

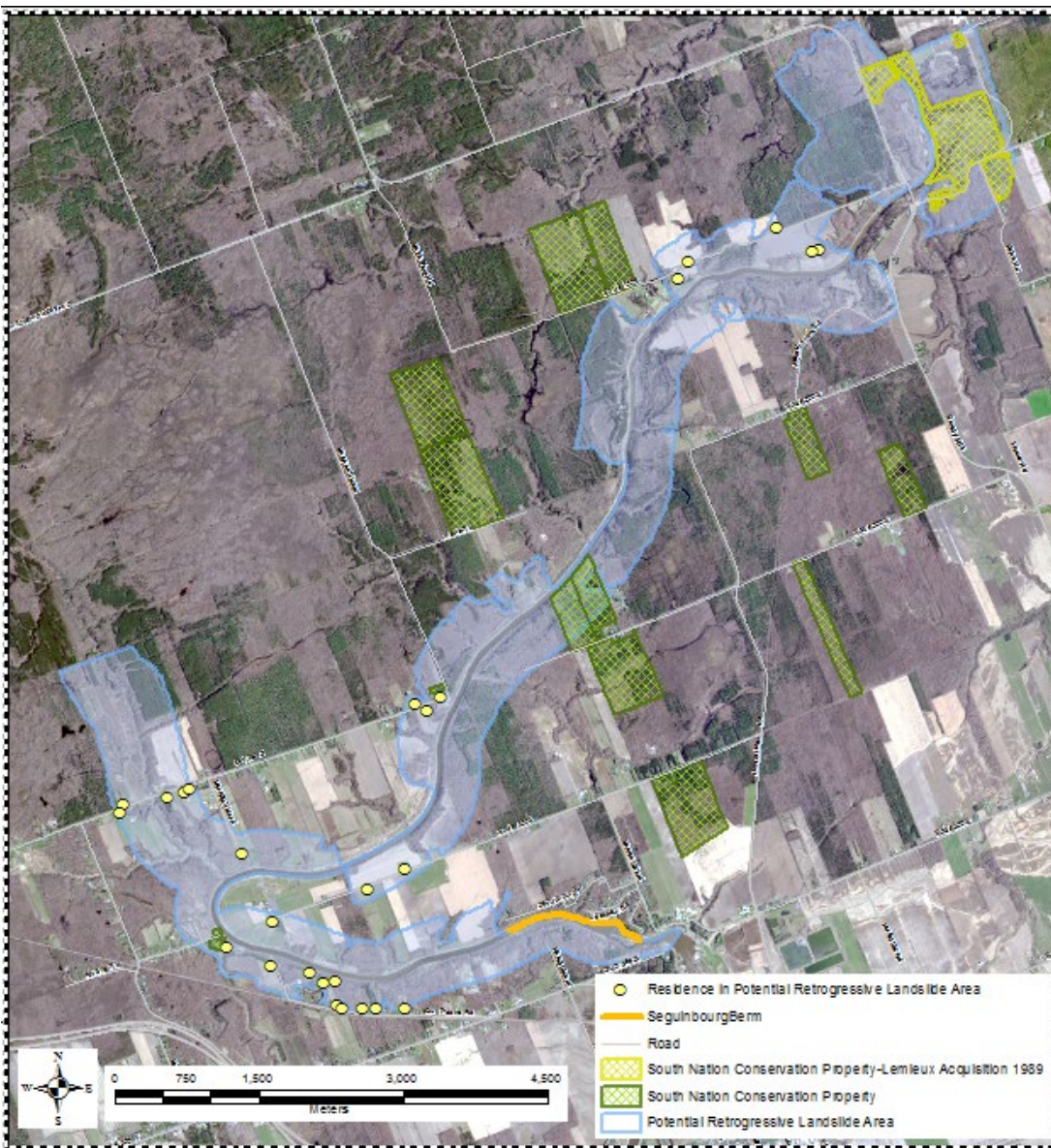


- With provincial support, the Seguinbourg Berm was constructed to protect 50 residential properties near Casselman (1987-1990), and 28 residences and structures in Lemieux were relocated out of the hazard area (1990-1991).



Seguinbourg Berm, 1990.

De Casselman à Lemieux – Secteur de glissements de terrain rétrogressifs potentiels



- Avec le soutien de la province, la berme Seguinbourg a été construite pour protéger 50 propriétés résidentielles près de Casselman (1987-1990), et 28 résidences et structures à Lemieux ont été déplacées hors de la zone de danger (1990-1991).



Berne Seguinbourg, 1990.



Lemieux Buyout 1989



Former Hamlet of Lemieux,
The Nation Municipality
(former Township of South Plantagenet).

- SNC purchased 28 homes in Lemieux from willing sellers at a cost of \$2.2 million
- Residents received 95% of appraised market value
 - MNRF 85%
 - SNC 10%
 - Township 5% of value in in-kind service (garbage disposal, etc.)
- SNC costs:
 - Third party appraisal
 - Covered legal fees (\$500 per)
 - Six-month occupation term



Rachat des propriétés de Lemieux en 1989



Ancien hameau de Lemieux,
Municipalité de La Nation
(anciennement Canton de Plantagenet Sud).

- La CNS a acheté 28 maisons à Lemieux à des vendeurs consentants pour un montant de 2,2 millions de dollars.
- Les résidents ont reçu 95 % de la valeur marchande estimée
 - MRNF 85 %
 - CNS 10 %
 - Canton 5 % de la valeur en services en nature (enlèvement des ordures, etc.)
- Coûts de la CNS :
 - Évaluation par un tiers
 - Frais juridiques couverts (500 \$ par personne)
 - Durée d'occupation de six mois



1993 Lemieux Landslide



- Loss of life was avoided during the 1993 event in part due to the relocation of the former town of Lemieux.
- The landslide occurred 500 metres from the former Main Street, 2 years after buildings were relocated or demolished.

Lemieux Landslide, 1993.





Le glissement de terrain de Lemieux de 1993



- Les pertes humaines ont été évitées lors de cet événement en 1993, en partie grâce à la relocalisation de l'ancien hameau de Lemieux.
- Le glissement de terrain s'est produit à 500 mètres de l'ancienne rue principale, deux ans après que les bâtiments aient été déplacés ou démolis.

Glissement de terrain de Lemieux, 1993.





1993 Lemieux Landslide



View of the landslide scar from County Road 16.

Vehicle trapped at severed portion of County Road 16, driver suffered serious injuries, 1993 Landslide.





Le glissement de terrain de Lemieux de 1993



Véhicule piégé sur la portion coupée de le chemin de comté 16, le conducteur est grièvement blessé, glissement de terrain de 1993.



Vue de la niche d'arrachement du glissement de terrain depuis le chemin de comté 16.





Ongoing Risks to People and Property



Slump downstream of Wolf Creek,
La Nation, Fall 2018.



Small-Scale Landslide following
unpermitted garage construction, 2017.



Risques permanents pour les personnes et les biens

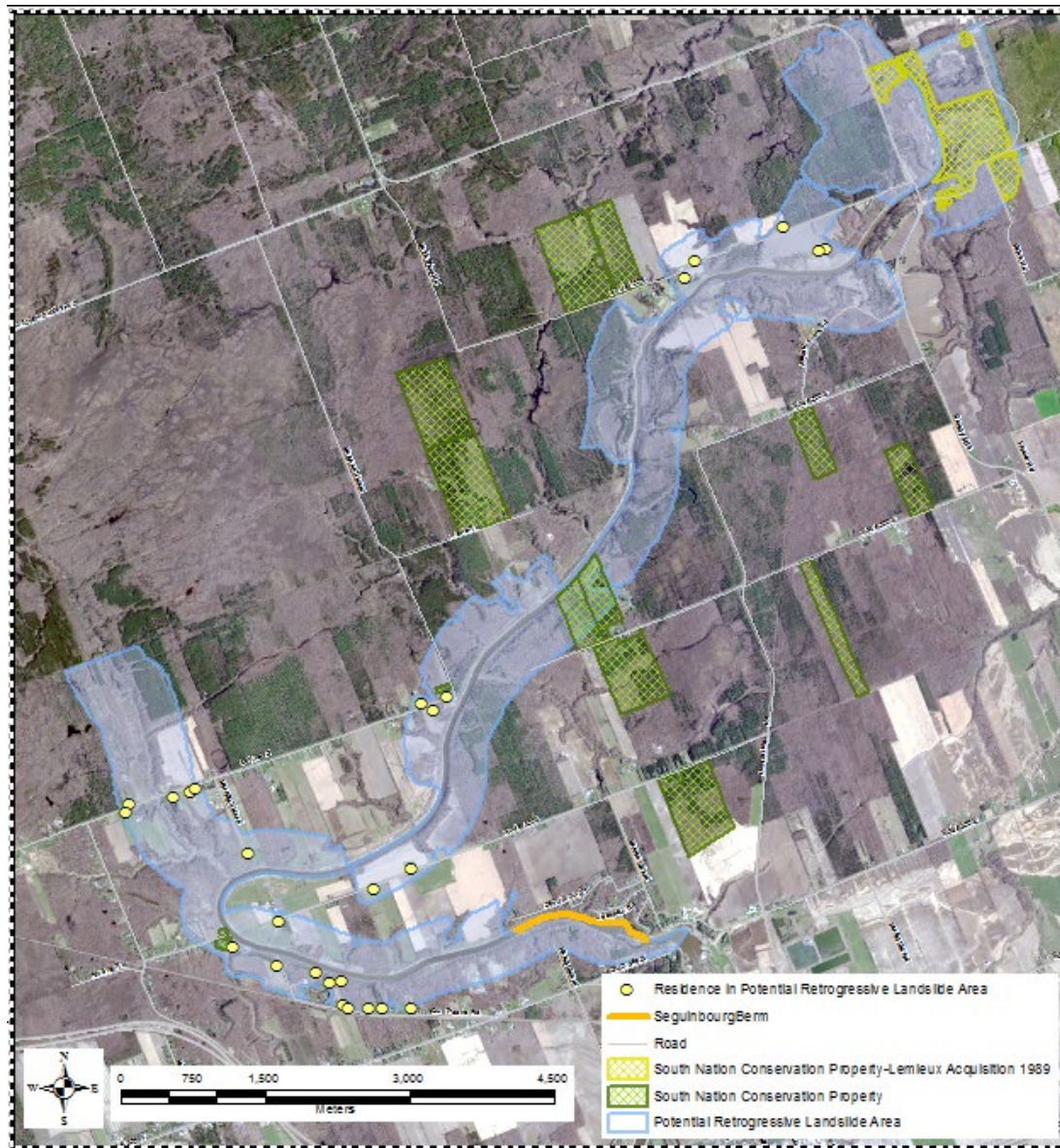


Affaissement en aval du ruisseau Wolf,
La Nation, automne 2018.



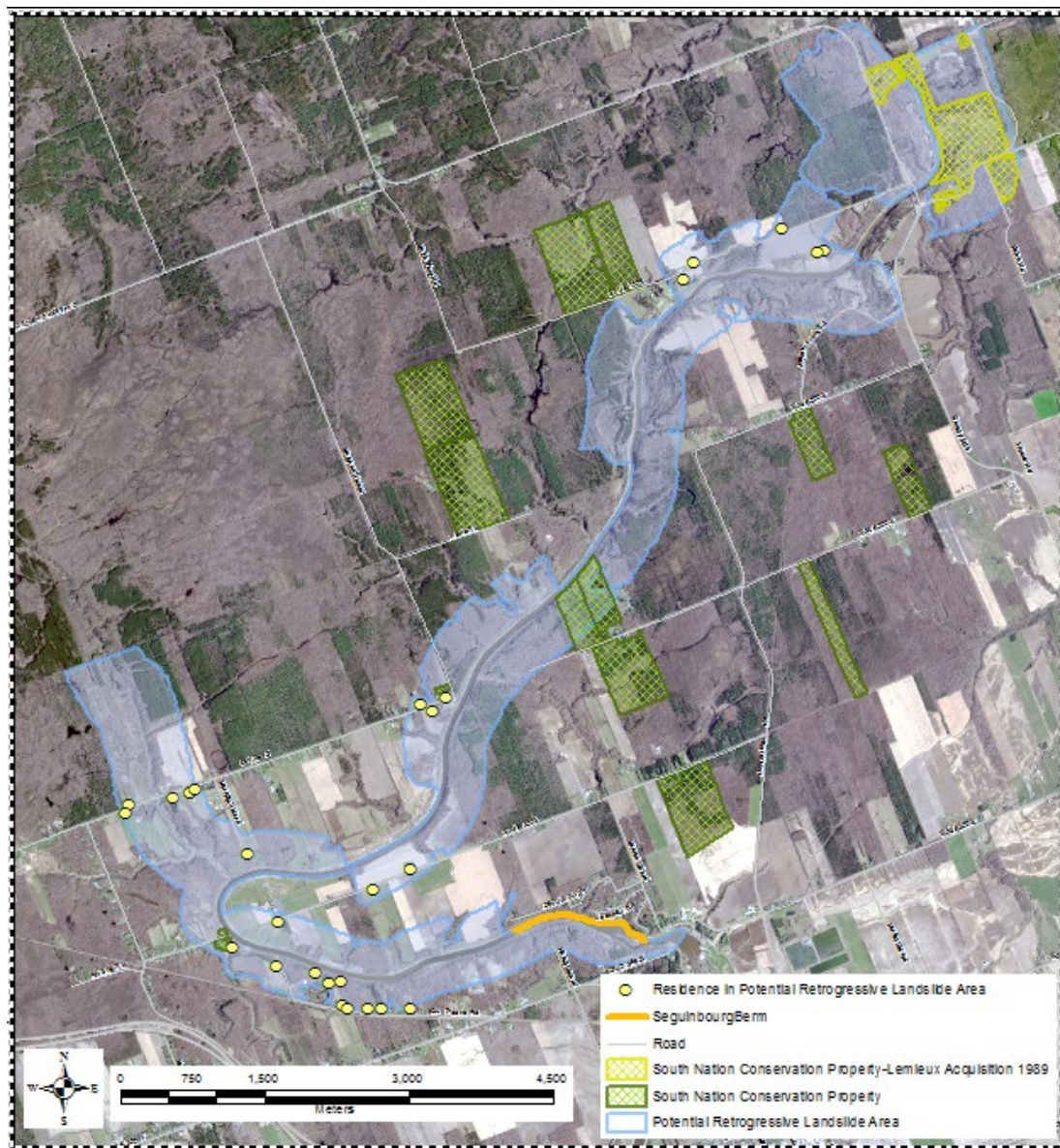
Glissement de terrain à petite échelle suite à
la construction d'un garage non autorisé, 2017.

Casselman to Lemieux Potential Retrogressive Landslide Area



- **A major retrogressive landslide could occur at anytime.**
- Peer-review studies (2014-15) confirmed development setbacks.
- A Mitigation Plan (2020) was established with support from the Government of Canada's National Disaster Mitigation Program.
- The Mitigation Plan recommends purchasing the remaining 27 homes in the hazard area from willing sellers.

De Casselman à Lemieux - Secteur de glissements de terrain rétrogressifs potentiels



- **Un important glissement de terrain rétrogressif peut se produire à tout moment.**
- Les examens des demandes d'aménagement (2014-15) ont confirmé les reculs en matière d'aménagement.
- Un plan d'atténuation (2020) a été établi avec le soutien du Programme national d'atténuation des catastrophes du gouvernement du Canada.
- Le plan d'atténuation recommande d'acheter les 27 maisons restantes dans la zone à risque avec le consentement des vendeurs.



Economic Considerations - Potential Retrogressive Landslide Areas

Casselman to Lemieux Potential Retrogressive Landslide Area

- Socio-economic challenges:
 - Residential occupants face financial barriers to relocation.
 - Willing sellers contact SNC annually to request financial support.
- SNC and The Nation Municipality provide annual letters to property owners to:
 - Share reminders on risks to people and property.
 - Request prompt reporting of potential concerns.
 - Encourage owners to contact SNC if they are interested in selling.
- SNC requested multi-year funding support from the Province of Ontario to help purchase property from willing sellers within the potential retrogressive landslide area
 - \$250,000/year for 12 years in cost-share funding requested from MNRF



Considérations économiques - Secteur de glissements de terrain rétrogressifs potentiels

Secteur de glissements de terrain rétrogressifs potentiels de Casselman à Lemieux

- Défis socio-économiques :
 - Les résidents se heurtent à des obstacles financiers lors de la relocalisation.
 - Les vendeurs consentants communiquent chaque année avec la CNS pour demander une aide financière.
- La CNS et la municipalité de La Nation envoient des lettres annuelles aux propriétaires pour :
 - Leur rappeler les risques pour les personnes et les biens.
 - Demander que les problèmes potentiels soient signalés rapidement.
 - Demander aux propriétaires de contacter la CNS s'ils souhaitent vendre.
- La CNS a demandé un soutien financier pluriannuel à la province de l'Ontario pour l'aider à acheter des propriétés de vendeurs consentants dans la zone de glissements de terrain rétrogressifs potentiels.
 - 250 000 \$/an pendant 12 ans pour le financement du partage des coûts demandé au MRNF

Our Local Environment, We're in it Together.



SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NO. 4-2024

BEING A BY-LAW PASSED PURSUANT TO THE PROVISIONS OF SECTION 38 OF THE PLANNING ACT, R.S.O. 1990, AS AMENDED TO ESTABLISH INTERIM CONTROL PROVISIONS FOR THE ENTIRETY OF THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF THE NATION TO PROHIBIT THE ESTABLISHMENT OF NEW LARGE SCALE RENEWABLE ENERGY FACILITIES FOR A PERIOD OF TWELVE MONTHS IN ORDER TO ALLOW FOR THE APPROPRIATE COMPLETION OF FURTHER RESEARCH AND CONSULTATIONS.

WHEREAS Section 38.(1) of the Planning Act, R.S.O. 1990 as amended, permits the Council of a municipality to pass an Interim Control By-Law where Council has directed that a review or study be undertaken in respect of land use planning policies and regulations within the municipality or and defined areas thereof;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of the Municipality of The Nation passed a resolution directing the necessary research and consultation be undertaken with respect to developing land use planning policies and regulations concerning new large scale “renewable energy facilities” on all lands located within The Nation Municipality.

AND WHEREAS the Council of the Corporation of the Municipality of The Nation deems it appropriate to now enact such an Interim Control By-law, in order to ensure that any new large scale “renewable energy facilities” and battery storage facility are appropriately situated and regulated within the Municipality;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Municipality of The Nation enacts as follows:

1) THAT in this By-law the following definitions shall apply:

-“Battery storage facility” means a battery storage facilities, or battery energy storage systems (BESS) or similar devices that enable energy from renewable sources, like solar and wind, to be stored and then released when power is needed most.

-“renewable energy facility” means a new large scale generation facility that generates electricity from any renewable energy sources and that meets such criteria as may be prescribed by regulation and includes associated or ancillary equipment, systems and technologies as may be prescribed by regulation and also include battery storage facilities, but does not include an associated waste disposal site, unless the site is prescribed by regulation for the purposes of this definition;

-“renewable energy project” means the construction, installation, use, operation, changing or retiring of a new large scale renewable energy generation facility.

-“Solar Farm Project” means a commercial project at which one or more photovoltaic collector panels or devices use light to generate electricity and is on a stand-alone structure. This does not include the project installed on existing structures.

2) That no new battery storage facility, renewable energy facility, renewable energy project or solar farm project shall be permitted on any lands within The Nation Municipality for a period of 12 months.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 29th DAY OF JANUARY, 2024.

Francis Briere, Mayor

Josée Brizard, Clerk

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2024-01-31 To 2024-02-13

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
14181	C	2024-02-05	237	LAPLANTE CHEVROLET BUICK GMC LIMITED	\$59,545.84	O
14182	C	2024-02-05	237	LAPLANTE CHEVROLET BUICK GMC LIMITED	\$59,545.84	O
14183	C	2024-02-05	237	LAPLANTE CHEVROLET BUICK GMC LIMITED	\$60,311.17	O
14184	C	2024-02-13	177	GAGNE & FILS EXCAVATION LTEE	\$38,694.59	O
14185	C	2024-02-13	227	LAFLECHE SALES AND SERVICE	\$140.21	O
14186	C	2024-02-13	240	LATREMOUILLE	\$444.54	O
14187	C	2024-02-13	369	DELTA POWER EQUIPMENT	\$656.07	O
14188	C	2024-02-13	430	WINDSOR SALT LTD.	\$34,459.61	O
14189	C	2024-02-13	447	TRP READY MIX LTD	\$5,537.00	O
14190	C	2024-02-13	502	RICEVILLE AGRICULTURE SOCIETY	\$2,000.00	O
14191	C	2024-02-13	757	SOCIETE HISTORIQUE ET CULTURELLE DE ST-BERNARDIN	\$113.00	O
14192	C	2024-02-13	1037	MUNICIPAL PROPERTY ASSESSMENT CORPORATION	\$113.00	O
14193	C	2024-02-13	1195	JULIEN SAVAGE ELECTRIC INC.	\$3,559.50	O
14194	C	2024-02-13	1515	UNION CULTURELLE DES FRANCO-ONTARIENNES-ST-ISID OPE	\$500.00	O
14195	C	2024-02-13	1925	MAIN INDUSTRIAL SALES LTD	\$136.73	O
14196	C	2024-02-13	1999	COMITE DE LA GUIGNOLEE DE LIMOGES	\$2,000.00	O
14197	C	2024-02-13	2305	LA CUISINE BENSON	\$97.50	O
14198	C	2024-02-13	2749	LE BAC A DONS	\$1,000.00	O
14199	C	2024-02-13	2884	TMJ CONSTRUCTION INC.	\$1,000.00	O
14200	C	2024-02-13	2941	TEC SURVEYING INC.	\$819.25	O
14201	C	2024-02-13	3111	SHADE GROUP INC	\$9,618.99	O
14202	C	2024-02-13	3125	ACCESSEQUIP INC.	\$287.63	O
14203	C	2024-02-13	3397	LIMOGES RECREATION COMMITTEE	\$2,500.00	O
14204	C	2024-02-13	3462	JENNA SLOAN	\$256.79	O
14205	C	2024-02-13	3463	HERITAGE FOOD SERVICE GROUP OF CANADA	\$108.29	O
14206	C	2024-02-13	3488	FOODCYCLE SCIENCE CORPORATION	\$20,057.50	O
14207	C	2024-02-13	3493	ALLIED MEDICAL INSTRUMENTS INC	\$484.91	O
14208	C	2024-02-13	3504	DANYKA MELLON	\$200.00	O
14209	C	2024-02-13	3508	REPLAY SPORTS	\$949.04	O
14210	C	2024-02-13	3509	VALLIERES PIERRE	\$50.00	O
14211	C	2024-02-13	3510	DORAN DORIS	\$50.00	O
14212	C	2024-02-13	3511	11401092 CANADA INC	\$1,344.64	O
14213	C	2024-02-13	3513	AMANDA WEBSTER	\$1,619.21	O
14214	C	2024-02-13	3514	RITCHIE'S WELDING INC.	\$4,000.91	O
14215	C	2024-02-13	3518	UNION CULTURELLE DES FRANCO ONTARIENNE-ST-ALBER T	\$500.00	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2024-01-31 To 2024-02-13

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
66149	E	2024-02-05	313	OMERS	\$138.38	O
66150	E	2024-02-13	11	ABC DISPOSAL	\$645.26	O
66151	E	2024-02-13	15	AFFUTAGE LEROUX H	\$104.41	O
66152	E	2024-02-13	24	ANNIS, O'SULLIVAN, VOLLEBEKK LTD	\$6,190.37	O
66153	E	2024-02-13	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$1,546.50	O
66154	E	2024-02-13	51	M.R BLAIS SALES & SERVICES INC	\$110.74	O
66155	E	2024-02-13	65	BRAZEAU SANITATION INC	\$158.20	O
66156	E	2024-02-13	66	BRENNTAG CANADA INC	\$7,373.62	O
66157	E	2024-02-13	71	BYTOWN LUMBER	\$241.63	O
66158	E	2024-02-13	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$3,650.76	O
66160	E	2024-02-13	77	CANSEL SURVEY EQUIPMENT INC.	\$477.59	O
66161	E	2024-02-13	80	MAXIBURO LTEE	\$835.73	O
66162	E	2024-02-13	84	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT	\$133.26	O
66163	E	2024-02-13	89	CASSELMAN CEMENT	\$1,233.36	O
66164	E	2024-02-13	91	CASSELMAN GAS BAR	\$171.29	O
66165	E	2024-02-13	112	CONSEIL SCOLAIRE DISTRICT CATHOLIQUES EST ONTARI CA	\$31,523.89	O
66166	E	2024-02-13	116	UNIAG COOPERATIVE	\$29.91	O
66167	E	2024-02-13	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$1,873.38	O
66168	E	2024-02-13	145	ELECTROTEK INC	\$286.54	O
66169	E	2024-02-13	147	ENTREPRISE BOURDEAU	\$197.04	O
66170	E	2024-02-13	152	EVANS UTILITY AND MUNICIPAL	\$25,331.32	O
66171	E	2024-02-13	171	FUTURE OFFICE PRODUCTS	\$373.90	O
66172	E	2024-02-13	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$589.59	O
66173	E	2024-02-13	201	J & R ADAM LTEE	\$169.54	O
66174	E	2024-02-13	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$15,370.30	O
66175	E	2024-02-13	204	J.R BRISSON EQUIP LTEE	\$518.86	O
66176	E	2024-02-13	222	LA COMPAGNIE D'EDITION ANDRE PAQUETTE INC	\$265.55	O
66177	E	2024-02-13	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$8,552.51	O
66178	E	2024-02-13	264	LEVAC PROPANE INC	\$7,712.94	O
66179	E	2024-02-13	273	LRL ASSOCIATES LTD	\$1,054.29	O
66180	E	2024-02-13	289	MIKE'S WASTE DISPOSAL INC	\$42,017.64	O
66181	E	2024-02-13	323	PAPETERIE GERMAIN INC	\$1,648.37	O
66182	E	2024-02-13	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$431.60	O
66183	E	2024-02-13	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$80.31	O
66184	E	2024-02-13	400	SOLENO INC	\$22,303.27	O

The Nation Municipality/Municipalite de La Nation
Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910
For The Date Range From 2024-01-31 To 2024-02-13

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
66185	E	2024-02-13	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$152.55	O
66186	E	2024-02-13	476	XPLORNET COMMUNICATIONS INC	\$13.70	O
66187	E	2024-02-13	533	SPUEHLER SHOP	\$305.18	O
66188	E	2024-02-13	954	CDW CANADA INC.	\$8,106.58	O
66189	E	2024-02-13	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$1,684.49	O
66190	E	2024-02-13	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$2,546.41	O
66191	E	2024-02-13	1282	ROY AIMEE	\$200.00	O
66192	E	2024-02-13	1336	ON CALL CENTRE	\$254.42	O
66193	E	2024-02-13	1386	REGULVAR CANADA INC	\$463.30	O
66194	E	2024-02-13	1405	ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC	\$10,563.43	O
66195	E	2024-02-13	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$143.26	O
66196	E	2024-02-13	1829	MAXI POWER ELECTRICAL SERVICES INC.	\$3,885.33	O
66197	E	2024-02-13	1842	SELECTCOM INC	\$86.61	O
66198	E	2024-02-13	1863	PRINTERSPLUS LIMITED	\$2,066.72	O
66199	E	2024-02-13	1868	ULINE CANADA CORPORATION	\$9.18	O
66200	E	2024-02-13	1896	LAPLANTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTD.	\$159.44	O
66201	E	2024-02-13	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$125.21	O
66202	E	2024-02-13	2031	HACH SALES & SERVICE CANADA LP	\$5,830.12	O
66203	E	2024-02-13	2083	LEROUX CONSULTANT	\$14,023.98	O
66204	E	2024-02-13	2126	AIG INSURANCE COMPANY OF CANADA	\$14,763.60	O
66205	E	2024-02-13	2389	INNOVATIVE SURFACE SOLUTIONS CANADA	\$3,725.27	O
66206	E	2024-02-13	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$16,110.21	O
66207	E	2024-02-13	3024	BOURDEAU METAL SHOP	\$79.10	O
66208	E	2024-02-13	3089	PITNEY BOWES LEASING	\$505.11	O
66209	E	2024-02-13	3117	AERZEN CANADA	\$863.42	O
66210	E	2024-02-13	3218	AMAZON BUSINESS	\$917.02	O
66212	E	2024-02-13	3445	ICO TECHNOLOGIES INC	\$503.02	O
66213	E	2024-02-13	3512	ALEXANDER JADOWSKI	\$1,000.00	O
66214	E	2024-02-13	3519	ERIC CORBIN	\$209.16	O
66215	E	2024-02-13	3520	9425-5973 QUEBEC INC.	\$338,416.31	O
BELL CANADA	E	2024-02-13	43	BELL CANADA	\$346.48	O
ENBRIDGE CONSUMER GAS	E	2024-02-13	146	ENBRIDGE CONSUMER GAS	\$8,603.12	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2024-02-13	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$79,890.39	O
JOHN DEERE FINANCIAL	E	2024-02-13	16	JOHN DEERE FINANCIAL	\$2,093.61	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2024-01-31 To 2024-02-13

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
MINISTER OF FINANCE	E	2024-02-13	291	MINISTER OF FINANCE	\$9,367.73	O
PETRO-CANADA SUPERPASS	E	2024-02-13	3449	PETRO-CANADA SUPERPASS	\$675.03	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2024-02-13	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$81,246.98	O
THE BEER STORE	E	2024-02-13	42	THE BEER STORE	\$2,535.73	O
WORKPLACE SAFETY INSURANCE	E	2024-02-13	475	WORKPLACE SAFETY INSURANCE	\$2,133.44	O
TOTAL					\$1,110,648.25	

Donation request form

Organization's Name

Prescott Russell Recreational Trail

Mailing Address

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Eric Collard

Telephone

[REDACTED]

Email

info@sentierviatrail.com

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

\$1000

Name of activity or list of activities

The donation money will be used to perform maintenance and upgrades to the Trail. These include leveling of the Trail as well as widening activities in some areas. We will also apply for external funding to help with the renewal of gates.

Description of activity / activities' summary:

This donation will help offset some of our costs to keep the Trail barrier free to the people of Nation Municipality. It will also help us attract more events and local Trail enthusiasts.

Activity Start Date

04/08/2024

Location of activity / activities

The Trail encompasses 72km in its entirety, including close to 10kms in Nation Municipality. We hope to hold more events in 2024 with community markets and cycle tourism events already planned for the summer.

Is admission free?

- Yes

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

We will mention the donation on our social media channels and in our Board meetings. We will recognize it during our yearly report presentation to the Municipality Council, including our representative Councillor Marjorie Drolet.

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Donation request form

Organization's Name

2804 Royal Canadian Army Cadet Corps - Casselman

Mailing Address

[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Genevieve Dwyer Genevieve Dwyer

Telephone

[REDACTED]

Email

president2804psc@gmail.com

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

3000.00

If the amount is more than the amount previously given, please justify

In previous years, donations was seeked for Dice Rice. This year, we are asking for funds not specific to the Dice Run but to help the corps all year round. (End of year trip and Rent)

Due to inflation cost of food, learning tools and other items have increased. We the Support Committee are able to fundraise during the year, however its with generous donations that allows up to maintain esprit de corps within the corps and allow for cadets to have other life experiences they may not have due to families income.

We did raise money last year and 5,600 went towards rent of the facilities and 1200 for internet so that our instructors could use the internet for reference when teaching classes.

With all that said, we would like to continue to offer cadets different experiences and this is why we are asking for 3000.00.

Name of activity or list of activities

Year end trip - Old Montreal to at Volles en Volles - Musee Regimentaire de Mont Royal,
<https://www.voilesenvoiles.com/en/>
Help with rent of the facilities.
Remembrance Day Parade

Description of activity / activities' summary:

Year end trip - We are looking to bring the cadets to Old Montreal to at Volles en Volles. Cadets get to experience a unique and memorable experience and most importantly, the cadets will experience team spirit like no other. They will be challenged in the aerial courses, they will enjoy archery tag, they will work together .

Also a visit to Musee Regimentaire de Mont Royal, the corps is affiated with the medical corps and they have alot of knowledge in that field, we like to offer the cadets a chance to explore more of the army afiliations and see how all comes together.

We do need to transport the cadets in school busses, to which with the price of gas the ammount have sky rocketed. In order for the cadets to visit their sister corps 57 Vankelhill, a round trip is 300\$ plus tax. Trip to Ottawa is over 700\$ and Kingston is over 3,000. With that, your donation helped us bring the cadets to Old Fort Henry and experience a life in the day of a 1867 solider. Which that experience will carry with them for years to come.

<https://www.voilesenvoiles.com/en/>

Remembrance Day Parade - To help with cost to help serve either breakfast or lunch to the cadets before or after the parade.

Activity Start Date

06/15/2024

Location of activity / activities

Old Montreal
Mont Royale
Cassleman.

Is admission free?

- Other

If yes, what is the admission fee?

21.00 for Vole en Vole, approx 20 for Mont Royale (Cadets could be free, waiting on more information) Parade free.

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

We have over 90% of cadets that are actually residences of the Nation and we would list the Nation as a main donor to the cadet corps year round.

If the amount requested is more than \$1,000.00, please explain how the money will be used. A financial report may be requested by Council.

Monies will be used as followed:
Year End Trip (2000.00)
Parade (Meal) (600.00)
Training Materials (2 computers and one printer) (400.00)

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION
POLITIQUE SUR LES DONS MUNICIPAUX
POLITIQUE NUMÉRO: AD-2018-01
DATE D'APPROBATION : 5 février 2018

Annexe B

Section A – Information de l'organisation

Nom de l'organisation : Journée Familiale Boboul

Adresse postale :

Numéro de téléphone: Fax ou courriel:

Nom de la personne ressource : Véronique Fortier

Numéro tél. de la personne ressource : Courriel :

Section B – Sommaire de la demande

Votre demande est pour: Une activité / événement; Activités pour l'année;

À noter qu'un seul don sera remis par organisation par année.

Montant demandé : 1000.00 \$

Si le montant est plus que l'année précédente, veuillez justifier : Les coûts pour la nourriture, les structures de jeux, les assurances ont montés en flèche.

Nom de l'activité ou liste des activités : Journée Familiale Boboul - Groupes de musiques, nourritures, structures de jeu, kiosques de vendeurs, course en couleur

Description de l'activité ou liste des activités : Groupes de musiques, nourritures, structures de jeu, kiosques de vendeurs, course en couleur

Date de début / fin de l'activité ou dates des activités : 18 aout 2024.

Endroit(s) de l'activité / des activités : Limoges

Est-ce que vous chargez un frais d'admission ? Oui / Non, le frais est \$5.00. \$. Décrire comment la contribution de La Nation sera-t-elle reconnue : Nous effectuons publications Facebook en remerciant les organismes qui ont donné, par le passé, nous avons une bannière de La Nation que nous mettions à l'entrée.

Si la somme remise à l'organisme est plus de 500 \$, il est requis d'envoyer un rapport décrivant comment les fonds ont été utilisés pour votre événement ou vos événements.

Le cas échéant, l'organisme consent à remettre un rapport au Conseil de La Nation : Oui / Non

Signature du requérant

Date

5

N'oubliez pas de soumettre votre activité à communication@nationmun.ca afin qu'elle puisse être ajoutée à notre calendrier des événements communautaire!

Donation request form

Organization's Name

Le comité exécutif de l'AHMSI, Association Hockey Mineur St-Isidore

Mailing Address

[REDACTED]

Telephone

[REDACTED]

Contact person's name

Audrey gervais

Telephone

[REDACTED]

Email

[REDACTED]

Section B - Application Summary

Your request is for

- Activities for the year

Amount Requested

700\$

If the amount is more than the amount previously given, please justify

Je ne suis pas certaine si nous avons reçu un montant dans le passé puisque c'est ma première année dans le comité.

Name of activity or list of activities

Banquet de fin d'année du SIMHA

Description of activity / activities' summary:

Chaque année, nous organisons un banquet de fin d'année afin de remercier tous les joueurs du SIMHA ainsi que leurs familles.

Ce sera un souper, des présentations, des félicitations et des remerciements suivis d'une soirée dansante avec DJ locale.

L'argent reçu servirait à couvrir les coûts de cette soirée ou du moins le DJ qui est 700\$.

Merci

Activity Start Date

04/06/2024

Location of activity / activities

Salle en haut à l'Arena de St-isidore.

Is admission free?

- No

If yes, what is the admission fee?

5\$

Describe how The Nation will be recognized during your event(s)?

Votre logo sera visible sur le courriel d'invitation et nous vous remercions au micro durant l'evenement.

If applicable, the organism consents to sending a report to The Nation Council

Yes

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2024-02-06

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Southbridge Cornwall - Seaway	Cornwall	Respiratoire	Influenza A	2024-02-01		2024-02-01
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	Respiratoire	Influenza A	2024-01-30		2024-01-30
Valoris- Milieu de vie- 220 Laurier	Rockland	Respiratoire	COVID-19	2024-01-29		2024-01-29
Russell Meadows	Casselman	Respiratoire	COVID-19	2024-01-22	2024-01-30	2024-01-30
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Respiratoire	Influenza A	2024-01-22	2024-01-29	2024-01-29
Southbridge Cornwall - Tree Haven	Cornwall	Respiratoire	Influenza A	2024-01-22	2024-01-29	2024-01-29
St Joseph Continuing Care Centre	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2024-01-17	2024-01-31	2024-01-31
Heartwood LTC	Cornwall	Respiratoire	Influenza A	2024-01-16		2024-01-19
Riverfront Retirement Centre	Cornwall	Respiratoire	Influenza B	2024-01-15	2024-01-24	2024-01-24
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	COVID-19	2024-01-15	2024-01-22	2024-01-22
Rockland Manor	Rockland	Respiratoire	Influenza A	2024-01-11	2024-01-24	2024-01-24
McGill Manor 2	Hawkesbury	Respiratoire	Influenza A/Influenza B	2024-01-11	2024-01-24	2024-01-25
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	Respiratoire	Influenza A	2024-01-11	2024-01-30	2024-01-30
Hawkesbury General Hospital - B2 North	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2024-01-11	2024-01-19	2024-01-19
Centre d'Accueil Roger Séguin	Clarence-Creek	Respiratoire	COVID-19	2024-01-05		2024-01-05
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2024-01-04	2024-01-25	2024-01-25
Dundas Manor	Winchester	Respiratoire	Entérovirus/Rhinovirus	2024-01-03	2024-01-23	2024-01-23

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

Depuis mai 2023, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents/patients, reliés par un lien épidémiologique (ex. un même étage ou unité), chacun ayant un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif dans une période de 7 jours où il est raisonnable de croire que l'infection s'est développée dans le milieu.

Activité grippale dans la région

Il y a des cas sporadiques d'influenza A et B signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)

- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



EOHU.ca • BSEO.ca • 613-933-1375 • 1 800 267-7120



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

© EOHU. All Rights Reserved/Tous droits réservés.

JEAN-JACQUES LACOMBE**de Société Professionnelle LaCombe**Commissaire à l'intégrité pour la Municipalité de la Nation
Integrity Commissioner for the Nation MunicipalityTelephone: (613) 678-9124
Courriel/email: jjlc.integrity@gmail.com

Le 29 janvier 2024

Mme Josée Brizard
Greffière de la Municipalité de
la Nation**Compétence : Mme Josée Brizard****Sujet : Rapport annuel du Commissaire à l'intégrité pour l'année 2022-2023**

Cher Mme Brizzard,

Conformément à mon entente de service avec votre municipalité et aux obligations qui me sont conférées en vertu de la *Loi de 2006 sur les Municipalités*, il me fait plaisir de vous faire rapport concernant ma troisième année d'activités, soit l'année 2022-2023.

a. Session d'éducation

Conformément à mon obligation contractuelle de faire une session d'information avec votre conseil au cours de mon terme de deux (2) ans se terminant en décembre 2024, j'ai présenté une telle formation à votre Conseil ainsi qu'au public, le 5 décembre 2022. Cette session d'éducation a également été suivie d'une période de questions.

b. Révision de votre réglementation

Au cours de l'année 2022-2023, aucune demande de révision à votre réglementation n'a été faite au soussigné.

c. **Processus de plaintes**

Au cours de l'année 2022-2023, nous sommes heureux de confirmer qu'aucune plainte n'a été déposée contre les membres de votre Conseil.

d. **Demande d'avis de membres du conseil**

Durant l'année 2022-2023, aucune demande d'avis ne m'a été présentée.

Je tiens à nouveau vous rappeler, ainsi qu'aux membres de votre conseil, que je suis à l'entière disponibilité de votre conseil pour répondre à des demandes d'avis par écrit concernant la *Loi Municipale sur les Conflits d'Intérêts* ou au sujet de votre code de déontologie.

Pour ce faire, les membres du conseil n'ont qu'à m'envoyer un courriel avec les faits pertinents et il me fera plaisir de leur répondre le plus rapidement possible. Je leur demanderais toutefois de m'aviser de la date de la réunion pour laquelle mon avis est requis et de m'accorder **un délai d'au moins 48 heures** avant cette réunion afin d'y répondre. Comme le dit le proverbe anglais : « Better be safe than sorry! »

e. **Comités de la Municipalité de la Nation**

Plusieurs Codes de Déontologie d'autres municipalités de la région prévoient que les membres du public qui siègent sur les comités de leur municipalité sont également liés par ledit Code de Déontologie ainsi que par leur code de procédure.

J'encourage donc votre municipalité à revoir cette question et possiblement amender votre Code de Déontologie à cet effet.

f. **Commentaires en guise de conclusion**

Comme vous le savez, lors du dépôt d'une plainte contre un membre de votre Conseil, le Commissaire à l'intégrité enquête, fait rapport et fait des recommandations au Conseil concernant les plaintes logées contre ses membres.

Ainsi, ledit Commissaire ne peut pas lui-même ordonner des sanctions contre un membre ayant enfreint le Code de Déontologie ou la *Loi municipale sur les Conflits d'intérêts*. Ce sont les membres du Conseil, excluant le membre contre

lequel la plainte a été déposée, qui doivent accepter ou non, en tout ou en partie, les recommandations du Commissaire à l'intégrité suite à son enquête.

Comme vous pouvez facilement le concevoir, prendre une telle décision en est une très difficile et surtout très délicate, pour les membres du Conseil quant au sort d'un ou d'une collègue siégeant sur le même Conseil.

De plus, refuser de suivre les recommandations du rapport d'enquête peut non seulement nuire à la réputation du membre refusant d'adopter les sanctions dudit rapport, mais également à la réputation du Conseil en entier et même à celle des politiciens en général.

Le Commissaire à l'intégrité est un professionnel ayant une formation bien spécifique en la matière, qui possède une expertise dans ce domaine et qui de plus, a eu l'opportunité de procéder à une enquête approfondie sur la question et est en possession d'éléments de preuve qu'il n'a peut-être pas toute divulguée au Conseil dans son rapport.

Pourquoi ne pas divulguer tous les éléments de preuve au Conseil? De faits, la *Loi de 2006 sur les Municipalités* prévoit que le Commissaire peut ou même doit, dans certaines circonstances, exclure certains éléments de preuve de son rapport, s'il le juge nécessaire.

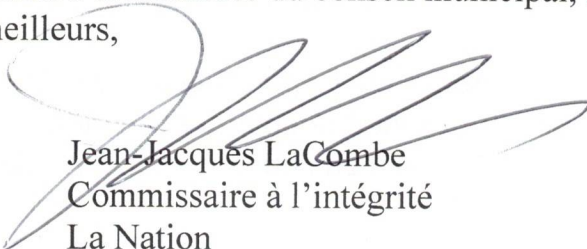
Pour ces raisons, il est fortement recommandé aux Conseils municipaux que les conclusions et les recommandations du Commissaire à l'intégrité soient approuvées *à moins qu'elles ne soient manifestement erronées. Le standard qu'on doit utiliser dans de telles circonstances est le suivant : est-ce qu'une personne raisonnable qui lit le rapport ne pourrait pas en venir aux mêmes conclusions et recommandations.*

De plus, il est à noter que le membre contre qui des conclusions et des recommandations sont faites peut également porter l'affaire devant les tribunaux et de faits, faire appel des conclusions et des recommandations du rapport d'enquête.

Pour toutes ces raisons, il est souhaitable que le gouvernement provincial amende la *Loi de 2006 sur les Municipalités* afin d'accorder au Commissaire à l'intégrité la responsabilité d'avoir le mot final quant aux conclusions de son rapport d'enquête ainsi qu'à ses recommandations, sans la nécessité de les faire adopter par le Conseil.

Ainsi, si vous avez l'opportunité de faire une telle recommandation ou de faire part de votre opinion à ce sujet aux autorités provinciales, nous vous recommandons fortement de le faire!

Espérant le tout conforme, je vous prie de vouloir agréer, chère Mme Brizard et membres du conseil municipal, l'expression de mes sentiments les meilleurs,



Jean-Jacques LaCombe
Commissaire à l'intégrité
La Nation



February, 01 2024

In This Issue

- Municipal Employee Survey results.
- Webinars for New Housing Enabling Water Systems Fund.
- Electrification and Energy Transition Panel Report.
- Energy project siting webinar February 9.
- Rural Economic Development Program Intake open.
- Consultation: Rural Economic Development Strategy.
- Survey: Help advance Ontario's modular housing sector.
- Applications open: Rural Transit Solutions Fund.
- Register for February Councillor Training.
- Municipal Codes of Conduct: February workshop.
- Anti-Semitism and Anti-Islamophobia: Winter workshops.
- Navigating Conflict - Pre-requisite for NEW advanced strategies course.
- New AMO workshops for municipal councillors - Spring dates.
- LAS supports for Municipal Energy Reporting.
- Calls to action for municipalities on economic abuse.
- Housing access in higher education host communities survey.
- Climate change resources for residents.
- Helpful condo living tips for Ontario residents.
- Future of Aging Summit in May 2024.
- Careers: Clarington, York, and Ottawa.

AMO Matters

As part of [AMO's Workforce Development Project](#), over 2400 municipal employees responded to our survey about their experience working in the sector. [Click here](#) for an overview of the results.

Provincial Matters

Join free webinars to get [Housing Enabling Water Systems Fund](#) details. [Register for the February 7](#) application session, which includes a Q & A portion.

Ontario's electrification and energy transition panel has released its [final report](#) outlining recommendations for long-term energy planning.

On February 9, the Independent Electricity System Operator (IESO), Ministry of Natural Resources and Forestry (MNR) and Ministry of the Environment, Conservation and Parks (MECP), [will present information](#) related to energy project siting.

The province announced at the 2024 ROMA Conference that they are opening a new intake for the Rural Economic Development (RED) program. [Intake is open](#) until February 21.

The province is conducting a [survey](#) to inform the creation of a Rural Economic Development Strategy. Share your ideas on how the province can support rural communities plan for economic success.

The province is conducting a [survey](#) to shape the development of a modular housing strategy. Share your insights on barriers and opportunities for modular and innovative home construction by Feb 4, 2024.

Federal Matters

Infrastructure Canada is now accepting applications for the Planning and Design Projects Stream of the Rural Transit Solutions Fund (up to \$50,000). Visit their [website](#) for more information.

Education Opportunities

The Councillor Training interactive workshop delves into the key areas of your responsibility as an elected official in a forum where you can ask questions that you can't always raise locally. Register for the [February 14 Councillor Training workshop](#) today.

As AMO and municipalities await provincial direction, your Association has developed a course that helps and guides municipal leaders in the development, communication, adherence, and issues management of codes of conducts. Register for the [February 28 Code of Conduct workshop](#) today.

Build your understanding on the historical and contemporary roots of anti-semitism and anti-islamophobia, how to address these and how to build relationships and allyships. Register for the [February 22 anti-semitism](#) workshop and [March 6 anti-islamophobia](#) workshop today.

Navigating Conflict Relationships for Elected Officials is one of AMO's most popular training offerings. This course helps you understand and navigate why relationships are or become challenging. Join your colleagues at the [March workshop](#) to gain skills in building collaborative relationships and negotiating difficult ones in your role as an elected municipal official. Attendees are invited to register for the [April Advanced Strategies workshop](#).

Don't miss out on [spring workshops](#), space is limited: Cyber Security, Advanced Councillor Training, Managing Communications through Crisis, Indigenous Community Awareness, Foundations in Planning, Advanced Land Use Planning and Competing Rights.

LAS

Act NOW! The July 1, 2024 Energy Reporting deadline is going to be a big one, requiring 2 years of consumption data and a new 5-year Conservation Plan. LAS is here to help with an updated [EPT software](#) and consulting service for reporting, and [energy training](#) & [lighting upgrade](#) services to help you meet your goals. Contact us to get the help you need.

Municipal Wire*

The [Canadian Centre for Women's Empowerment](#) (CCFWE) released [calls to action for municipalities](#) to address economic abuse in gender-based violence strategies. For more information contact [Michaela Mayer](#).

The International Town and Gown Association and Town and Gown Association of Ontario [launched a survey](#) seeking input from municipal leaders on Canada's student housing crisis. Participate by March 5.

The Intact Centre for Climate Adaptation has [released resources for municipalities](#) on basement flooding, extreme heat and wildfire protection to be shared through municipal websites and tax notices.

The Condominium Authority of Ontario's [2024 Winter Information Kit](#) offers useful and shareable tips to

help Ontario condo residents navigate the ins and out of condo living this season.

The Future of Aging Summit in Toronto from May 15-17, 2024 will bring together policymakers and others focused on building age-friendly societies. See the speaker lineup and register at agingsummit.ca.

Careers

[Associate Solicitor – Municipality of Clarington](#). Closing Date: February 26, 2024.

[Director, Homelessness Community Programs – Regional Municipality of York](#). Closing Date: February 14, 2024.

[City Solicitor – City of Ottawa](#). [FR](#). Closing Date: February 23, 2024.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



January, 25 2024

In This Issue

- Municipal Employee Survey results.
- Webinars for New Housing Enabling Water Systems Fund.
- Rural Economic Development Program Intake open.
- Consultation: Rural Economic Development Strategy.
- Survey: Help advance Ontario's modular housing sector.
- Applications open: Rural Transit Solutions Fund.
- AMO Education 2024.
- Blog: 2024 Risk Trends.
- Reminder: Time to post your Notice of Participation.
- Make buying easy in 2024 with Canoe!
- Free webinar - Check out the latest version of RETScreen Expert!
- Housing access in higher education host communities survey.
- Climate change resources for residents.
- Kraft Hockeyville nominations open - Your community could win!
- Helpful condo living tips for Ontario residents.
- Future of Aging Summit in May 2024.
- Careers: Brampton, Peterborough, Ajax and Georgina.

AMO Matters

As part of [AMO's Workforce Development Project](#), over 2400 municipal employees responded to our survey about their experience working in the sector. [Click here](#) for an overview of the results.

Provincial Matters

Join free webinars to get [Housing Enabling Water Systems Fund](#) details. [Register for the February 7](#) application session, which includes a Q & A portion.

The province announced at the 2024 ROMA Conference that they are opening a new intake for the Rural Economic Development (RED) program. [Intake is open](#) until February 21.

The province is conducting a [survey](#) to inform the creation of a Rural Economic Development Strategy. Share your ideas on how the province can support rural communities plan for economic success.

The province is conducting a [survey](#) to shape the development of a modular housing strategy. Share your insights on barriers and opportunities for modular and innovative home construction by Feb 4, 2024.

Federal Matters

Infrastructure Canada is now accepting applications for the Planning and Design Projects Stream of the Rural Transit Solutions Fund (up to \$50,000). Visit their [website](#) for more information.

Education Opportunities

Registration is now open for the following AMO Education workshops: Antisemitism: Then and Now, Municipal Codes of Conduct: Essential to Good Governance, Councillor Training 101. [View full details](#) on these and all the AMO Education offerings.

LAS

In 2023 risk became more complex as organizations continued to navigate cyber security, labor shortage and employee turnover, supply chain issues, and shifting risk profiles. Our [latest blog](#) by our Risk and Claim Management System digital partner, ClearRisk, outlines the latest trends expected this year.

It's that time of year again - check your compliance with the [Canadian Free Trade Agreement](#). If your municipality plans on using one or more LAS [programs and services](#), and the value meets the CFTA threshold, be sure to post your [Notice of Participation](#) on your procurement website.

The [Canoe Procurement Group](#) was purpose-built for municipalities to make buying easy. As a not-for-profit, Canoe is a key partner offering municipal products you use everyday - from Aggregates to Zambonis. Take a minute to see how Canoe will work for you. Contact [Sarah Hubble](#) for more information and get started today.

Thinking of a low carbon retrofit but need a software to model your project? [RETScreen International](#) and LAS are offering a free municipal-focused webinar to showcase the latest version of RETScreen Expert. Space is limited so be sure to [register today](#). Attendees will receive a free 14-day RETScreen trial license.

Municipal Wire*

The International Town and Gown Association and Town and Gown Association of Ontario [launched a survey](#) seeking input from municipal leaders on Canada's student housing crisis. Participate by March 5.

The Intact Centre for Climate Adaptation has [released resources for municipalities](#) on basement flooding, extreme heat and wildfire protection to be shared through municipal websites and tax notices.

The grand prize community winner will have an opportunity to host an NHL preseason game and receive \$250,000 for arena upgrades. All three runners-up will receive \$25,000 for arena upgrades. To submit a nomination visit the [Kraft Hockeyville website](#). Nominations close February 18, 2024

The Condominium Authority of Ontario's [2024 Winter Information Kit](#) offers useful and shareable tips to help Ontario condo residents navigate the ins and out of condo living this season.

The Future of Aging Summit in Toronto from May 15-17, 2024 will bring together policymakers and others focused on building age-friendly societies. See the speaker lineup and register at [agingsummit.ca](#).

Careers

[Technical Lead, HR/Finance - City of Brampton](#). Closing Date: February 11, 2024

[Committee Support Specialist - City of Peterborough](#). Closing Date: February 2, 2024

[Planning Clerk - Town of Ajax](#). Closing Date: February 16, 2024.

[Senior Development Planner - Town of Georgina](#). Closing Date: February 5, 2024.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](#) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.

Association of Municipalities of Ontario

To unsubscribe, please [Opt Out](#)

155 University Ave Suite 800 | Toronto, ON M5H 3B7 CA

This email was sent to jlanglois-caisse@nationmun.ca.

To continue receiving our emails, add us to your address book.

From: Marie-Pierre D'Anjou <madanjou@minterludeh.ca>

Sent: Wednesday, January 31, 2024 11:03 AM

Subject: Externe-External: Conférence gratuite Kim Thuy - 8 mars 2024 - INSCRIPTIONS OBLIGATOIRES

ATTENTION: Ce courriel provient de sources externes à l'organisation. Ne cliquez pas sur les liens ou n'ouvrez pas les pièces jointes à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

CAUTION: This email comes from external sources of the organization. Do not click on links or open attachments unless you recognize the sender and know the content is safe.

Bonjour à vous chers élu.e.s,

Maison Interlude House est heureuse de vous inviter à vous joindre à elle afin de souligner la Journée internationale des droits des femmes 2024. Rejoignez-nous pour célébrer cette journée bien spéciale lors d'une conférence inspirante mettant en vedette l'écrivaine et animatrice renommée **Kim Thúy**. Venez vous immerger dans une soirée de réflexion, de partage et d'inspiration grâce à cette conférence intitulée "Le succès de mes échecs". Une conférence qui cadre parfaitement avec le thème de la Journée de cette année : « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme ».

Date: 8 mars 2024

Heure: dès 17h

Lieu: 894 Cecile Blvd, Hawkesbury, ON K6A 3R5 (École secondaire Le Sommet)

Cette conférence en personne est ouverte à tous et offre l'occasion unique d'entendre **Kim Thúy** partager son expérience de vie hors du commun. Les participants seront accueillis **dès 17h** pour un moment de réseautage autour d'un **succulent buffet!** La conférence elle-même débutera à **18h**.

L'événement est **GRATUIT**, mais les participants auront la possibilité de faire un don à notre organisme, Maison Interlude House, qui vient en aide aux femmes victimes de violence de notre région. Bien que nous célébrions la Journée internationale des droits des femmes, les hommes sont tout aussi les bienvenus!

Les inscriptions sont obligatoires puisque les places sont limitées! Pour réserver :

<https://www.eventbrite.com/e/journee-internationale-des-droits-des-femmes-conference-gratuite-kim-thuy-tickets-808937512877>



8 MARS 2024
 Journée internationale des droits des Femmes

CONFÉRENCE DE
KIM THÚY
 "Le succès de mes échecs"

ACTIVITÉS GRATUITES
 Inscriptions obligatoires

17h : Accueil et buffet
 18h : Mots de bienvenue
 18h30 : Conférence

MERCI À NOS PARTENAIRES

PRÉSENTÉ PAR

Auditorium de l'école secondaire
LE SOMMET - HAWKESBURY

Vous bénéficiez de 24h pour vous inscrire avant que l'événement ne soit rendu public. Alors, hâtez-vous.

Au plaisir de vous y voir!


Marie-Pierre D'Anjou | Responsable des communications et du développement communautaire



613.677.6043 (cellulaire) 613-632-1528 (Fax)

Ce message est confidentiel. Si vous l'avez reçu par erreur, svp l'effacer de façon permanente, sans le copier ni en dévoiler le contenu ni prendre quelques mesures fondées sur celui-ci et informer immédiatement l'expéditrice. Merci! *This communication is confidential. If you receive it in error, please delete it permanently without making a copy, disclosing its content nor taking any action based thereon and immediately advise the sender. Thank you!*

2024

A stylized map of Canada is centered on the page. The map is divided into several colored regions: blue, green, orange, and light blue. Overlaid on the map is a network of nodes, represented by small circles with a 'C' inside, connected by thin black lines. The entire map and network are set against a background of concentric, semi-transparent circles in shades of light blue and green, creating a ripple effect.

**MEMBERSHIP
BROCHURE**



CIRCULAR INNOVATION COUNCIL

[Circular Innovation Council \(CIC\)](#), previously known as Recycling Council of Ontario (RCO), was first established in 1978.

We have implemented and assisted in many programs over the years such as the introduction of a test Blue Box program in Kitchener in 1981, the Waste Diversion Act, and developed many of our own innovative programs.

In 2020, we rebranded as [Circular Innovation Council](#), and continue to develop programs and pilots to advance the circular economy in communities across Canada through our actions.

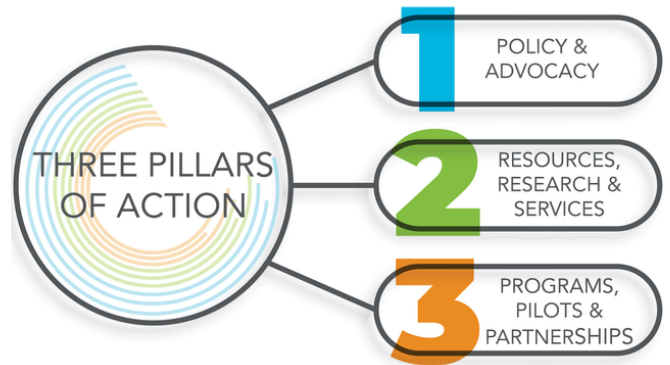


Image: Three pillars of action graphic for Circular Innovation Council.



Video: [Circular Economy: Beyond Recycling](#)

MESSAGE FROM THE EXECUTIVE DIRECTOR



The circular economy re-engages consumption and production beyond the linear model by decoupling economic growth from resource use. Circularity has the ability to improve the value of natural resources, reduce carbon emissions, and eliminate waste. It encourages innovation in product design and business delivery systems. Transitioning to a circular economy doesn't balance economic, environmental, and social priorities in isolation: it delivers them simultaneously.

We invite you to review the work we're doing to make a difference thanks to your support. And we invite you to continue to deepen your collaboration with us.

Jo-Anne St. Godard, Executive Director,
Circular Innovation Council.

CANADIAN CIRCULAR ECONOMY SUMMIT



Image: Jo-Anne St. Godard (right), Executive Director, Circular Innovation Council & Paul Shorthouse (left), Managing Director, Circular Economy Leadership Canada at the Canadian Circular Economy Summit 2023 in Toronto.

Canadian Circular Economy Summit (CCES) 2023 was co-hosted by Circular Innovation Council and Circular Economy Leadership Canada the summit featured:

- **75+** speakers
- More than **25 sponsors and program partners**
- **450 delegates** from across Canada, coming from more than **250 organizations** (waitlist of more than 80 others)
- Representatives from **two federal ministries, seven federal government departments, three provincial governments and more than 20 local governments**

The next Canadian Circular Economy Summit will be in **2025**, held in Montreal and will report on the progress of the Action Plan.

Coming out of the event, CIC led the development of the [Action Plan framework](#) which included a number of underlying priorities and initiatives to be worked on over the next **12-24 months** in the lead up to the next CCES.

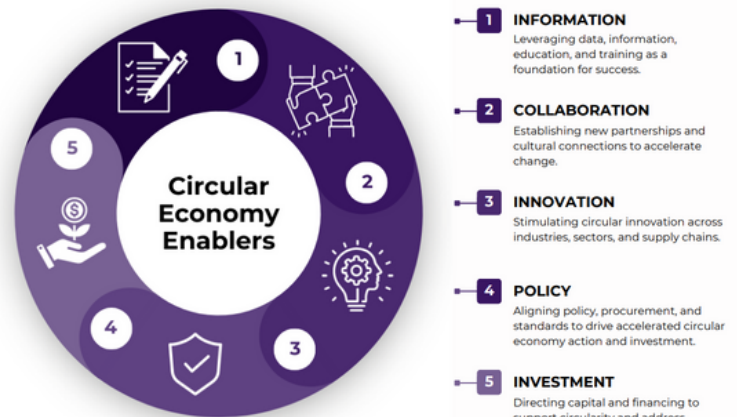


Image: Circular Economy Enablers graphic from the Circular Economy Action Plan for Canada.

Five key enablers were identified as the primary drivers of the circular economy:

1. **Information** - Leveraging data, information, education, and training as a foundation for success.
2. **Collaboration** - Establishing new partnerships and cultural connections to accelerate change.
3. **Innovation** - Stimulating circular innovation across industries, sectors, and supply chains.
4. **Policy** - Aligning policy, procurement, and standards to drive accelerated circular economy action and investment.
5. **Investment** - Directing capital and financing to support circularity and address infrastructure gaps.

CIRCULAR ECONOMY MONTH



Powered by



Goals:

- Educate Canadians
- Celebrate innovators
- Encourage action

Launched by CIC in 2001, Circular Economy Month, previously Waste Reduction Week, is Canada's first-ever public awareness campaign dedicated to educating and empowering Canadians to support an economy that delivers on the most important values of Canadians: protecting the planet and prioritizing people.

Previously the third week of October, Circular Economy Month expanded in October of 2022 to the full month, educating Canadians about the benefits of a circular economy and how they can be part of Canada's transition to it.

HOW YOU CAN SUPPORT

By becoming a sponsor you are empowering, educating, influencing, celebrating, and collaborating with us to deliver our program themes, goals, and objectives.

Sponsors can receive a number of benefits such as complimentary membership, profile opportunities, speaking opportunities, and custom engagement initiatives throughout October and year round. Email us to learn more: Info@CircularEconomyMonth.ca.

2023 SUCCESS

In 2023 we launched our new [CircularEconomyMonth.ca Website](https://CircularEconomyMonth.ca), delivering valuable year-round resources and information, expanded French content, improved accessibility, simplified navigation, and a user-friendly interface.

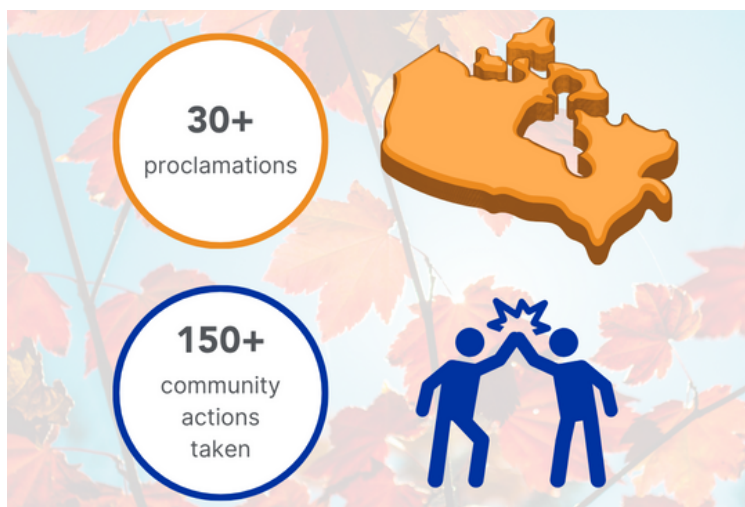


Image: Highlights from CEM 2023

Key Highlights:

- 30+ proclamations
- 150+ community actions taken
- Connected with people 4,101,500+ times
- 60+ events
- 17+ registered lightings
- Hosted champion panel webinar with CSA Group, TELUS, and The Beer Store.
- Mentioned 2,050 times online
- Generated 17,250+ "likes"



CIRCULAR PROCUREMENT

Procure4Circular

Procure4Circular, is a national network of public sector buying groups dedicated to accelerating the circular economic transition. By leveraging the collective ability of governments, this network aims to leverage procurement as a catalyst for market transformation, innovation, and sustainable supply chains.



Members will:

- Coordinate interests and identify common needs
- Share and expand knowledge
- Develop category-specific criteria and performance metrics
- Launch joint actions

Circular Procurement Workshops

1. **Essentials Workshop** - explores the 5 circular business models and their connection to procurement and the key actions necessary to progress to circularity
2. **Advanced Workshops** - explores in detail how to action circular procurement including how to develop circular procurement criteria, measurement and KPI's
3. **Category Specific Workshops** - developing criteria, measures, and indicators for a particular product, service, or spend category. Outcomes may initiate pilot projects shared in the market engagement workshop.
4. **Market Engagement Workshops** - tailored to the needs of the organization, this workshop encompasses components of the essential workshop and depending on goals, the outcomes of the advanced and category specific workshops.

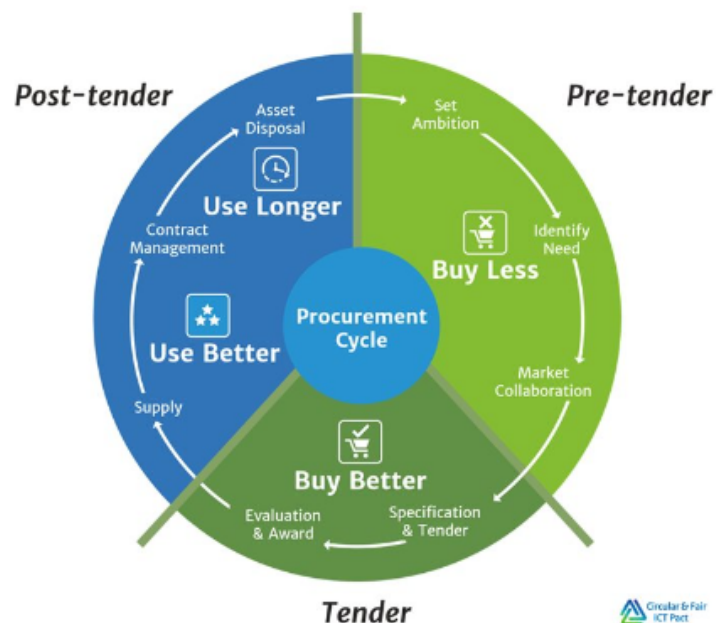


Image: Graphic of the Procurement Cycle

Strategies for Circular Criteria

Circular Procurement: Strategies for Circular Criteria was created in partnership with the Circular Cities and Regions Initiative (CCRI) and Federation of Canadian Municipalities (FCM).

It was created to assist all governments, municipalities in particular, in moving toward more circular economies by creating tools, knowledge sharing opportunities, implementation support, and workshops to help participants develop circular economy roadmaps.

The Net Zero Mission

The Net Zero Mission: Public Procurement, is a clean and circular innovation marketplace and an online, open-source tool that will:

- connect public sector buyers to vetted cleantech and circular innovation vendors in key procurement spend categories
- provide tools and resources to support the development of clean and circular procurement criteria and evaluation mechanisms
- establish a platform that connects governments of all levels and locations to coordinate and standardize procurement criteria and processes to de-risk purchasing activities

Circular & Fair ICT Pact

The Circular & Fair ICT Pact is an international coalition with 8 EU member State Governments working to create and implement standardized procurement criteria to drive circularity and social objectives in public sector purchases.

As of 2023 Canada has officially joined.

[Email us](#) to learn more about Circular Procurement and its projects.



Circular Procurement: Strategies for Circular Criteria

Considerations to support the development of circular procurement criteria.

Image: Front page of Circular Procurement: Strategies for Circular Criteria



COMMERCIAL FOOD WASTE DIVERSION PILOT

RESCUE. RECOVER. RENEW.

Over 50% of all food in Canada is wasted every year, while one in six Canadians suffer food insecurity.

PILOT MODEL

- Groups neighbouring establishments together to **efficiently** consolidate food waste collections, **reducing cost, greenhouse gases and waste**
 - **Circular Business Model:** Resource Recovery
- Trains and simplifies edible food rescue for the Institutional, Commercial & Industrial (IC&I) sectors, redirecting food to local charitable agencies
 - **Circular Principle:** Keep resources at their highest value

GOALS

- **Economic:** Cost reduction through efficient collection; job creation; innovation
- **Social:** Respond to food insecurity
- **Environment:** GHG reductions, waste reduction, soil health

INNOVATION

- **Technology:** Sensors may enable weight-based business model; data sharing platform
- **Business Model:** Collective cost-sharing, Utility model
- **“Multi-solve”:** Food rescue and waste diversion as a holistic IC&I solution
- **Systems solution:** Multi-stakeholder collaboration with key municipal, industry, and non-profit partners to build the pilot into regional circular food economies

JOIN NOW!

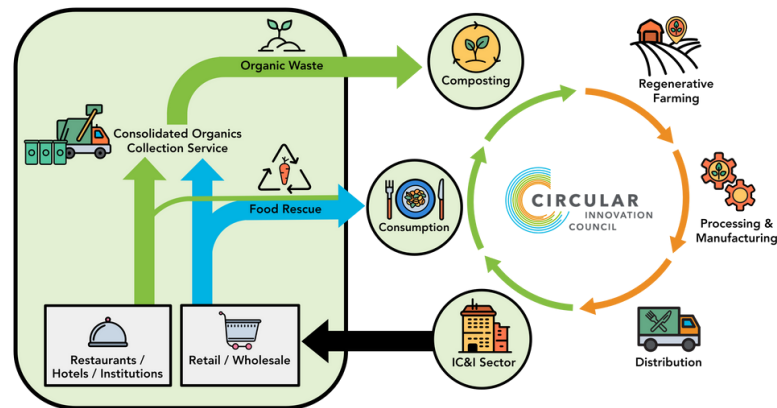


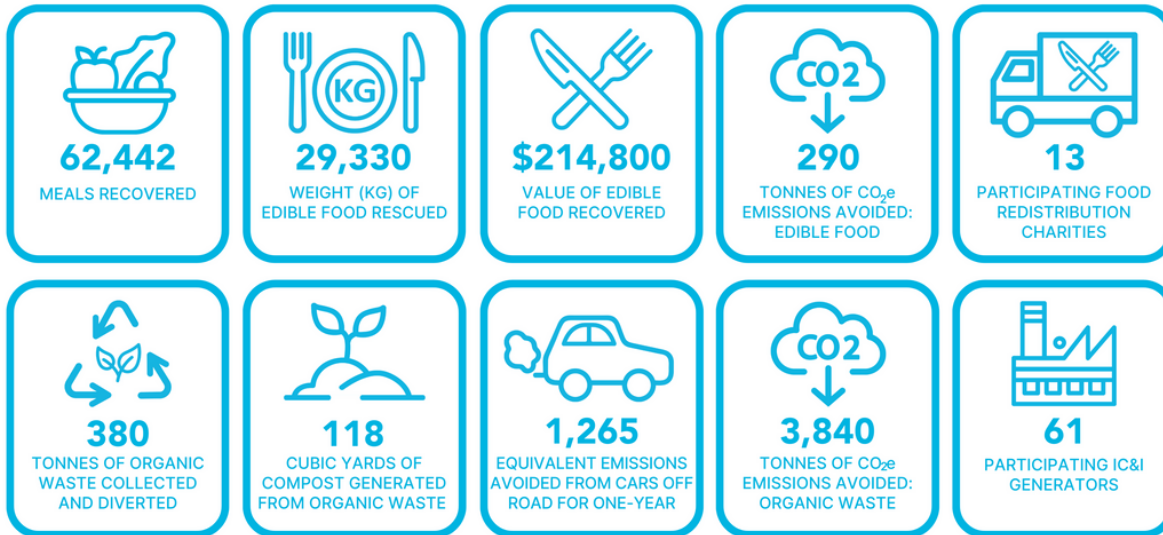
Image: Flowchart showing the process of the Commercial Food Waste Diversion Pilot program as part of a circular food system.

WHY

The Institutional, Commercial, and Industrial sector, also known as IC&I, produces more food waste than households at about **5 to 9 million tonnes annually**. But there are very few solutions targeting cost reduction for these largest producers of Canada’s food waste.

This surplus edible food could be rescued to **support food insecure communities** and is valued at **\$15.3 billion lost annually**. With food insecurity driven higher due to high inflation, and food insecure households more likely to experience significantly greater health problems, the **value of rescuing edible food to community agencies continues to climb**.

Guelph-Wellington



AWARDS



Image: 2 year impacts (November 2021-2023)

The Guelph-Wellington Program is currently accepting new businesses who want to join! [Visit our website to learn more.](#)



Westlock-Strathcona

The commercial food waste diversion pilot has now expanded to Alberta. Interested businesses invited to join. [Visit our website to learn more.](#)



REUSE PILOT

CIC will be designing and delivering a [first-of-its-kind national reuse program](#) aimed at eliminating single use plastic waste.

This program is supported by a [coalition of national grocery retailers](#) including Metro, Sobeys, and Walmart Canada, and with support from [Environment and Climate Change Canada](#) and the [City of Ottawa](#). This will be the largest collaborative reuse program in Canada.



This project was undertaken with the financial support of:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :



Starting with the delivery of a [reusable food container pilot](#) planned for launch in [Ottawa in mid 2024](#), this national program will demonstrate [scalable, convenient, and permanent solutions](#) to reducing single use plastic packaging through innovative, collaborative reuse models.



[Click here](#) to learn more about how we are innovating reuse for Canadians.



ONTARIO GREEN SCREEN (OGS)

In collaboration with the Province of Ontario and 27 industry partners, since 2021 [we have led the first strategy to improve environmental sustainability of the growing \\$3B film and television industry in Ontario.](#)



OUR IMPACT

- Led development and supporting implementation of [two strategic plans](#)
- Facilitating carbon and sustainable production training courses, certifying over [700 individuals](#)
- Strengthening stakeholder partnerships by delivering webinars, workshops, and Green Table Meetings
- Developed best practice resources
- Supporting a growing Ambassador program of [80 industry sustainability champions](#)



ontariogreenscreen.ca
Published July 2023



Image: Ontario Green Screen Strategic Plan



SHARE, REUSE, REPAIR HUB

Share, reuse, and repair are simple but essential actions we can easily incorporate into our lives to extend the life of products we use everyday and stimulate a circular economy.

With support from York Region's Circular Economy Initiatives Fund, CIC has developed the Share, Reuse, and Repair Hub (SRRH). This online hub allows easy access to resources that enable share, reuse, and repair.

The SRRH is a great opportunity for our municipal members to get involved and promote local circular businesses and resources in their communities.

We are currently expanding the network to include additional partner municipalities.

Work with us to bring the SRRH to your community.

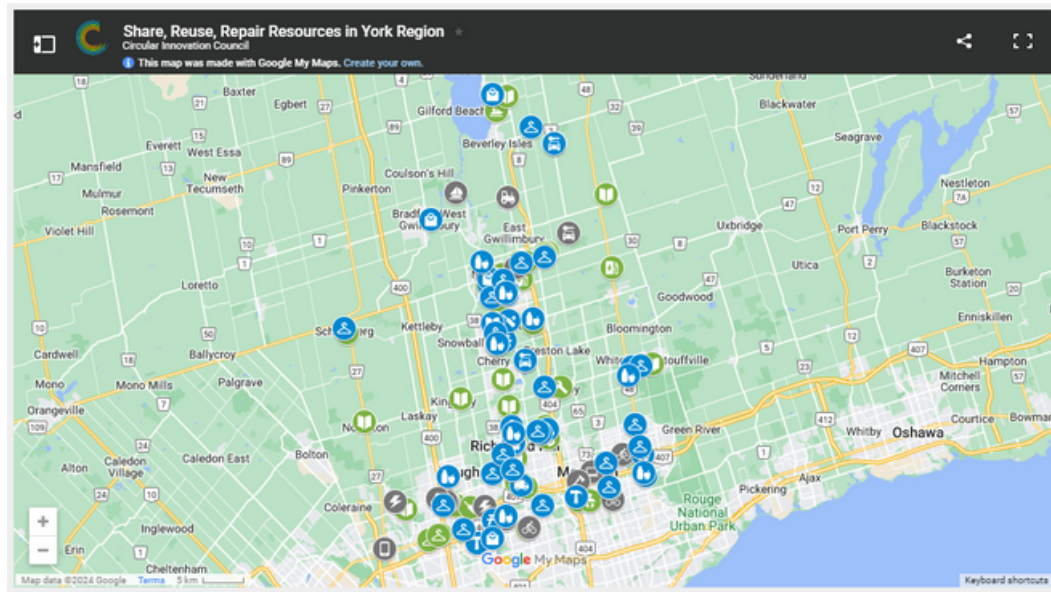


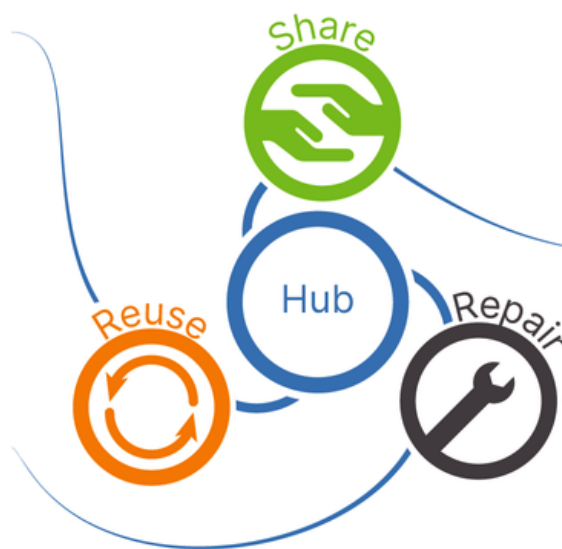
Image: Local Resources Map in the York Region

REUSE

Products can be used again and again. Keep materials in use for as long as possible by swapping, reselling, and donating products we no longer want or need.

REPAIR

Extend the useful life of products by repairing them when damaged and purchasing refurbished before brand new.



SHARE

Participating in the sharing economy and supporting access over ownership reduces the need to own products we might not use everyday.

Image: Share, Reuse, Repair Graphic

MEMBERSHIP

We Invite You to Join Us

Join 200+ leading organizations from across Canada and the value chain who are committed to supporting the circular economy.

Become a Member

Join or renew online. For other payment options, contact 416-657-2797, ext. 204, or email info@circularinnovation.ca.

Member Benefits

- Receive weekly the latest circular economy news and information
- Receive monthly news highlights, CIC program updates, etc.
- Promotional opportunities
- Network with like-minded organizations and individuals
- Reduced rates for events & webinars
- Share ideas and viewpoints
- Support innovations and actions that advance the circular economy

Personal

If you're interested in an Individual Membership please contact 416-657-2797, ext. 204, or email info@circularinnovation.ca.

Municipalities/Government

- Population under 50,000: \$240
- Population 50,000 to 199,000: \$360
- Population 200,000 to 499,000: \$480
- Population 500,000+: \$720
- Provincial or Federal Government Entity: \$775

Association/Community

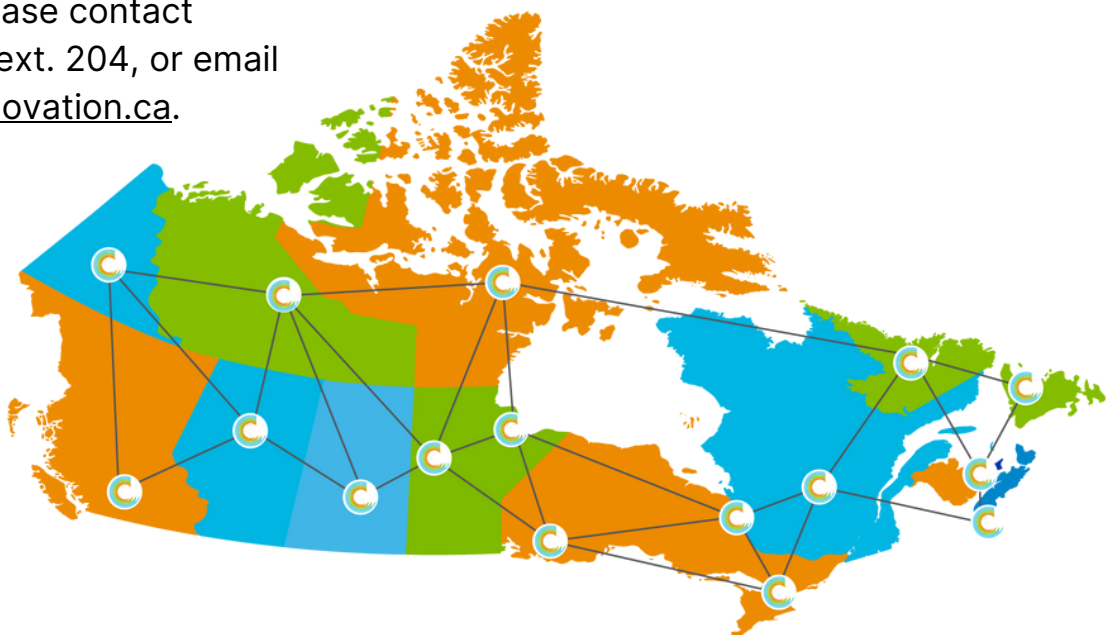
- Stewardship Agency: \$475
- Industry/Municipal Association: \$300
- Small Community Group: \$90
- Provincial/National Non-Profit/Charity: \$120

Public Institution

- College/University/Hospital: \$300

Education

- Elementary/Middle/High School: \$60
- School Board: \$120





SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

Mémoire

Destinataires : Maire Francis Brière, conseil, DG Josée Brizard
De : John Mesman, directeur, Propriétés, terres protégées, et sensibilisation communautaire
Date : 30 janvier 2024
Objet : Journées des arbres gratuits pour la communauté - Partenariat municipal

Nous vous remercions de votre soutien continu à l'initiative de conservation des forêts et aux programmes de plantation d'arbres de la Conservation de la Nation Sud (CNS).

Plus de 105 000 semis d'arbres ont maintenant été réservés dans le cadre des programmes à frais partagés de la CNS pour le printemps 2024. Les nouvelles commandes passées par les résidents seront désormais prévues pour 2025.

Journées des arbres gratuits pour la communauté dans les bureaux municipaux

En 2024, la CNS organisera une fois de plus les Journées des arbres gratuits avec ses partenaires municipaux afin de promouvoir la gestion de l'environnement dans nos collectivités et mettre en valeur l'efficacité des partenariats entre les municipalités et les offices de protection de la nature.

La CNS collaborera avec votre personnel pour confirmer l'emplacement des événements dans les bureaux municipaux, et choisira des dates entre fin avril et début mai, en fonction des conditions de gel et des détails de livraison.

La CNS s'est engagée à fournir des semis d'arbres d'une valeur de 500 \$ pour chaque emplacement et lancera une campagne en ligne pour la distribution d'arbres gratuits à la fin du mois de mars 2024.

Les municipalités intéressées à évaluer les 500 \$ pour aider à distribuer plus d'arbres gratuits sont encouragées à communiquer avec nous le plus tôt possible pendant que le stock de pépinière est disponible.

Si vous avez des questions, veuillez communiquer avec Kelsey Smith, ksmith@nation.on.ca ou composer le 613-984-2498.

Sincèrement,

John Mesman

Directeur, Propriétés, terres protégées et sensibilisation communautaire
Conservation de la Nation Sud



UN TOIT POUR
TOUS-
PRÉVENTION
DE
L'ITINÉRANCE
PRESCOTT-
RUSSELL

STATISTIQUES
•
FÉVRIER 2024

Que s'est-il passé en janvier?

- Les fonds du programme de prévention de l'itinérance (PPI) ont permis d'acheter des couvertures thermiques

DURABLE & THICK



BESTHUNTNER Heavy Duty
Aluminium Survival Blanket -
Multifunctional Reflective Tarp
Insulate Blanket -
213cmx150cm Waterproof
Durable Camping Space
Shelter...



qui ont été distribuées aux sans-abris.

- Le comité de la prévention de l'itinérance s'est rencontré le 17 janvier 2024. Services aux victimes s'est joint au comité. La prochaine rencontre sera le 13 février 2024 à 13 h 30.

Pour qu'elle raison il y a eu une baisse significative des statistiques ?

- En outre, parce que nous n'avons pas été en mesure d'entrer en contact avec les gens ou ils ont trouvé un endroit pour habiter. Donc, ceux-ci ont alors un statut d'inactif.
- ❖ Voir les statistiques de la halte-chaleur en attachement.

Charles Fontaine du Journal le Droit à fait un article sur les sans-abris de Hawkesbury, le 24 janvier 2024.

<https://www.ledroit.com/actualites/actualites-locales/est-ontarien/2024/01/24/a-la-rencontre-de-sans-abri-dans-lest-ontarien-MKUEZQLA7FFADMS3ETUPMDZ36Y/>

Les statistiques sont basées sur 44 personnes sans-abri en date du 1^{er} février 2024

- 21 femmes et 23 hommes
- 3 Alfred-Plantagenet, 2 Casselman, 4 Champlain, 0 Clarence-Rockland, 21 Hawkesbury, 1 Hawkesbury-Est, 6 Russell, 1 La Nation, 5 Déménager hors P-R et, 1 Prescott-Russell
- 30 adultes, 11 familles avec enfant(s) et 3 jeunes de (16 à 25 ans) avec enfant (s).
- 27 « couch surfing », 11 à l'extérieur et 6 en résidence ou hébergement.
- 4 Régime de Pension Canada, 1 assurance-emploi, 3 emplois à temps plein, 4 aucun revenu, 16 Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, 14 Ontario au travail, 1 autre agence, 1 emploi à temps partiel.
- 4 problèmes correctionnels, 3 problèmes interpersonnels, 15 problèmes familiaux, 2 problèmes financiers et 20 de logements.

Pour nous joindre :

Manon Lalonde : 613-675-4661
Nadia Séguin : 613-363-2954

BNL.LPN@prescott-russell.on.ca
Télécopieur : 1-877-844-9797

STATISTIQUES SUR L'UTILISATION DE LA HALTE-CHALEUR HAWKESBURY



Ce rapport représente l'utilisation de la halte-chaueur lors du premier mois d'activité, soit de son ouverture le 18 décembre 2023, jusqu'au 17 janvier 2024.

NOMBRE DE VISITES

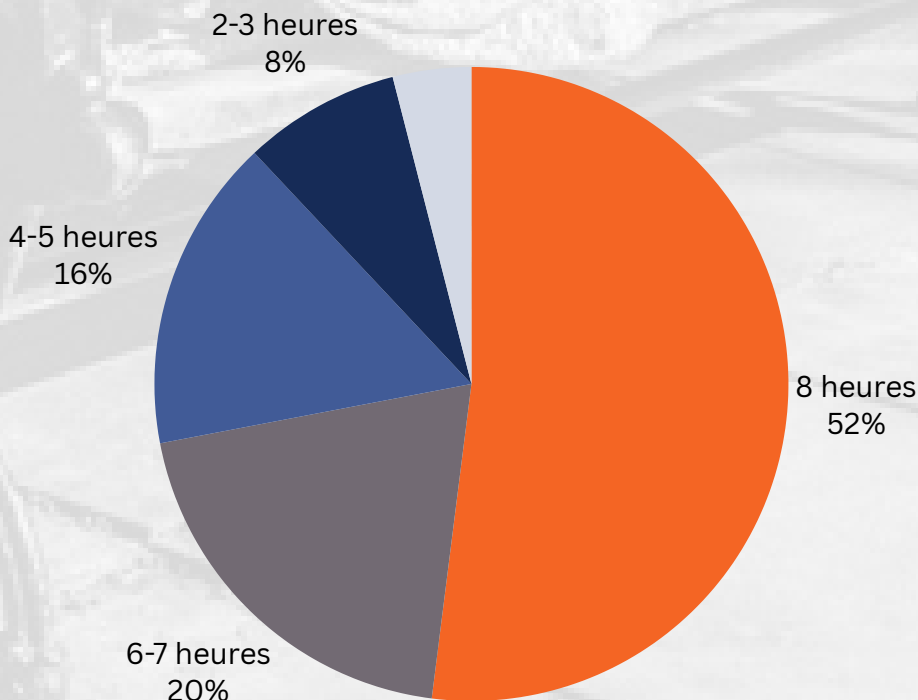
Au cours de son premier mois d'activité, la halte-chaueur a accueilli des personnes sans-abris **23 soirs sur 31** pour des durées de visites variables.



3 usagers ont eu recours à la halte-chaueur, dont :
1 en situation d'itinérance temporaire,
1 dont la situation est inconnue, et
1 en situation d'itinérance chronique

DURÉE DES VISITES

■ 8 heures ■ 6-7 heures ■ 4-5 heures
■ 2-3 heures ■ moins de 2 heures



CAPACITÉ



0 aucun usager - 25% du temps
1 usager - 19% du temps
2 usagers - 14% du temps

ÉVOLUTION DU PROJET ET RÉTROACTION

- Fait l'ajout de sèche-vêtements,
- Petits matelas pour ceux qui veulent dormir sur le sol,
- Rappels aux partenaires et à la communauté de ne pas apporter de nourriture, biens, ou visiter la halte pendant l'ouverture,
- Les usagers demandent que la halte soit ouverte plus longtemps.



February 6, 2024

Honourable Peter Bethlenfalvy
Minister of Finance
Frost Building South
7th Floor
7 Queen's Park Cres.
Toronto, ON M7A 1Y7
Peter.Bethlenfalvy@pc.ola.org

Dear Honourable Minister Bethlenfalvy:

Re: Support for Comprehensive Review of Social and Economic Prosperity

At their meeting held on February 6, 2024, Council discussed the need for a stable and sustainable municipal financial position. Council supports the Association of Municipalities of Ontario as they request that the Province undertake a comprehensive review of social and economic prosperity. The resolution adopted by Council is below.

R-43-2024

It was **Moved** by C. Hull, **Seconded** by T. Bell and **Carried**

Whereas current provincial-municipal fiscal arrangements are undermining Ontario's economic prosperity and quality of life;

And whereas nearly a third of municipal spending in Ontario is for services in areas of provincial responsibility, and expenditures are outpacing provincial contributions by nearly \$4 billion a year;

And whereas municipal revenues, such as property taxes, do not grow with the economy or inflation;

And whereas unprecedented population and housing growth will require significant investments in municipal infrastructure;

And whereas municipalities are being asked to take on complex health and social challenges – like delivering long term care services, homelessness and affordable housing options, addressing the mental health and addictions crises, and other social services;

And whereas inflation, rising interest rates, and provincial policy decisions are sharply constraining municipal fiscal capacity;



TOWN OF
SOUTH BRUCE PENINSULA

And whereas property taxpayers – including people on fixed incomes and small businesses – can't afford to subsidize income re-distribution programs for those most in need;

And whereas the Province can, and should, invest more in the prosperity of communities;

And whereas municipalities and the Provincial government have a strong history of collaboration;

Therefore be it resolved that The Town of South Bruce Peninsula requests that the Province of Ontario commit to undertaking with the Association of Municipalities of Ontario, a comprehensive social and economic prosperity review to promote the stability and sustainability of municipal finances across Ontario;

And further that this resolution be sent to The Premier of Ontario Doug Ford, Hon. Peter Bethlenfalvy – Ontario's Minister of Finance, Rick Byers – MPP Grey/Bruce/Owen Sound, the Association of Municipalities of Ontario and all other Ontario municipalities.

We trust that you will consider our request and look forward to hearing from you in this regard.

Yours very truly,

Angie Cathrae
Director of Legislative Services/Clerk
519-534-1400 ext 122
Angie.cathrae@southbrucepeninsula.com

cc: Premier Doug Ford, Rick Byers MPP Bruce/Grey/Owen Sound, Association of Municipalities of Ontario, All Ontario Municipalities

LUNDI 19 FÉVRIER 2024

JOURNÉE DE LA FAMILLE

DE LA MUNICIPALITÉ DE LA NATION

EN PARTENARIAT AVEC



CENTRE RÉCRÉATIF DE ST-ISIDORE

9H00 À 11H30

ACTIVITÉS PAR KAWABUNGA

10H00 À 14H00

QUILLES

10H00 À 13H00

PATIN LIBRE

14H00 À 17H00

SHINNY HOCKEY

COMPLEXE SPORTIF DE LA NATION (LIMOGES)

10H00 À 12H00

JEU LIBRE PARENTS ET BAMBINS

14H00 À 16H30

ACTIVITÉS PAR KAWABUNGA

14H00 À 16H00

ACTIVITÉS LIBRE

16H00 À 18H00

SOCCER LIBRE